

**LIRE PAGE 28**

**Fondateur : Hubert Beuve-Méry**

**Directeur : Jacques Fauvet**

Algeria, 1,30 DA; Maroc, 2 dir.; Tunisie, 2 m.;  
 Afghanistan, 1,40 OM; Autriche, 14 sch.; Belgique,  
 17 f.; Canada, \$ 1,10; Côte-d'Ivoire, 220 F CFA;  
 Danemark, 4,75 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-  
 Bretagne, 35 p.; Grèce, 35 dr.; Iran, 120 ric.;  
 Italie, 800 L.; Liban, 275 p.; Luxembourg, 17 fr.;  
 Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 fl.; Portugal,  
 30 esc.; Sénégal, 225 F CFA; Suède, 3,75 kr.;  
 Suisse, 1,20 fr. U.S.A., 85 ct.; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09

C. C. F. 4207 - 23 PARIS  
Eileen Paris - 5107

Tel : 246-72-23

## Un pari

Au-delà de cette nouvelle péripétie de la vie publique italienne, redit-on le problème de l'efficacité et de la crédibilité du régime. Le gouvernement de M. Cossiga avait démissionné sans avoir été renversé par un vote de défiance. La confiance que manifesteront à la nouvelle équipe une majorité de députés suffira-t-elle à dissiper un malaise qui s'approfondit de crise en crise, et qui tient au fait que les poisons du système paraissent de beaucoup l'emporter sur ses délices ?

(Lire page 7 la composition  
du nouveau gouvernement.)

**Secret**

MICHEL CASTE

## « Le Quotidien du peuple » critique le fondement idéologique du différend avec l'U.R.S.S.

### De notre correspondant

Du 6 septembre 1963 au 14 juillet 1964, après l'échange de lettres et de déclarations entre les deux pays, le *Quotidien du peuple* a publié, conjointement et successivement, deux articles sur des thèmes connus comme les « neuf commentaires », qui résumaient et couronnaient la polémique alors engagée depuis près de cinq ans entre l'U.R.S.S. et l'Occident. Ces articles traitaient d'une variété de sujets : du rôle de Staline et du socialisme yougoslave, des relations avec les mouvements révolutionnaires, de la coexistence pacifique, de la situation au sein du mouvement communiste international, comme le rappelle le titre même de l'un d'eux, *de Khrushchev*. C'est dans le

der, sous la signature d'un commentateur anonyme, d'admettre qu'ils étaient contables. Après avoir rappelé le « grand désordre » apparu au sein du mouvement communiste international après la critique de Staline au vingtième congrès du P.C. soviétique, le journal écrit : « A la suite de la réévaluation culturelle prolétarienne, les articles autorisés publiés dans le cadre du grand débat, l'origine et les caractéristiques du révisionnisme ont été présentées de façon inexacte. On a même qualifié de « révisionnisme l'attitude d'un parti prolétarien qui croit qu'il se consacre au développement des forces productives. »

ALAIN JACOB

(Lire la suite page 6.)

La République du Sénégal célèbre, ce vendredi 4 avril, le vingtième anniversaire de son accession à l'indépendance, qui devait être marqué par un discours important du président F. Diouf. En août prochain, une série de commémorations analogues doivent se succéder dans les Etats issus de la colonisation française. Toutefois, cette année est assombrie par le décès du Grand Dr, soulevé de l'ensemble canopéon, dont les cultures aient été dévastées par une guerre civile.

Tandis qu'à N'Diama, les belligérants pro-

## V. – Poésie et vérité

per P.-J. FRANCESCHINI

« Sans doute, mais encore ?  
« — à définir, outre le point  
« — le départ de cette Odyssée des  
« — les « départs » de la France  
« — à et les « écoulés ». D'emblée,  
« — les analyses divergent.  
« — qui, en France, regrettent  
« — au cours de la guerre, les  
« — de leur enfance, constant  
« — un rien de joie maligne, que  
« — après, comme toute,  
« — guère mieux, et sont même  
« — des dictatures bien  
« — redoutables que la férule du

Ceux qui, à l'opposé, méprisent une indépendance octroyée et un accord qui est payé, ont tout de même fusil, ne pardonneront jamais à l'Afrique francophone le déshonneur d'une décolonisation à l'amiable. A leurs yeux, elle ne pouvait se terminer que des dirigeants auto-proclamés et de quelques assoupis, derniers libéraux, anciens sujets de Lisbonne affichant une condescendance visible envers tous ceux qui n'ont pas chanté, comme les mousquetaires de l'indépendance. Et, seulement, le feu se fera partir... à l'Portugais... »

Que pouvait-il advenir du vaste morceau d'Afrique conquise au sacrifice des milliers de victimes africaines ? L'indépendance n'était-elle pas la transformation suffisamment-elle à la France ? Les protestations les plus véhémentes ?

Le parti du maintien des grands ensembles (A.O.F., A.E.F., A.M.E.) a été présidé par le général de Gaulle et quelques autres adjoints de prendre, en dénonçant les dangers de l'indépendance, le permis de créer des États multiraciaux, et donc plus viables ? Ces questions n'ont d'intérêt que rétrospectif. On ne peut pas connaître l'attitude de l'État français négative et rassurante que multiplient les voix officielles. Il se savait que l'ancienne Afrique française était un terrain fertile pour le théâtre de conflits armés majeurs que les États — à l'exception notable du Tchad — n'ont pas voulu que se fassent. Les généraux ont dû réjouir n'importe pas à s'en féliciter.

Quant aux autres clés de bonne façon, elles refusent — bien qu'elles aient beaucoup servi — de

ment retive. Tout expliquer par les méfaits du néo-colonialisme ? Par l'opposition des « socialistes » et des « libéraux » ? Par la lutte des classes ? Par les définitives pesanteurs d'une Afrique éternelle, où savanes et marigots détiennent l'ultime secret ? Chacun s'y est risqué, et les échecs sont du domaine public.

(Lire la suite page 4.)

**TROIS LIVRES SUR « UN AUTRE SOCIALISME »**

## Regarder vers la base

La gauche bouge en profondeur. Les grincements de ses dissensions brouillent le phénomène. Pour le percevoir il faut tourner le dos au spectacle et se plonger dans toute une littérature qui esse maintenant secouer les carcans politiques, utiliser d'autres formules que celles de la langue de bois, prendre à bras-le-corps la réalité sociale au lieu d'essayer de renfoncer certaines banderoles qui ont fait leurs temps.

En reliant à la file les interventions publiques (1978-1979) d'Edmond Maire, qui viennent d'être rassemblées dans un petit livre (Noyse rend compte du chemin parcouru le dos tourné au conformisme de gauche et à l'ivresse idéologique. Ce fameux « recentrage » sur l'identité syndicale, c'est aussi une invitation à une nouvelle analyse politique

« L'attitude dominante des forces de gauche face aux incertitudes de la situation est profondément conservatrice ».

aujourd'hui  
**Saint-Martin**  
**Sint-Maarten**  
**et autres lieux**

CLERC

striste, écrit-il. On ne peut qualifier autrement cette fuite devant les problèmes nouveaux et le terrain mouvant de la vie pour un refuge dans le repli sur soi, la distanciation dans la voix longue confortable des recettes rassurantes d'avant-guerre, les tendances au sectarisme ou à l'électoratisme. » (2). Plus tard, Edmond Maire dira : « Seul, le réalisme est révolutionnaire. Si l'on entend bien par réalisme l'action de la masse et la majorité des travailleurs réunis dans la conscience et la lucidité autour d'un projet socialiste, et changement profond du type de production, de consommation et d'échanges. »

**PIERRE DROUIN.**

**Lire la suite page 21**

(1) *Reconstruire l'Espoir*, Édition du Seuil, préface de Jacques Juillard  
(2) *Le Monde* du 18 août 1970



Le Monde

# idées

CULTURE

## Une initiation au futur

par GUY SUARES (\*)

C'EST dans les Voix du silence que Malraux définissait la culture comme étant « l'héritage de la noblesse du monde ».

Si celle-ci implique dès lors « sa référence à la qualité humaine qu'elle reconnaît à ses morts », elle ne peut qu'affirmer ce qui, au cœur du mystère, ne veut et ne peut mourir. Cette part de nous-même qui, inlassablement, ne cesse de revendiquer ce « presque rien » qui n'est autre que la conscience que nous imposons l'énigme de notre mort. L'énigme de l'art étant la seule à pouvoir la traduire en affirmant que, l'un d'être le contraire du réel, l'illusion est la seule à pouvoir le pénétrer, dans la mesure où le mensonge n'est pas le contraire de la vérité.

Nous savons aujourd'hui, pour les avoir aperçus, ce que sont les temples de Karnak et de Louxor, ceux de l'Acropole et d'Ankor, les hauteurs de Machupicchu, les contours des statues de sel de la mer Morte, mais nous avons perdu le fil qui les reliait à l'aspiration dont ils témoignent. En sommes-nous pour autant déliés d'une obscure mémoire à travers laquelle la vie et la mort, le passé et le futur conjuguent le mystère du comment et du pourquoi ?

### Les derniers grands poètes dramatiques

Qu'il s'agisse des cathédrales, comme de la Mística Teología de sainte Thérèse et de saint Jean de la Croix, ou de la Baghavad-Gita de l'Inde, du Livre des morts des Égyptiens ou du Bardo Thödol des Tibétains, que l'on se penche sur le Popol Vuh des Mayas ou sur le Kaddish des Africains, que l'on pénètre dans le Zohar des Hébreux, toutes ces visions tentent dans leurs multiplicités et leurs différences de pénétrer le divin en traduisant les infimes facettes d'une quête

ou le risque de se perdre engendré par l'ouïr irrationnel et par la faiblesse de l'affirmation. C'est cet enjeu où l'homme et l'univers sont impliqués qui a été et demeure seul capable de donner sens à ce que Nietzsche appelait un « horizon de mythes qui fait l'unité d'une époque de culture ».

Des tragiques grecs au Claudel de l'Été d'or, le théâtre n'a cessé de détenir le pouvoir d'une cérémonie initiatrice par laquelle le verbe affronte et tente d'étouffer ces mythes.

Mais dès l'instant où l'auteur dramatique a renoncé à la magie active du verbe, dès l'instant où il n'est plus celui qui affronte les dieux dans un combat singulier, où la fatalité et la liberté s'entre-déchirent, où le chant de l'amour et de la mort ne témoignent plus d'une réalité où la pesanteur et la grâce s'écartaient, le poète dramatique a perdu son sens et son propos.

La renaissance théâtrale dont la France a été le lieu privilégié après la deuxième guerre mondiale nous a donné les derniers grands poètes dramatiques — avant que le raz de marée que l'on peut situer aux alentours de 1968 n'ait emporté, et pour longtemps, semble-t-il, les données fondamentales sur lesquelles s'appuyait un certain regard intérieur que l'homme jetait sur le monde.

Que l'évolution des sciences et des techniques, la découverte à travers des civilisations demeurées jusque-là inconnues de cultures qui nous étaient étrangères, aient contribué à remettre en cause à travers les médias notre propre vision, cela va de soi.

Mais les valeurs sur lesquelles étaient enracinés nos seuls modèles passés mais notre devenir ont sombré dans le dérisoire, le marxisme tenant dans ce processus le rôle que les métastases d'un cancer tiennent dans la destruction radicale qu'il engendre.

La rencontre Tehkhor-Gorki teintée de mélancolie et d'espoir, où celui qui s'en va s'incline devant celui qui vient, est à cet égard prophétique. Le rêve que fissent ensemble ces deux visionnaires, et qui exaltait la dignité humaine, a pris la réalité du cauchemar. Cauchemar par lequel la recherche d'un ordre humain dont les valeurs ne contrediraient pas l'éthique a été détournée de son sens.

Il y a là blasphème contre l'esprit et atteinte à sa substance même. Lorsque nous voyons, en 1980, celui qui fut le chantre de la liberté et de la Résistance, le poète de l'amour, qui décrypte le réel, bafouer son propre mythe en donnant son nom à un comité des libérés présidé par un Père Ubu dont le cynisme sans humour, prône la haine et le mépris, le sentiment tragique de la vie, source de toute création et de toute culture, sombre dans le grotesque.

Toutes les épopées de l'esprit, toutes les quêtes des cultures et des civilisations, qui n'ont cessé de s'élever, par des voies multiples, l'homme dans sa dignité et son innocence face à la mort se trouvent, en effet, ici et là discréditées, niées, démenties.

Il n'y a pas de résignation au mal, s'écriait Claudel dans l'affirmation de sa vérité. L'histoire ne se laisse pas de bégayer et toute culture vivante de la démentir.

Malraux, qui eut dans les combats singuliers qu'il livra à la présente, ne jamais renier l'homme, fut en cela exemplaire. S'il a posé en termes lumineux les données d'un musée imaginaire, c'est qu'il a su déceler à travers toutes les civilisations « une certaine durée millénaire de la volonté de création » qui les transcende. Le tout serait d'évaluer dans quelle mesure cette volonté de création porte en elle-même une puissance telle qu'elle lui permette de traverser les civilisations à venir, ou si c'est la métamorphose qui nous fait qualifier de créations les principales œuvres qu'elle choisit.

### Mettre le monde en question

Cette durée millénaire de la volonté de création n'a jamais cessé de se nourrir de l'aptitude humaine à mettre le monde en question. Les sentiments qui, aujourd'hui, étouffent encore sont ceux d'idéologies en décomposition. L'Année du patrimoine en France pourrait nous permettre de découvrir notre mémoire oubliée, seule capable de déceler l'avenir et de rassembler les données d'une révolution spirituelle qui ne peut être par nature qu'un surgissement par lequel le passé se métamorphose, et libère sa charge d'avenir.

A la massification de la culture que les médias dénaturent, l'Occident doit opposer une démassification de la culture.

Il s'agit aujourd'hui de désenclaver les connaissances pour laisser surgir l'art, la connaissance. L'aventure culturelle, en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, ne peut être que collective. Il ne peut y avoir bien

(\*) Barina, ancien directeur de la Comédie de la Loire.

sur une culture pour cinquante millions de Français, mais cinquante millions de Français peuvent chacun trouver en eux, à travers les moyens immenses de communication qui ne cessent de se développer, la voie royale d'une prise de conscience personnelle qui leur permette d'apporter leur pierre à l'aventure de l'esprit.

La France, pourquoi ne pas le dire, est le seul pays au monde qui possède à travers France-Culture une chaîne de radio qui, délivre, en la libérant, une parole qui forge l'avenir.

Les rendez-vous que cette radio a fixés au cours de ces dernières années, à travers les colloques d'Athènes et de Cordoue en particulier, ont été les carrefours où les sciences et les philosophes ont renoué leurs dialogues interrompus depuis des siècles.

Il témoigne d'une quête qui, à elle seule, est garante d'une promesse d'avenir où le dialogue des cultures, dans le respect de leurs différences, s'applique à forger une liberté nouvelle.

## Roland Barthes ou la délicatesse

par JEAN-MARIE BENOIST (\*)

ROLAND BARTHES n'est plus. Le nom propre, manipulé souvent entre nous ses lecteurs attentifs et ses amis, circulant dans l'écrit, avait fini par faire écran à cette réalité de la fragilité d'un corps, d'une vie. La notoriété avait donné à Roland Barthes ce talisman ambigu : l'illusion partagée par ses contemporains, et même ses proches, qu'il était invulnérable.

C'est qu'il nous était nécessaire, non de ces nécessités trop présentes et impérieuses qui passent sur les travaux et les recherches et leur commandent trop ; mais au contraire d'une familiarité discrète, attentive, délicate, en tout cas respectueuse de l'autre, intimement. Car dans l'œuvre et dans la vie de Roland Barthes, nulle ombre de terrorisme, mais un sujet, un je, plus qu'un moi, tout entier capable de persuader par séduction et non par conquête violente.

Cette œuvre que nous avons rencontrée dans ses années 60, que nous avons entendue et vue s'élever devant nous, aux Hautes Études d'abord, au Collège de France ensuite, est d'emblée marquée de la discrétion et de la séduction. Le Degré zéro de l'écriture, les Éléments de sémiologie, ne forment pas, malgré les primates de leurs destructeurs, un corpus de doctrine tyrannique et systématique ; au contraire, dans l'annonce de ces grilles et de ces outils de lecture, il y a à la fois le reflet d'une méditation,

et la légèreté d'un jeu ironique, comme si au moment où Roland Barthes nous proposait de jouer nous-mêmes avec sa méthode structurale il nous demandait, par amitié pour lui, de ne pas la prendre exagérément au sérieux. Elle ne sera féconde que si nous en savons garder la part de rêve et de jeu inventif.

Fuyant le terrorisme de la vérité, Barthes répond à ses destructeurs dans Critique et Vérité, et cette œuvre de polémique, loin de se cantonner à donner des arguments et des munitions pour une querelle de critique, constitue le manifeste d'un je, et non pompeux, d'une méthode, d'une activité structurale, comme il aimait à dire : activité de déchiffrement amical et amoureux des textes, capable d'en respecter les facettes multiples, la pluralité de sens, et de faire travailler cette « productivité du singulier » qui donne à l'œuvre de Barthes cette fonction assez unique d'être lisible et jouable sans sacrifier la rigueur. Le beau livre à facettes qu'est S/Z, proche toujours d'un inconscient qu'il laisse parler dans le texte de Balzac, illustre la fécondité de la méthode structurale. Appréhension nécessaire et changement de terrain par rapport à ce Système de la mode, où tous les énoncés de mode, visuels et verbaux, se trouvaient déchiffrés dans leur grammaire profonde.

### La fidélité à soi

Jamais Roland Barthes ne se laissait enchaîner par la répétition d'une méthode, et pourtant sa fidélité à soi était manifeste, en dépit des changements de sujets qui engendraient des modifications subtiles des outils et de la méthode. La rencontre avec le Japon, qui nous donne ce beau poème calligraphié de l'Empire des signes (1), c'est la découverte de l'importance du fragment, du discontinu. Cet amour de Roland Barthes pour la forme achevée, pour le minimal, on le retrouve dans cette propension qu'il avait à goûter le haïku, qui, dans la discontinuité de ses phrases, concises, laisse rêver celui qui le reçoit : les confidences autobiographiques de Barthes par lui-même, l'apologie du discontinu dans l'acte de lecture tel que le met en scène le Plaisir du texte, les rendez-vous proustiens et les caresses allusives ou intensément brèves de Fragments

d'un discours amoureux, tout menait Roland Barthes vers cette culture du haïku, du poème aéré et discontinu qu'était sa vie, vouée à la musique, au piano : mélodie plus secrète, plus goûtée d'être interrompue. Contrairement à ce qui fut parfois écrit, il n'y a pas deux Barthes, celui du système structural, de la méthode, et celui du plaisir du texte, qui permettait à ce je de ne pas se laisser longtemps brimé de retrouver ses droits.

La sagesse des textes, leur « sapience », leur sève aussi, goûtée dès le début par le sémiologue, ne trouve sa rigueur subtile de déchiffrement que parce qu'elle est portée par un épiphénomène égotiste. Comme lui-même l'écrit dans son dernier ouvrage, la Chambre claire, note sur la photographie : « Mieux valait, une bonne fois pour toutes, retourner ma photographie. »

(\*) Philosophie et écriture.

## La messe et le bal

par GABRIEL MATZNEFF

DES l'âge de seize ans, Chateaubriand, qui devait mourir octogénaire, s'est mis à poir des phrases sur sa mort. On ne s'y prend jamais trop tôt. Se figurer dans un cercueil ou sur un bûcher, si l'on a une sensibilité d'artiste, nous aide à avaler la pilule de l'idée de notre disparition. Nous écrivons donc sur notre mort, vieille recette romantique qui a fait ses preuves, et qui nous servira encore. Mais, bien entendu, nous en écrivons comme les anciens Romains écrivaient des lettres : en n'y croyant qu'à demi. Notre mort, ça n'existe pas. La mort, c'est toujours celle des autres. Nous ne nous imaginons pas cessant de respirer. Quoi ! le printemps recommencerait, et je ne serais plus de la fête ? Le printemps continuerait sans moi ? Alors, c'est une insolence plaisanterie.

Au pire, nous avons la conviction que la mort, en jeune

filie bien élevée, ne sonnera pas imprudemment à notre porte, qu'elle nous laissera choisir le jour et l'heure de sa visite, et que nous aurons le loisir de nous organiser un beau et poétique trépas, à la Montherlant. Or il n'en est rien, et nous devrions le savoir. Aux deux extrémités de la sagesse humaine, Horace et Bossuet nous ont, l'un et l'autre, prévenus, et c'est dans les mêmes termes : la mort entre sans frapper. Montherlant a eu beaucoup de chance, mais rien ne nous assure que nous en aurons autant. Agé de quarante ans, Dominique de Roux a été tondroyé en une nuit. Trois ans plus tard, une camionnette devait être pour Roland Barthes, comme l'a écrit Bernard Poizat-Delpéche, l'arme du destin. Certes, nous pouvons multiplier les précautions, consulter notre cardiologue et traverser dans les clous. Il n'est pas sûr que cela suffise à conjurer l'irréversible.

### Un sarcasme du sort

Quelques jours à peine avant la camionnette fatale, Roland Barthes inaugurait la rubrique « santé » de l'édition française de Playboy. « Sur un sarcasme du sort, son dernier article sure ainsi été consacré à la forme, à la ligne, au régime alimentaire, ces thèmes qui sont si importants lorsqu'on aime la vie. Dans le même temps qu'il nous parlait du bonheur, Barthes entraînait en agonie. Nous avons toujours tort de croire à l'éternité, à notre avenir. Le jour qui nous éclaira peut s'éteindre d'un coup.

J'écris ces lignes le mardi

1<sup>er</sup> avril. Une amie vient de m'inviter à l'accompagner au bal du Palais. Dix minutes plus tôt, un ami m'a téléphoné pour me demander : nous sommes mardi saint — à quelle église le compte me rendre pour l'office dit « du Flancé ». La messe ou le bal ? Ou peut-être les deux ? Les uns prient, les autres dansent, certains d'entre nous pensent que c'est la même chose, et ils sont sans doute dans le vrai. Mais que nous soyons au d'au cing ou à l'église, le Flancé, sachons-le, surgira au moment où nous nous y attendrions le moins. Bientôt, nous serons sur l'autre rive.

### Préserver l'Occasion

Ce que Roland Barthes entendait préserver, en son éthique comme en son œuvre, c'est en effet la joie subtile de la rencontre non programmée, l'Occasion, la tyché, « dans son expression inaltérable ». Face aux terroristes de la norme, aux manières classificatoires de la Vérité et aux discours logiciens du Bien et du Mal, Barthes fut toujours le détenu du désordre et l'ami du singulier de l'Aléatoire, l'Épiphénomène, le goût et le choc. Pourtant, nulle frivolité, nulle superficialité. La figure qui se dessine en cette méditation ultime sur la photographie, c'est celle de la mère, aimée, chérie, présente sans importuner des le Barthes par lui-même ici, dans la Chambre claire, l'acte d'amour revêt une pudeur toute musicale : « Quoique issu d'une religion sans images où le Mère n'est pas adorée (le protestantisme), mais sans doute formé culturellement par l'art catholique, devant la photo du Jardin d'hiver, je m'abandonne à l'image, à l'imaginaire. Je pourrais donc comprendre ma généralité ; mais l'ayant comprise, invinciblement, je m'en échappe. Dans la Mère, il y a un noyau rayonnant, irréductible ; ma mère. On veut toujours que j'aie davantage de peine parce que j'ai vécu toute ma vie avec elle ; mais ma peine vient de qu'elle était : et c'est parce qu'elle était qu'elle était que j'ai vécu avec elle. A la Mère comme à l'Occasion, elle avait ajouté cette grâce d'être une âme particulière. »

Mme Barthes était morte il y a un peu plus d'un an. Comment lire aujourd'hui, cette citation de la voie libérale que Roland Barthes a apposée, comme un salut souriant, sur le dos de son livre la Chambre claire ? « Marpa fut très ramuë lorsque son fils fut tué », et l'un de ses disciples dit : « Vous nous délaiz

exilé — cette dimension comptait, certes, et je me souviens de déresses affectives dans l'exotisme d'Oxford un jour brumeux. — mais c'était bien plus le souci exqu, éprouvé encore, de laisser toute sa force et toute son intensité à la surprise, au choc du détail inattendu. Il y a de l'ascèse orientale dans cette modestie apparente et dans cette culture de l'apparement banal. Ce qu'il appelle ici, dans son commentaire des photographies, le punctum, le détail qui fait basculer, chavirer, qui crée le trouble ou le mouvement dans les apparences calmes et familières.

(1) Skira, « Les sentiers de la création ».

**BOUCHARD PÈRE & FILS**  
Depuis 1731  
80 Hectares  
dont 68 hectares de  
premiers crus et  
grands crus



Documentation L.M.  
sur demande à Maison

**BOUCHARD PÈRE & FILS**  
au Château Boite Postale 70  
21202 BEAUNE CEDEX  
Tél. (80) 22.14.41  
Télex Bouchard 350 830 F

مكتبات الأمل



AFRIQUE

LA GUERRE CIVILE AU TCHAD ET LA CONFÉRENCE FRANCO-AFRICAINE

Tandis qu'à N'Djamena les Forces armées du nord (FAN) poursuivent leur avance sur le terrain où elles auraient occupé, jeudi 3 avril, les bâtiments de l'ancienne gendarmerie, les appels à l'arrêt des combats se multiplient.

A Paris, M. Jean François-Poncet, ouvrant la troisième conférence ministérielle franco-africaine, a exprimé « des

vœux ardents pour que le Tchad puisse rapidement retrouver la paix civile ».

Reçu à l'Élysée jeudi, M. Edem Kodjo, secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), s'est prononcé « pour une intervention plus active de l'O.U.A. » et a demandé aux belligérents d'accepter la médiation de l'organisation panafricaine.

A New-York, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a réitéré jeudi son appel aux combattants, les invitant de nouveau à déposer les armes.

Sur le plan politique, l'impasse reste pourtant totale, les parties en présence affirmant vouloir poursuivre les combats jusqu'au bout.

Les forces de M. Hissène Habré auraient marqué des points

N'Djamena (A.F.P.). — Un porte-parole des Forces armées du nord (FAN) a annoncé jeudi 3 avril que les combattants de M. Hissène Habré avaient occupé les bâtiments de l'ancienne gendarmerie, dont le contrôle ouvre la voie menant à l'aéroport de la capitale du Tchad. La gendarmerie était le lieu de cantonnement de la « Force neutre » congolaise, dont les derniers éléments étaient en cours d'évacuation jeudi après-midi à l'aéroport de N'Djamena.

Selon le même porte-parole, les FAN contrôlent la majeure partie du nord de la ville et auraient repoussé au sud de N'Djamena une colonne des Forces armées tchadiennes (FAT) du vice-président ardiste Koumou, et des combattants du Conseil démocratique révolution-

naire (C.D.R.) de M. Ahmad Ayl, ministre des affaires étrangères, branche du Front d'action commune (FAC) arabe pro-lybien.

M. Mahamat Moussa Adoun, vice-président des Forces armées occidentales (FAO) a accusé, jeudi, M. Hissène Habré d'avoir voulu « tenter un coup d'État qui est loin de réussir ». D'autre part, les FAN ont formellement démenti l'intervention de la Libye dans le conflit tchadien et ont accusé M. Hissène Habré de recevoir l'aide de l'Égypte.

Contrairement à certaines informations, le président Koumou ne s'est pas retiré à Farcha, quartier périphérique de la zone PAP. Il séjourne toujours dans sa résidence située en bordure du fleuve et n'intend pas la quitter, apprend-on à N'Djamena de source autorisée.

Paris envisage un sommet pour mettre en œuvre sa politique de « trilogie »

Bien que le drame tchadien ait retenu l'attention des représentants des cinq pays participants à la troisième conférence ministérielle franco-africaine, qui achève ses travaux ce vendredi à Paris, d'importantes questions économiques ont été étudiées.

Intervenant après M. Jean François-Poncet, qui a lancé un appel à l'arrêt des combats au Tchad, M. Robert Galley, ministre de la coopération, a longuement traité du problème de la crise énergétique et de ses répercussions financières sur l'ensemble des économies africaines. A ce propos, M. Galley a développé deux grands thèmes : la nécessité de recourir aux énergies de substitution et celle de faire parvenir les États africains à l'autosuffisance alimentaire.

En ce qui concerne les énergies de substitution au pétrole, il a été question de l'hydroélectricité, de l'énergie solaire et de l'énergie de la nature. Inga au Zaïre, Selingue au Mali recèlent un potentiel énergétique considérable. Des expériences portant sur la production de gaz rares avec de la paille de riz et des tiges de coton se poursuivent actuellement au Cameroun. Mais, c'est surtout l'exploitation de la source d'énergie nucléaire qui attire l'attention. En effet, on peut utiliser sur une large échelle la machine à vapeur pour produire soit du méthanol, susceptible de remplacer certains produits pétroliers. C'est ainsi qu'à partir de 100 000 hectares de forêts éoliennes, on pourrait fabriquer l'équivalent de 1 million de tonnes de pétrole.

Dans le domaine vivrier, la France voudrait obtenir que les États africains mettent au point une politique de planification à long terme. En effet, on souhaite, à Paris, accorder d'importants crédits à l'extension des cultures vivrières plutôt qu'à l'écou-

dephémères et coûteuses aides alimentaires directes.

Comme initialement prévu, il a beaucoup été question des problèmes économiques internationaux et de leurs incidences en Afrique, du dialogue Nord-Sud et du trilogie. A ce sujet, on notait que l'aide arabe aux États africains représente moins du tiers du montant de la facture pétrolière que doivent payer les pays sahariens à la suite des dernières hausses de l'« or noir ». La France a l'intention de proposer, au « sommet » franco-africain qui se tiendra en mai à Niamey, une conférence des chefs d'État ou de gouvernement africains, arabes et européens. Cette conférence, qui aurait pour tâche d'élaborer une charte de solidarité, pourrait avoir lieu « à partir de 1981 ».

De nombreuses interventions ont marqué la journée de jeudi et la matinée de vendredi. Ont ainsi été évoquées : la programmation pluri-annuelle des aides internationales, les difficultés propres aux pays enclavés et celles liées à l'insularité de certains États, les relations euro-africaines à la lumière des derniers accords de Lomé. De son côté, le chef de la délégation de Somalie, l'un des États qui participe pour la première fois à de telles assises, a insisté sur le drame des réfugiés africains et demandé que des mesures soient prises pour sensibiliser les États à ce drame.

Cependant, dans les couloirs de la conférence, c'est presque exclusivement du Tchad que discutaient les différents délégués. M. Djono Golo, ministre tchadien de la Justice, qui représente le gouvernement d'Union nationale transitoire, a été beaucoup entouré et questionné. On retiendra surtout de ses déclarations celles qui font état d'une volonté des belligérents de régler leur différend par les seules armes. Ph. D.

Mozambique

« Numéro deux » du régime

M. Dos Santos est écarté du gouvernement

Maputo (A.F.P.). — M. Marcelino Dos Santos, ministre du plan, « numéro deux » du régime, a été écarté du pouvoir à la suite d'un plus important remaniement ministériel réalisé par le président Samora Machel depuis l'indépendance du Mozambique, il y a cinq ans.

Ce profond remaniement, annoncé tard jeudi 3 avril, fait partie, selon un communiqué officiel, de « l'offensive en cours contre l'infiltration, le bureaucratisme, l'incompétence et l'incertitude dans l'appareil d'État ».

Il suit la dénationalisation du petit commerce, annoncée récemment par le président Machel, et l'appel lancé aux investisseurs étrangers pour qu'ils aident à la reconstruction du Mozambique.

M. Dos Santos, compagnon de M. Machel au sein du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) avant l'indépendance, devient toutefois secrétaire chargé de la politique économique au sein du parti. Il est considéré comme un des chefs de file des partisans d'une alliance étroite avec l'Union soviétique.

M. Mario Machungo, ministre de l'agriculture, cumulera ces

postes avec celui du plan, abandonné par M. Dos Santos, et M. Pascal Mucumbi est nommé ministre de la santé. M. Luis Alcantara Santos, jusqu'à présent directeur des ports et chemins de fer, est ministre des ports et des transports terrestres.

postes avec celui du plan, abandonné par M. Dos Santos, et M. Pascal Mucumbi est nommé ministre de la santé. M. Luis Alcantara Santos, jusqu'à présent directeur des ports et chemins de fer, est ministre des ports et des transports terrestres.

postes avec celui du plan, abandonné par M. Dos Santos, et M. Pascal Mucumbi est nommé ministre de la santé. M. Luis Alcantara Santos, jusqu'à présent directeur des ports et chemins de fer, est ministre des ports et des transports terrestres.

postes avec celui du plan, abandonné par M. Dos Santos, et M. Pascal Mucumbi est nommé ministre de la santé. M. Luis Alcantara Santos, jusqu'à présent directeur des ports et chemins de fer, est ministre des ports et des transports terrestres.

République Sud-Africaine

UN GROUPE DE GUERRILLEROS, appartenant affiliés à l'A.N.C. (African National Congress), a été capturé vendredi 4 avril, à l'aube, un poste de police à Booyensa, dans la banlieue de Johannesburg, causant d'importants dégâts, mais sans faire de victimes. C'est la quatrième attaque et de loin la plus importante lancée depuis un an par des nationalistes africains armés contre des postes de police dans la province du Transvaal. Les guérilleros étaient armés de revolvers, de grenades et d'armes automatiques de fabrication soviétique, selon le porte-parole de la police.

Maroc

Le roi Hassan II a été reçu au Vatican en sa qualité de président du « comité de Jérusalem »

De notre correspondant

Nommé correspondant du « Monde » à Rabat, où il succède à Louis Gravier, qui a pris récemment sa retraite, Roland Delcourt nous adresse son premier article.

Rabat. — La visite du roi Hassan II au Vatican, le mercredi 3 avril, et sa rencontre avec le pape sont considérées à Rabat comme un événement d'une importance exceptionnelle, et Maroc Soir titrait : « Une rencontre historique ».

Dans leurs commentaires, les journaux rappellent que c'est en sa qualité de président du comité Al Qods (nom arabe de Jérusalem), créé par la dixième conférence des ministres des affaires étrangères des pays islamiques, réuni à Fès en mai 1979, que le roi a été reçu par Jean-Paul II. Ce comité, qui regroupe treize pays plus l'O.L.P., s'était réuni entre les 10 et 13 mars dernier à Marrakech, sous la présidence du roi du Maroc. Le souverain était accompagné, notamment à Rome, de M. Habib Chahil, secrétaire général de la conférence islamique. Le comité Al Qods avait affirmé à Marrakech « sa gratitude au président Valéry Giscard d'Estaing et au pape Jean-Paul II pour leur prise de position concernant le problème de Jérusalem ».

Le Maroc, qui a une très longue tradition de tolérance religieuse, était bien placé pour prendre une telle initiative. Le moment est également bien choisi après les déclarations du président Giscard

d'Estaing, au cours de son voyage dans les Émirats et à l'approche de l'échéance fixée par le traité de paix israélo-arabe pour un accord sur l'autonomie en faveur des Arabes palestiniens.

La satisfaction créée par cette visite vient à point pour réconforter une opinion que les nouvelles sur les affrontements de fin février dans la région de Zag, entre troupes marocaines et guérilleros du Polisario, avaient pu troubler.

Par ailleurs, les officiels marocains entendent replacer la visite du roi Hassan II en France — qualifiée ici d'abord de visite privée, mais que l'on reconnaît aujourd'hui être une « visite de travail » — sous son véritable jour. Il ne s'agit pas pour le roi, dit-on à Rabat, de venir quêter une aide supplémentaire que la tournure des opérations dans le Sahara occidental aurait rendue nécessaire. Les contacts en cours d'entretien avec les industries militaires françaises, et mentionnés récemment, avaient été passés depuis fort longtemps. En réalité, et sans qu'on prétende ignorer le problème saharien, cette visite est présentée comme ayant été dominée par les problèmes du Proche-Orient et par les initiatives que le roi Hassan II a prises à cet égard et dont il attend un surcroît de prestige et d'autorité dans le monde arabe. N'avait-il pas rendu visite à l'Arabie Saoudite et à l'Irak avant que le président Chahli ne s'y rende au cours de sa récente tournée ?

ROLAND DELCOURT.

DIPLOMATIE

Le président de la République a reçu les lettres de créance de quatre ambassadeurs

Le président de la République a reçu, jeudi 3 avril, les lettres de créance des ambassadeurs du Bangladesh, du Népal, du Botswana et de la République Dominicaine.

BANGLADESH

« La France est disposée à renforcer les rapports de coopération économique et culturelle avec le Bangladesh », a déclaré M. Giscard d'Estaing à l'ambassadeur de ce pays, M. Abdul Momin. Il a rendu hommage à la politique de « solidarité islamique et de non-alignement » pratiquée par le Bangladesh.

[Né en 1921 au Bengale (qui devint en 1947 le Pakistan-Orientale, puis, en 1971, le Bangladesh), M. Abdul Momin a fait des études d'histoire et est entré en 1950 dans le service diplomatique pakistanaï. Il a accompli diverses missions en Birmanie, aux États-Unis, en Irak, en Belgique et au Portugal. Ambassadeur du Pakistan en Argentine, puis en France, il est devenu, en 1972, haut commissaire au Canada, puis ambassadeur en Chine (1976) et, simultanément, en Corée du Nord et au Vietnam.]

NÉPAL

A l'adresse de l'ambassadeur du Népal, M. Krishna Raj Aryal, M. Giscard d'Estaing a fait valoir que la France reconnaît dans la politique de développement « une inspiration rejoignant celle qui guide sa propre action ». Il a mis l'accent sur les « analyses convergentes » de la France et du Népal devant les problèmes qui intéressent les deux pays.

[Né en 1928, M. Krishna Raj Aryal est un spécialiste de l'éducation. Il a consacré de nombreux ouvrages à cette question. Il a été assistant du ministre de l'éducation (1971-1972), secrétaire d'État à l'éducation (1972-1973), puis ministre de l'éducation (1973-1975) avant de devenir ministre des affaires étrangères (1975-1979).]

BOTSWANA

Répondant à l'ambassadeur du Botswana, M. Geoffrey Gabotsewe Garehamono, le président de la République, parlant de l'Afrique australe, a déclaré que la France continuera d'agir « afin que la Namibie accède rapidement à l'indépendance, dans des conditions internationalement acceptables ». Il a dit que l'indépendance du Botswana permettra au Botswana de consacrer ses ressources et son énergie à la tâche essentielle du développement économique et social auquel la France est prête à coopérer.

[M. G.-G. Garehamono est né en septembre 1933 au Botswana. Après des études supérieures aux États-Unis, à l'École Collège, de 1955 à 1970, il est entré au ministère des affaires étrangères. Premier secrétaire à l'ambassade du Botswana en Zambie, de 1972 à 1975, il est conseiller des affaires étrangères depuis 1975.]

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

S'adressant à l'ambassadeur de la République Dominicaine, Mme Ana Antonia Jimenez Andrien, le président de la République a dit que « la France, présente dans les Caraïbes par ses départements d'outre-mer », partage avec la République Dominicaine, « le souci de contribuer à la stabilité politique de cette région afin qu'elle puisse consacrer son développement économique et social ».

[Mme Jimenez Andrien est née en 1915 à Salcedo, en République Dominicaine. Elle a fait ses études secondaires et supérieures en Belgique et a notamment poursuivi des études de philosophie et d'histoire de l'art à l'Université libre de Bruxelles. Mme Jimenez est mariée et a deux enfants. Elle a été pendant plusieurs années occupée de l'organisation d'expositions, a été également la collaboratrice de son mari, M. Jorge Andrien, administrateur de société. Elle avait été ministre conseiller à Paris, son premier poste diplomatique, en 1978.]

Une longue colonne de réfugiés cheminant vers le Nord-Cameroun

De notre envoyée spéciale

Kousséri. — Coquette préfecture du Nord, étirée le long du Logone, la petite ville de Kousséri, qui compte quelques milliers d'habitants, s'est transformée depuis dix jours en un immense camp de réfugiés. Près de soixante-dix mille Tchadiens, en groupe, installés dans chaque coin d'ombre, campent au milieu de la ville, en face de N'Djamena, d'où leur parvient, régulièrement le bruit des obus de mortiers.

Sur la plage, le spectacle est impressionnant. En une longue colonne régulière, des femmes, des enfants et des hommes, souvent jeunes traversent à gué le fleuve ou empruntent les pirogues, qui font sans arrêt la navette entre les deux rives au milieu d'enfants qui jouent et plongent dans l'eau. Sur la rive, des réfugiés lavent soigneusement leur linge.

Cet afflux massif n'est pas sans poser quelques problèmes aux autorités camerounaises. L'armée a été renforcée le long de la frontière et les effectifs de police ont été augmentés pour tenter de maintenir un peu d'ordre parmi cette foule désemparée, qui erre en tous sens. Des stocks de céréales ont été distribués, mais le problème crucial demeure celui de l'eau, et les conditions sanitaires d'installation de tous ces réfugiés inquiètent les médecins. « Tant que ces gens sont là,

nous sommes condamnés à les secourir », dit-on à la préfecture de Kousséri. Le Cameroun a aussi fait appel à ses médecins, dont quelques-uns sont venus renforcer leurs collègues du petit hôpital de la ville.

C'est au sein de cet hôpital que s'est installé depuis dimanche et fonctionne depuis vingt-quatre heures « l'EMMIR (Elément militaire médical d'intervention rapide), qui reçoit les blessés évacués par le G.C.R. de l'hôpital central ou de l'université de N'Djamena.

Une centaine de personnes, dont dix chirurgiens et quatre anesthésistes réanimateurs, qui opèrent dans des blocs équipés à la hâte, ont installé dans la cour poussiéreuse de l'hôpital de grandes tentes sous lesquelles sont dirigés, après un premier tri, les blessés suivant la gravité de leur état et leur chance possible de survie.

L'installation de l'EMMIR à Kousséri va permettre d'accroître la capacité globale d'accueil et d'intervention chirurgicale. En effet, la plupart des blessés pourront profiter d'une chirurgie de guerre assez sophistiquée (abdomen, thorax, etc.). Sans que les choses soient véritablement précises, par souci de diplomatie ou de discrétion, aucun des blessés de la bataille de N'Djamena ne pourra prétendre qu'il fut délibérément abandonné. — F. C.

Le Zimbabwe adhérerait en janvier à la convention de Lomé

M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la coopération, a annoncé, le 3 avril, à Salzdorf, que la C.E.E. accorderait « plusieurs millions de dollars » d'aide au futur Zimbabwe indépendant. La Communauté économique européenne, qui a déjà fait don de 7 millions de dollars (environ 30 millions de francs) au haut commissariat des Nations unies pour résoudre le problème des réfugiés dans ce pays, fera aussi « tout son possible » pour aider le Zimbabwe à faire son entrée à la convention de Lomé. L'adhésion à cette convention, qui unit cinquante-huit pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) à la C.E.E., pourrait être effective dès janvier 1981.

Le Mozambique est sollicité

M. Cheysson, qui s'est entretenu avec M. Robert Mungabi, premier ministre, et plusieurs membres de son gouvernement, a souligné à quel point le Zimbabwe constituerait un « exemple exceptionnel », certains pays ayant jusqu'ici accédé à l'indépendance avec de telles bases de développement. Au terme d'un séjour, de quarante-huit heures dans ce pays, le commissaire européen s'est

envoyé pour Maputo, capitale du Mozambique.

Dès son arrivée, M. Cheysson a déclaré que « la C.E.E. était prête à participer à la reconstruction » de ce pays qui a dûment souffert des destructions opérées par l'armée de l'ancien régime rhodésien. L'économie de cet État socialiste, présidé par M. Samora Machel, avait, en outre, à supporter la charge exceptionnelle représentée par les 250 000 Africains de Rhodésie qui s'y étaient réfugiés durant les dernières années. Leur départ progressif devrait faciliter la reconstruction du pays, à laquelle la France participe en son nom propre, une ligne de crédit de 600 millions de francs ayant été ouverte, le 18 mars, par des banques françaises avec la garantie de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) pour la construction d'un réseau électrique de 1 400 kilomètres.

Au nom de la C.E.E., M. Cheysson devait s'employer à convaincre le Mozambique d'adhérer, lui aussi, à la convention de Lomé. Il a rappelé que ce pays était le seul d'Afrique de l'Est à n'être pas membre de cette association entre les pays dits A.C.P. et les Neuf.

BAUME DE JASMIN CHINOIS

Guangdong se situe à la zone tempérée du Sud de la Chine. La température y est élevée. C'est une région suffisamment pluvieuse. On y trouve beaucoup de jasmis. Ce produit se trouve d'origine naturelle avec les fleurs de jasmis pour répondre aux besoins de pays aussi bien qu'à ceux de l'étranger. Le baume est largement utilisé comme parfum de luxe et cosmétique. Il est très apprécié par les clients étrangers grâce à son excellente qualité et à son odeur naturelle extraordinaire.



BAUME DE GRANDE FLEUR DE JASMIN

Spécifications :  
— Point de fusion : 48-50 °C  
— Teneur en crème : + de 80 %  
— Teneur en acidité : - de 12 %

BAUME DE JASMIN DE TEMPÉRATURE NORMALE

Spécifications :  
— Point de fusion : 46-52 °C  
— Teneur en crème : + de 80 %  
— Teneur en acidité : - de 11 %

Conditionnement :

— En bouteille aluminium de 1 kilo.

Compagnie d'import et d'export de produits animaux - Storaursale de Guangdong

Adresse : 498, rue n° 633, Guangdong, Chine

Adresse télégraphique : Guangdong Profection



# AFRIQUE

## VINGT ANS D'INDÉPENDANCES

(Suite de la première page.)

Peut-être ces vingt ans d'indépendance africaine relèvent-ils aussi d'une exploration de l'histoire qui, à leur propos, sépare le réel du fictif, la poésie de la vérité. En ce domaine, les exemples les plus frappants et aussi les plus faciles viennent de l'extravagante distorsion entre le langage et les faits. Qui veut « faire de notre peuple un peuple responsable, conscient, digne, résolu à libérer tout l'objet de son bonheur, c'est-à-dire à libérer de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'arbitraire et de l'insécurité chaque individu au sein de la société » ? Qui se bornera à « déterminer les efforts à demander au peuple pour son propre bonheur » ? Le président Sekou Touré, responsable du goulag guinéen, car « le pouvoir de l'Etat est assis sur un minimum de contraintes » (1) ? Qui, sinon l'empereur Bokassa, l'« empereur de la république », parvint à faire sourire de l'odieuse même en prenant une « ordonnance sur la protection de la jeunesse centrafricaine » après en avoir éclairci les rangs ?

Le goût de la rhétorique tient-il à la seule palatine africaine ou a-t-il été avivé par la propension discursive du colonisateur ? En tout cas, les institutions largement fictives que les nouveaux Etats ont copiées sur la métropole donnent lieu elles aussi à mystification. Un africaniste éminent, dans une note de lecture sur une doc. thèse de plus de cinq cents pages consacrée au « contrôle de

l'Etat sur le continent africain (contribution à une théorie des contrôles administratifs et financiers dans les pays en voie de développement) », conclut, après avoir salué le « courage méritoire » du candidat : « Il n'y a pratiquement plus de contrôle dans les administrations africaines d'aujourd'hui. Cette conclusion semble avoir échappé à l'auteur, qui a cependant fourni un travail considérable » (2).

Lorsqu'ils ont accédé aux responsabilités redoutables d'Etats souverains, les anciens territoires ont dû établir leurs structures dans des conditions de totale improvisation. D'où une floraison de Constitutions commandées à des professeurs parisiens. « J'ai demandé à savoir, nous disait l'un d'entre eux, si le client souhaitait une ou deux Assemblées. Il ne l'a jamais précisé... » Depuis lors, certains Etats se sont affirmés et disposent d'un personnel politique de qualité. D'autres, aux prises avec d'incroyables difficultés, se voient de leur substance ou se disloquent, comme le Tchad dont le drame risque fort de se répéter ailleurs. C'est le cas des « enclaves du Sahel », sans grandes ressources et saignées à blanc par neuf années de sécheresse. Dans certaines de leurs capitales, il y a quelque chose de pathétique à voir dans des ministères ou les portes, ornées de titres ronflants, bientôt sur des bureaux désertés et misérables comme sur la coquille évide d'un Etat disparu.

### Un enseignement déracinant

La frénésie d'imitation de la France, surtout en matière d'éducation, était sans doute inévitable. Elle fait sourire lorsqu'on voit renaitre, au bénéfice des fillettes des dignitaires d'un ordre national, la maison des demoiselles de la Légion d'honneur. Mais elle fait surtout souhaiter sans trop d'illusions, comme l'observe l'auteur d'une analyse très lucide de la situation africaine, « un changement radical des systèmes d'enseignement pour les adapter exactement aux besoins réels de l'économie des pays » (3). Tout d'abord pour les débarrasser de tout ce qu'ils ont de mandarin et de déracinant (3).

En attendant cette improbable révolution culturelle, on continue à fabriquer imperturbablement, selon l'expression de René Dumont, des « managers de portefeuille » et des « licenciés sans emploi ». Certes, comme l'observe l'auteur de l'Afrique noire est mal partie, « les principaux faillites sont les pays développés bien avant les pays en développement, car ils ont voulu imposer leur modèle de développement ». On ne sache pas que les ministères africains de l'éducation nationale

dénouement est parfois catastrophique. La France qui fournissait en 1980 un manuel pour six élèves en est à un pour quarante aujourd'hui. Des classes entières n'ont ni livres ni papier. Le ministère de la coopération, dont l'effort s'accroît dans les autres secteurs, semble s'accommoder d'une réduction constante de ses crédits proprement culturels. M. Galley se défend en assurant vouloir exécuter de ses actions « tout ce qui ne répond pas aux demandes des Africains ».

Les grandes sociétés et les affaires de tout poil trouvent, pour leur part, leur compte dans la « demande » effectivement exprimée. Onze des treize Etats disposant de la télévision ne sauraient — fût-ce comme au Gabon pour un parc de mille trois cents postes — se passer de ce médium de la couleur. Des investissements gigantesques ont été consentis pour la pharosonique Maison de la radio de Kinshasa, désormais muette, on les rémetteurs démesurés de Mobayi au Gabon.

Ces mésemplois évidents ne peuvent pas plus remédier au dénuement culturel que ne le fait l'organisation multinationale destinée à la même fonction, l'Agence de coopération culturelle et technique. Elle a, en effet, reçu les espoirs placés en elle il y a dix ans en diversifiant par trop son champ d'action et en succombant à la tentation bureaucratique où tant d'autres périssent. C'est fâcheux pour l'avenir de la « francophonie », même si l'on aime en toute modestie avec le très officiel projet de la loi de finances pour 1980 du ministère de la coopération, « qu'on appelle francophonie les Etats où 3 % de la population parlent français ».

« Nos relations avec les Africains ont, depuis toujours, dépassé le stade des intérêts économiques. Il existe avant tout une affinité profonde entre notre esprit de Français et la sensibilité africaine. C'est à cause de cette affinité que tout a été possible, que tout est resté riche d'avenir malgré la colonisation et aussi à cause d'elle », déclarait le 19 décembre 1979 devant l'Assemblée nationale M. Robert Galley, ministre de la coopération. Il invoquait aussi l'« esprit de fraternité africain ».

Affinité préalable ? C'est donner au congrès de Berlin, créateur de futurs Etats noirs, la prévoyante conscience du Dieu de Bernardin de Saint-Pierre, dessina le melon pour qu'il pût être mangé en famille. Il ne reste pas moins qu'un étroit réseau d'intérêts de sentiments et de sympathies s'est tissé entre l'ancienne métropole et les Etats francophones d'Afrique.

La vieille fascination n'est pas morte : « Le billet d'Etat pour Paris, il est là, dans ma poche, et j'éprouve à le toucher une force prodigieuse. Il faut être quelque chose pour aller à Paris... » Quelles que soient les déceptions ultérieures et les verdicts cruels qu'inspire l'« idole fugée », le processus, analysé avec finesse par un jeune universitaire africain, est révélateur (5). Qui-conque est familier de l'Afrique dite « francophone » se félicite d'y retrouver dans les « élites » au-delà de tous les clichés et chez les « marxistes-léninistes » du Congo ou du Bénin ainsi qu'ailleurs des « libéraux », ce climat de complicité amicale où la France n'est pas vraiment conçue comme l'étranger. L'est-elle seulement devenue pour la Guinée, avec laquelle le rattachement fut pratiqué si longtemps que la langue et l'influence

de l'ancien colonisateur y paraissent condamnées à disparaître ? Certes, toutes les déviations et perversions du snobisme et de l'argent viennent se greffer sur cette « affinité ». Paris et la Côte d'Azur, avec les banques suisses, restent leurs positions de repli de chefs d'Etat et de bourgeois nationaux sans confiance excessive dans leur propre pays. La position privilégiée de la France est aussi compromise par

### Le mythe du chaos

Enfin et surtout, le capital de confiance dont dispose Paris a été entamé, notamment dans la jeunesse, par le recours aux interventions militaires, fassent-elles sollicitées, et par le style personnel à l'extrême d'une politique dont l'affaire Bokassa a grossi le trait jusqu'à la caricature. Un César de carnaval, fasciné à sa façon par l'ancienne métropole, a pu, dans l'un des pays les plus démunis du continent, ériger un « empire » néo-napoléonien avec la bénédiction de l'élité dans une débauche de congratulations et de cadeaux. Périphérie plus éloignée que tous les discours, et camouflée pour les chefs d'Etat qui ont une autre conception de la « solidarité franco-africaine ».

Au lendemain des indépendances, le procès des jeunes Etats était engagé. Le réquisitoire ne va pas sans injustice puisqu'il se refuse à prendre en compte l'extrême diversité des situations, mais il a le mérite de souligner le défi. Comment faire surgir en quel-

ques années des cadres compétents, des administrations expérimentées et le « sens de l'Etat », dévouement contre nature à une abstraction, qui s'est manifesté ailleurs avec tant de peine au terme d'une évolution séculaire. Et cela, dans des nations marquées d'ethnies et où l'idée même de pouvoir central et légitime est inconnue à la majorité de la population. La mégalomanie de certains présidents, l'envahissement des bureaucraties d'Etat et des bureaucraties prébendaires, l'échec des idéologies sont évidents. L'émergence d'une conscience continentale, les succès économiques et les progrès ici et là de formes de participation démocratique, la percée dans l'opinion publique du thème des droits de l'homme illustrés par l'affaire Bokassa, sont tout aussi manifestes.

Dans un livre récent, Basil Davidson a posé avec bonheur le problème de fond : « Ce qui est intéressant dans la période qui suit l'indépendance n'est

pas la faillite politique du modèle adopté, car cette faillite était inscrite dans le cours des événements. L'intérêt historique est ailleurs. Il réside dans la confrontation entre l'héritage colonial et l'héritage précolonial et, en-dehors, dans la recherche d'un modèle différent. L'impression familière aux contemporains que les Africains avaient acquis les moyens d'un progrès harmonieux, garanti par les systèmes parlementaires et par les valeurs occidentales établies et qu'ils ont soudainement rejeté ou mal employé ces moyens par incompréhension ou corruption, laissant apparaître un chaos stérile, est loin de la vérité. » (6) Pour les Etats d'Afrique, vingt ans après, poète et vérité deviennent indissociables, cette mythologie est l'un des attributs de l'existence.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.  
F I N

- (1) Sékou Touré : Œuvres complètes, tome XX, p. 208 et 220.
- (2) In Afrique contemporaine, janvier-juillet 1979.
- (3) Pierre Bourdieu : L'Afrique des Africains, Armand Colin, 1980.
- (4) Cité par Claude Wauthier, L'Afrique des Africains, le Seuil, p. 201.
- (5) B. Dadié, Un nègre à Paris, cité par Gérard Dago Lomou, in La Création romanesque des transformations africaines, Nouvelles Editions Africaines, Dakar, Abidjan 1977, p. 170 et suivantes.
- (6) Basil Davidson : L'Afrique au vingtième siècle, Jeune Afrique éd.

## Le regard sans complaisance des romanciers

« Les lieux et les personnages de ce roman ne devraient exister que dans mon imagination », écrit malicieusement l'auteur d'un des meilleurs livres inspirés par l'Afrique (1). Le tableau que les jeunes romanciers africains font de ce continent est, en effet, plutôt sombre. Certains n'ont fait qu'écrire une sorte d'essai dialogué dont les personnages, sommaires, ne servent qu'à exprimer des idées. D'autres, mieux inspirés, ont créé des fictions symboliques, écrites dans une langue propre qui doit moins à la lecture de Stendhal qu'à l'écoute des griots. Les pays sont imaginaires. Les hommes qui les dirigent — Guide providentiel ou président Sâ Matrak — ont des noms différents. Mais tous les régimes se ressemblent : gabegie, arbitraire et insécurité générale.

Au début, donc, il y a l'indépendance. « L'in-dé-pen-dan-ce ! On le sentait dans sa peau, on voulait la saisir dans sa main, l'embrasser, la goûter, la savourer, s'y baigner » (2). Mais, très vite, « les dépendances, tombées sur l'Afrique comme une nuée de sauterelles, ne nous ont laissé en poche que la carte d'identité nationale et celle du parti unique ; d'autres plus viles et plus grassement noires » (3).

Sony Labou Tamsi, dans la Vie et demie (4), montre avec une verve indignée comment le Guide providentiel dégoûte ces morceaux dans « le palais excentrique ». Le dictionnaire : « Le chef est fait pour qu'on lui fasse plaisir ». Les premiers contingents des Forces spéciales étaient arrivés et déployaient leurs talents à installer la sécurité du guide.

C'étaient des gars d'une compétence irréprochable. « Emprisonnements, tortures, exécutions : la Vie et demie se présente comme les annales burlesques de la dictature. Le sentiment d'insécurité des populations, si frappant dans les livres de ces jeunes auteurs, est aussi décrit par Tierno Monémbo dans les Crapeauds-Brousse, histoire d'un cadre africain qui, revenu dans son pays, y vit en perpétuel inadapte avant d'être à son tour victime de la répression, moins par hémisme que par distraction.

### « Un remords imprécis »

Description d'une soirée entre intellectuels au pays de Sâ Matrak : « Il y avait ces longs abandons à la discussion, ces heures moments où ils laissaient s'échapper le voix de l'électrophone pour écouter leur hôte pour vider de soi la lourde lie d'idées pétillantes dont on a pressuré, scoulé le jus, mais dont il reste la masse fibrilleuse de la décoction qui enserra les tripes. (...) Entre les verres bavant la mousse que les lèvres happent, gourmandes et insatiables, et le main qui bal fait pour miner ces choses qui ne se font pas dire aisément, il y a les épaules qui s'affaissent, comme chargées d'un remords imprécis. »

Ce « remords imprécis » pour s'être laissé flouer par les profiteurs africains des indépendances va de pair avec un sourd ressentiment à l'égard de la France. Il y a, une formule incantatoire pour la désigner dans la Vie et demie : « La puissance

étrangère qui fournit les guides. » Apparemment, Sony Labou Tamsi ne se fait pas d'illusion sur l'estime dans laquelle Paris tient certains de ses vœux africains. « Pendant tout le dîner offert en son honneur par le guide, M. le ministre (le ministre des affaires étrangères) se rappelle les phrases que son président avait énoncées dans son oratoire : « Va voir, Hugues, si ce type-là est encore tropical. Il faut voir ça de près. Faut au besoin le sucer un peu pour voir s'il a perdu son vieux goût-là, sa vieille saveur tropicale. » Il y a, dans ce « Va voir, Hugues, si ton « hémisme » qui est peut-être une ultime pudeur dans la façon de s'en prendre à l'ancien colonisateur. Ces jeunes romanciers, dont certains vivent dans un demi-exil en France, savent qu'ils sont, malgré tout, d'une famille, francophone. A l'échelle de l'histoire le fait qu'ils s'expriment dans la langue de Voltaire — renouvelée, enrichie par de nouveaux apports culturels — est plus important que les péripéties de deux décennies d'indépendance. Mais l'intelligence et les qualités humaines que révèlent leurs livres rendent encore plus effrayante la comparaison avec quelques-uns des hommes sur lesquels s'est parfois appuyée « la puissance qui fournit les guides ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

- (1) Les Crapeauds-Brousse, de Tierno Monémbo, Seuil, 1978.
- (2) On peut dans le mot, un poème dans la poésie, d'Emmanuel Dongala, Albin Michel, 1978.
- (3) Les Soixante des indépendances d'Ahmadou Konrouma, Seuil, 1970.
- (4) La Vie et demie, de Sony Labou Tamsi, Seuil, 1980.

**LOTO**  
facile !  
pas cher !  
et  
ça peut  
rapporter gros.  
Chaque semaine  
faites valider vos bulletins  
chez tous les distributeurs  
portant l'insigne  
**LOTO**

**LE MONDE**  
diplomatique  
NUMÉRO D'AVRIL  
Le labyrinthe  
basque  
(Jean-Jacques Kourilsky)  
La société  
syrienne  
contre son Etat  
(Paul Meler)  
Le numéro : 7 francs  
5, rue des Flandres, 75227 PARIS  
Cedex 09.  
Publication mensuelle du Monde  
En vente partout.

CENTRE DE FORMATION DE FORMATEURS / CFZ  
**TECHNIQUES DOCUMENTAIRES  
A L'USAGÉ DES FORMATEURS**  
Formateur : Y. Capet  
du 21 au 25 avril 1980 - Prix : 1 540 F  
Conservatoire National des Arts et Métiers  
Formation Continue  
292 rue Saint-Martin 75141 Paris Cedex 03 T8. 271.34.14 poste 376

**BEETHOVEN  
PAR  
VICTOR HUGO**  
Victor Hugo a reçu notre envoyé spécial  
à Guernesey. Il lui a parlé de la musique  
française, de l'âme, de Beethoven.  
Pas un seul mot de cet entretien imaginaire  
qui ne soit authentique.  
Et aussi les synthétiseurs, Aznavour, le piano,  
les concerts, les disques...

**3M**  
Lettre ouverte à tous ceux qui écrivent confidentiellement.  
Le contenu de vos lettres et documents  
doit parfois rester confidentiel.  
Alors, vous voulez être certain que seul  
le destinataire en prendra connaissance.  
3M France, spécialiste des rubans adhésifs,  
a mis au point un matériau moderne qui allie  
les qualités de la cire à cacheter à la  
simplicité d'emploi des rubans adhésifs Scotch.  
Il s'agit du ruban à cacheter Scotch 820.  
Constitué d'un support extrêmement mince  
et d'un adhésif très agressif, il est impossible  
de l'enlever sans laisser de traces.  
Attaqué chimiquement, le pigment bleu  
contenu dans l'adhésif diffuse dans le papier,  
laissant des traces évidentes.  
Afin d'accroître l'invulnérabilité de vos envois,  
le ruban à cacheter Scotch 820 peut être  
personnalisé à l'aide d'un cachet à chaud,  
le Forcade CF 49, renouant ainsi avec la  
tradition.  
Transparent, le ruban à cacheter Scotch 820  
peut être utilisé pour rendre infalsifiables  
les éléments importants d'un texte.  
Pratique et performant, le ruban à cacheter  
Scotch 820 est indispensable à tous ceux  
qui tiennent au caractère confidentiel  
de leurs envois.  
Afin que le ruban à cacheter Scotch 820  
trai plus de secret pour vous, écrivez :  
Département produits pour les bureaux  
et la papeterie  
3M FRANCE Monsieur Denis Castels  
Bd de l'Osse 95006 Cergy-Pontoise Cedex.

**Le Monde de LA  
MUSIQUE**  
CHAQUE MOIS  
TOUTES LES MUSIQUES  
DE TOUS LES PAYS  
DE TOUS LES TEMPS.

**AUDI  
UNE BO  
DANS**

مكتبة الأمل



AUDI 200 TURBO.  
UNE BOMBE CACHÉE  
DANS UNE AUDI.

**BEETHOVEN  
PAR  
VICTOR HUGO**

L'Audi 200 cache bien son jeu. Élégante, discrète, à première vue c'est une berline prestigieuse. Mais attention, cette voiture cache une bombe : un turbo. Elle dépasse les 200 à l'heure sur circuit et, en 8,7 sec., elle atteint les 100 km/h. Son esthétique dissimule un formidable moteur 5 cylindres à injection de 2 200 cm<sup>3</sup>, 170 ch DIN et toute la force du turbo.

Cette bombe, avec ses 11 CV fiscaux, est aujourd'hui la traction avant la plus puissante de sa catégorie. Et c'est sans doute aussi la plus sûre. Freins à disques, bien sûr, mais à l'avant les disques sont surdimensionnés et ventilés. On l'a aussi dotée d'un double circuit de freinage en diagonale et d'une direction assistée auto-stabilisante.

Consommation conventionnelle à vitesse stabilisée: 8,9 l à 90 km/h; 11,8 l à 120 km/h; 15,

Et pourtant, rien dans son aspect ne laisse soupçonner sa vraie nature. Pas même ses phares jumelés, qui

Avec ses vitres teintées, ses sièges en cuir, ses coussins et ses spots de lumière, l'habitacle d'une voiture salonière. Mais c'est un bureau.

... ..

**J'aime la laine.**





# PROCHE-ORIENT

## Iran

### Le Conseil de la révolution ajourne sa décision sur le transfert des otages

Le gouvernement iranien n'a apparemment pas l'intention de prendre de nouvelles initiatives à la suite de l'ajournement de la décision du Conseil de la révolution iranien sur le sort des otages américains. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Jody Powell, s'est

borné à affirmer, jeudi 3 avril, que la position des États-Unis à l'égard de l'Iran « avait été clairement exposée », et a formulé l'espoir que les autorités iraniennes « considéreraient solennellement cette position et toutes ses implications avant de prendre une décision finale ».

### Un constat d'impuissance

De notre envoyé spécial

Téhéran. — La mine défaite, visiblement épuisée, le président Bani Sadr et M. Sadeq Ghotbzadeh quittent, tard dans la soirée du jeudi 3 avril, le siège du Conseil de la révolution. Sortant par une porte dérobée, le chef de l'État se précipite tête baissée vers sa somptueuse Mercedes blindée, et s'engouffre dans le véhicule sans mot dire. La foule des journalistes, des caméarans et des photographes, qui avaient attendu quatre heures durant la fin de la réunion « décisive » du Conseil de la révolution, parvient à barrer la route au chef de la diplomatie iranienne. M. Ghotbzadeh ne manifeste plus l'assurance, le tranquille optimisme qui lui sont coutumiers. Il s'adresse, en termes voilés, à un échec de taille. L'organisme suprême de la République, malgré un savant bastingage publicitaire précédant sa réunion, « est séparé sans prendre de décision concernant le transfert des otages à la garde du gouvernement ».

La surprise, voire le choc ressenti par nombre de nos confrères américains, était d'autant plus brutal que le président Bani Sadr, dans de multiples déclarations au cours de la journée, paraissait certain d'obtenir gain de cause (nos derniers éditoriaux du 4 avril). À l'en croire, rien n'empêchait plus l'État d'exercer enfin son autorité, de dénouer de leur pouvoir les « étudiants islamiques » qui détenaient les diplomates américains. Ils allaient, bon gré, mal gré, livrer leurs otages au contrôle du gouvernement.

Le chef de l'État avait sans doute de bonnes raisons de croire à l'imminence de sa victoire. Le président Carter, répétait-il sur tous les tons, avait accepté « toutes les exigences » qui avaient été formulées comme conditions préalables au transfert des captifs. Le chef de la Maison Blanche, dans un message remis mercredi soir à M. Bani Sadr, admettait implicitement la compétence du Parlement de Téhéran pour décider du sort des otages. En attendant, il ressortait — toujours selon le président iranien — que des sanctions ou l'exercice des pres-

sions destinées à obtenir la libération des otages. M. Bani Sadr était de toute évidence satisfait de l'étrange comportement de M. Carter. N'avait-il pas fait son « autocritique » dans la lettre qu'il avait adressée, le 26 mars, à l'imam Khomeiny ? A n'en pas douter, « les Américains ont manifesté leurs bonnes intentions à l'égard de l'Iran et de son président », déclarait M. Bani Sadr, « voilà déjà un point d'acquis ».

### Un compromis « infamant »

Dès lors le Conseil de la révolution, disait-on, n'avait plus de raison, on de prétexte, de défendre les thèses des « étudiants islamiques ». Des dimanche soir 30 mars, assurait-on, il avait approuvé le principe du transfert des otages. « Il ne reste plus au Conseil qu'à mettre en œuvre sa décision », déclarait, confiant, M. Bani Sadr jeudi devant les caméras de la chaîne de télévision américaine A.B.C. Certains membres du Conseil, et non des moindres, confirmaient l'optimisme du président iranien. L'ayatollah Mahdavi-Kani déclarait que deux représentants du Conseil — M. Khomeini et l'ayatollah Rafsanjani — se rendraient auprès des « étudiants islamiques » dès samedi pour arrêter les mesures pratiques à prendre. Mieux, M. Sabahi soutenait que le transfert s'effectuerait le jour même, l'organisme suprême de la République, dans sa réunion de jeudi soir, n'avait plus d'autre tâche, ajoutait-il, que d'en fixer les modalités. Le président Bani Sadr, bien que sûr de son fait, mettait malgré tout les formes. Il déclarait aux représentants d'A.B.C. peu avant l'ouverture de la séance, que les décisions qui seraient prises seraient « bien entendues » soumises à l'approbation de l'imam Khomeiny. Celle-ci, de l'avis de nombreux observateurs, paraissait dans ces conditions, le projet d'avance. Le « guide de la révolution », estimait-il, ne pouvait

raisonnablement s'opposer à la volonté d'un président de la République élu avec 75 % des suffrages exprimés, et de surcroît soutenu par un consensus — sacré dans les traditions de l'Islam chiite — au sein de l'organisme suprême de la République.

L'expérience a cependant démontré que les choses ne sont pas si simples dans un pays où les apparences sont encore plus illusoire qu'ailleurs. Le président Bani Sadr a été surpris de constater jeudi soir que trois membres éminents du Conseil de la révolution — les ayatollahs Behabadi, Bahonar et Ardabili — lui faisaient faux bond. Ils s'abstiennent purement et simplement de participer à la réunion. Les tergiversations de la plupart des autres membres présents transformèrent en conclusion en lieu de stériles discussions.

« Nous avons procédé à un échange de vues sur les otages et nous n'avons pris aucune décision concernant leur transfert », déclarait, penaud, à l'issue de la réunion, M. Ghotbzadeh. Prenant le contrepied de toutes les affirmations antérieures du président de la République, le chef de la diplomatie iranienne ajoutait, non sans embarras, que « la réponse des États-Unis aux conditions posées par M. Bani Sadr n'est pas satisfaisante » et que les garanties données par le président Carter sont « insuffisantes ». Il fallait donc attendre « deux ou trois jours » les « clarifications » qui seraient demandées à la Maison Blanche.

Étroitement surveillé, le mise en échec du projet présidentiel n'était pas aussi inattendue que l'on pouvait croire. Il suffisait de parcourir les divers journaux publiés ces dernières heures de jeudi pour se rendre compte de l'hostilité quasi unanime des formations politiques au « compromis » — jugé ici « infamant » — conclu entre Bani Sadr et Carter. Le « Khabar », l'un des organes du « clergé militant », citait l'imam Khomeiny dans sa manchette de première page : « L'Amérique ne peut pas tromper par ses paroles éloquentes et par la flatterie ». Sous le titre : « Les otages et la dignité de l'imam », l'éditorial du quotidien dénonçait les « négociations occultes », les « marchandages mesquins » auxquels se livraient « des politiciens lâches » avec les dirigeants de Washington. Les « fausses promesses » américaines, ajoutait l'éditorialiste, certains responsables à Téhéran « se laissent prendre en compte », en acceptant le principe d'un transfert des otages.

### Les « complots diaboliques »

Keyhan, dont les commentaires sont habituellement plus équilibrés, prenait nettement à partie le projet de transfert en faisant valoir qu'en assumant la garde des otages, le gouvernement prenait le risque de se faire condamner par la communauté mondiale. Unanime, qui ne manquait pas alors de le rendre directement responsable de la violation des « droits de l'homme » et de la « dignité de l'imam », le « Khabar », qui ne cache pourtant pas ses sympathies pour les positions modérées du président Bani Sadr, mettait lui aussi en garde les « complots diaboliques » du « Grand Satan » (terme qui sert à désigner les États-Unis), inutile d'ajouter que toute la presse de gauche, l'organe du parti communiste Toudheh en tête, tirait à boulets rouges non seulement les commentateurs du « Khabar », mais aussi le projet de transfert des otages, mais — à la différence des journaux inspirés par le « clergé militant » — aussi contre le président Bani Sadr lui-même, accusé de ne pas se conformer à la « ligne anti-imperialiste » de l'imam Khomeiny.

Il faut dire que le quotidien « Janghlab Islami », porte-parole du président de la République, a été jeudi le fiasco aux attaques de l'opposition. Le journal, en effet, s'est abstenu d'émouvoir la moindre critique à l'égard des États-Unis. Les prises de position presque exclusivement anti-américaines contenues dans le « message à la nation » adressé mardi par l'imam Khomeiny sont certes reproduites intégralement. Mais la manchette qui sert à « couvrir » le texte se réfère uniquement à l'appel lancé par l'imam en faveur de la paix au Kurdistan.

L'éditorialiste d'« Janghlab Islami », pour sa part, a accompli le tour de force qui consistait à passer sous silence les contentieux franco-américains, tout en s'en prenant au comportement « impardonnable » de l'Union soviétique, en affirmant que Bani Sadr devait se rendre, ce vendredi, chez l'imam Khomeiny, pour lui faire un exposé de la situation. Est-il besoin d'être grand clerc pour deviner que le « guide de la révolution » lui demandera, à son tour, des « clarifications » sur les « complots diaboliques » du « Grand Satan » ?

ÉRIC ROULEAU.

# ASIE

## Chine

### La remise en cause du maoïsme

(Suite de la première page.)

L'autorité du *Quotidien du peuple* se situe dans une analyse d'intérêt interne. Il s'agit d'expliquer comment la « lutte contre le révisionnisme » — qui n'était pas conduite de façon « scientifique », — a conduit à l'application d'une ligne ultra-gauchiste et notamment à la condamnation des thèses de Liu Shaoqi. Quant à la notion même de révisionnisme, le *Quotidien du P.C.C.* avait déjà fait des mois de mois, mai 1979, quelques réserves sur les étiologies attribuées à tel ou tel régime « au nom de principes abstraits » (*Le Monde* du 11 mai 1979).

Le fait nouveau n'en reste pas moins que le P.C. chinois a tenté aujourd'hui, sans éprouver le besoin d'entrer dans les détails, les textes mêmes sur lesquels se fondait son différend idéologique avec l'U.R.S.S.

Telle démarche était à vrai dire inévitable à la P.C. Chinoise ne voulant pas se trouver en contradiction avec lui-même sur les plans théorique et pratique. La revue de Hongkong *Ching Ming*, qui passe pour proche de M. Deng Xiaoping, avait d'ailleurs dénoncé dès le mois de novembre dernier l'influence néfaste, selon elle, que les « neuf commentaires » avaient exercé sur l'évolution politique intérieure de la Chine au début des années 60. En outre, le rétablissement de relations de parti à part avec la Ligue des communistes yougoslaves rendait caduques les critiques portées à l'époque contre cette dernière.

Il reste que, plutôt que de rester silencieux sur un cas embarrassant, le P.C. chinois choisit de s'expliquer publiquement. Les observateurs soviétiques à Pékin ont été les premiers à apprécier la signification de ce reniement officiel de textes jusqu'à présent considérés comme fondamentaux.

Si ce genre de démarche n'annule pas nécessairement un rapprochement diplomatique — difficilement concevable dans le climat créé par l'invasion de l'Afghanistan — il est incontestable que d'autres gestes sont accomplis en Chine pour familiariser l'opinion avec une vision nouvelle de l'Union soviétique. Le dernier exemple en a été donné par une revue littéraire en provenance de Harbin, mise en vente les derniers jours à Pékin et qui révisait compte dans un numéro spécial d'une conférence organisée au mois de septembre dernier sur la littérature soviétique. Les opinions diverses se sont exprimées à cette réunion, nous dit-on, mais « la majorité des camarades estiment que le P.C. chinois a pratiqué une politique d'agression et d'hégémonie, sa politique intérieure demeure en fait de nature socialiste ». Tout le monde ne partage pas ce point de vue. Certains jugent que le socialisme soviétique est « imparfait », « figé », différent en tout d'un socialisme ouvrier, « voué à l'échec », et que le socialisme à double détente hongrois, une minorité seulement se demande comment la politique soviétique peut être socialiste à l'intérieur si elle est hégémoniste à l'extérieur.

La lecture des différentes interventions à cette conférence est révélatrice d'une volonté de se dégarer de la politique de « bloc » que les soviétiques ont formellement attribuée à Lin Biao et à la « bande des quatre » — pour voir l'U.R.S.S. et sa littérature telles qu'elles sont, aux yeux du moins d'un observateur.

## Laos

Un ancien pilote français a réusé à s'enfuir, le 21 mars dernier, d'une prison laotienne, où il était détenu depuis trois ans, pour se réfugier en Thaïlande, où il est arrivé lundi 31 mars, après avoir traversé le Mékong à la nage. M. Jacques Léguay, âgé de trente-neuf ans, avait été arrêté en décembre 1977, alors qu'il était pilote de la compagnie nationale Air Lao et qu'il tentait de fuir en Thaïlande avec un avion. Il a affirmé avoir rencontré dans le camp de Kien Khong, où il était détenu, des prisonniers qui seraient d'anciens « mercenaires » thaïlandais et américains qui seraient combattus au Laos. (A.F.P.)

valeur chinoise. Encore la rédaction du *Quotidien du peuple* a-t-elle avec modestie qu'on ne peut imposer des critères chinois au peuple soviétique » et qu'au bout du compte ce dernier est « le modérateur » de la production littéraire nationale.

### Un jugement négatif sur Soljenitsyne

Le problème de Soljenitsyne est longuement évoqué, car, si grande soient ses mérites historiques, « on ne peut ignorer ses erreurs ». C'est même après avoir reconnu cette vérité que le *Quotidien du peuple* a écrit : « est sorti de son désarroi » au lendemain de la mort de Staline, finalement reconnu comme responsable principal de la mise en œuvre de la « politique de l'U.R.S.S. dans les domaines de l'économie, de la culture, de la légalité de la démocratie ». On lui reproche en particulier d'avoir en la main excessivement lourde envers les « dissidents » de son époque. Ce qui n'est pas toutefois une raison pour attaquer le roman historique de Soljenitsyne, *Le roman du Siège de Iakobovsk*, est critiqué pour son « exagération des fautes de Staline » au profit du génie militaire de Joukovski. Soljenitsyne est nettement négatif : « Certainement représentatif des dissidents en U.R.S.S., il est depuis toujours antisoviétique, antisocialiste et antichinois ». Ce qui n'empêche pas, en toute objectivité, d'observer que s'il a été apprécié dans les pays occidentaux ce n'est pas seulement pour des raisons politiques mais aussi « pour la force de son expression artistique ».

Une journée dans la vie d'un Denissoukh est d'ailleurs citée, en même temps que les *Vies et les Morts*, de Simonov, parmi les œuvres dont l'apparition était justifiée dans le cadre de la critique du culte de la personnalité. Ce n'est pas, en revanche, le cas du *Docteur Jivago*, de Pasternak, dont le pacifisme est condamné.

Envers M. Brejnev enfin, les participants à la conférence Harbin montrent une curieuse indulgence. On lui reproche d'avoir encouragé en littérature un courant de « patriotisme naïf » au service de sa politique hégémoniste. Mais on l'approuve clairement pour avoir été l'artisan d'une reprise en main conservatrice aux côtés de « libéraux » qui suivent les vengances et vingt-deuxième congrès du P.C.U.S. Il s'agit là, est-il dit, d'une opération de longue haleine, marquée d'incidents relevés dans leurs détails mais qui aboutit malgré tout à une « stabilisation », à « de réels succès dans la formation de jeunes écrivains », à un bel équilibre en somme par rapport à l'époque de Khrushchev avec une littérature peut-être « moins brillante, mais réaliste ». Bref, la politique de Leonid Brejnev « a été à peu près la plus objective résumant le développement de l'art et de la littérature », même si subsistent des problèmes tels que « la persistance du doute et de l'indifférence » chez les écrivains soviétiques contemporains ou la survie d'une dissidence révélée par « des explications, des condamnations et de fausses confessions ».

Le lecteur chinois se jette sur ce genre de publications, soit qu'il reconnaisse des thèmes subtils, soit qu'il y découvre un ton nouveau. La revue de Harbin en tout cas était introuvable à Pékin quelques jours à peine après sa mise en vente.

ALAIN JACOB.

## Afghanistan

### Les réfugiés seront accueillis au Pakistan aussi longtemps qu'ils ne pourront rentrer chez eux

Le général Zia Ul Haq

L'Union soviétique a commis une « grande injustice » à l'égard du peuple afghan en intervenant militairement dans ce pays, a déclaré jeudi 3 avril le chef de l'État pakistanais devant les réfugiés afghans du camp de Chitral. Le général Zia Ul Haq a assuré ces derniers qu'ils pourront compter sur l'hospitalité pakistanaise aussi longtemps qu'ils ne pourront retourner chez eux.

Pour ce faire, le général Zia souhaite que l'Afghanistan « recouvre son statut d'État musulman indépendant ». Les troupes soviétiques doivent retirer du sol afghan, comme l'exige la conférence islamique extraordinaire des ministres des Affaires étrangères (tchète) à Islamabad du 27 au 29 janvier, pour permettre au peuple afghan de choisir librement le gouvernement qu'il souhaite. La position du Pakistan est claire, ajoute le général Zia, « basée sur des principes », a-t-il ajouté.

En dépit de cette prise de position ferme, le général Zia ne veut pas apparaître comme le féodaux aux États-Unis. C'est sans doute, estime notre correspondant à Washington, la raison pour laquelle il a refusé la proposition américaine d'une aide de 400 millions de dollars, jugée au demeurant très insuffisante pour appuyer une lutte contre le communisme. Ce projet est pour le moment sans point mort, et n'a pas été présenté au Congrès. La Maison Blanche veut peut-être attendre le résultat de la conférence nationale du Pakistan sur la politique nucléaire et parer que le Congrès serait réticent à accorder plus.

Pour Washington, il semble que l'aide américaine doit être incluse dans un « paquet » plus large comprenant les contributions d'autres pays, notamment la R.F.A., la Grande-Bretagne, et peut-être la Chine, chacun agissant d'ailleurs parallèlement. D'autre part, alors que Radio Kaboul annonce une nouvelle offensive gouvernementale dans la province de Ghazni, et que des combats ont lieu dans la région de Jalalabad, l'agence soviétique Novosti a accusé jeudi la C.I.A. d'avoir fourni aux rebelles afghans des « grandes farces de subversion toxiques » qui « affectent la vie et la respiration » et qui peuvent « séparer les armées concentrées ». Ces propos, selon Novosti, « sont une marque qui ne laisse aucun doute quant à son origine : C.I.A. », ajoute la *Washington Post*. Ces grenades ont été trouvées dans un endroit non précisé après un combat au cours duquel « deux hommes de nationalité chinoise ont été tués ». Aujourd'hui, conclut l'agence, la *Pentagon* répète en Afghanistan les atro-

cités auxquelles il s'était livré au Vietnam. Rappelons à ce sujet que l'envoyé de la Fédération internationale des droits de l'homme à l'Assemblée générale de l'Onu avait fait état de nombreux témoignages sur l'utilisation par les Soviétiques de gaz insecticides (le Monde du 27 mars).

Bref, un accord pour la livraison de biens de consommation par l'U.R.S.S. à l'Afghanistan pour 1980 a été signé jeudi à Moscou par le ministre afghan du Commerce, M. Pakhtov, et le deuxième vice-président du conseil afghan, Sultan Ali Khatmand. Selon le *Kabul New Times*, M. Pakhtov a déclaré que le nouveau jour lancé un appel aux pays de l'Est, leur demandant de compenser par une aide économique la réduction de l'aide soviétique par les pays occidentaux et arabes et par les organisations internationales.

## CORRESPONDANCE

### La Fédération internationale des droits de l'homme répond à l'ambassadeur de l'U.R.S.S. en France

La Fédération internationale des droits de l'homme nous écrit : La Fédération internationale des droits de l'homme a lu avec intérêt, dans le *Monde* du 30-31 mars, la mise au point de M. Tcheronovski, ambassadeur d'U.R.S.S. en France, au sujet de l'envoi de la Fédération internationale des droits de l'homme à la frontière afghano-pakistanaise. Elle confirme que ses observations, qui portent sur des témoignages scrupuleusement recueillis et recueillis en langue persane, sont absolument exactes.

Elle constate que les termes inacceptables employés à l'égard de Mike Barry, couplés avec des démentis émanant de la seule agence Tass, constituent par leur maladresse, de confirmation évidente de la sécheresse de ses informations.

[M. Tcheronovski écrivait que l'agence Tass avait « démenti officiellement » les déclarations faites par M. Barry, au cours d'une conférence de presse (*le Monde* du 27 mars), selon lesquelles les Soviétiques employaient le napalm et les gaz en Afghanistan.]

## Israël

### Le gouvernement poursuit sa politique d'implantation et de confiscation de terres en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — La décision du Parlement égyptien condamnant les implantations israéliennes dans les territoires occupés et soulignant que la ville arabe de Jérusalem-Est fait partie intégrante de la Cisjordanie a suscité, comme il fallait s'y attendre, une vive irritation en Israël. Mais les milieux officiels israéliens ne veulent pas dramatiser et estiment que le geste du Caire est surtout destiné à l'opinion internationale face à la vague croissante des critiques contre le régime du président Sadate. On « croit » qu'en dépit des « far/cevenances » de part et d'autre, M.M. Begin et Sadate « sont condamnés à continuer les négociations ». En effet, toute interruption dans le processus de paix risquerait d'ébranler le régime du Caire et affaiblirait davantage le prestige déclinant de M. Begin. La politique israélienne donne aux travailleurs 54,4 % des suffrages contre 18,6 % seulement au Likoud. On est à peu près certain à Jérusalem

qu'une nouvelle formule permettant aux Israéliens et aux Égyptiens de gagner encore quelques mots dans des discussions byzantines concernant l'autonomie des Palestiniens, que personne ne prend à vrai dire très au sérieux, sera trouvée.

Entre-temps, le gouvernement continue à construire des agglomérations juives en Cisjordanie occupée. La dernière en date, créée le 1<sup>er</sup> avril, est située sur les terres de la famille Al Euseini, au sud de Jéricho, non loin du camp de réfugiés Akabat-Jahr. Les bulldozers y travaillent d'arrache-pied, tandis que les travaux pour la création de deux autres agglomérations, également près de Jéricho, commenceront bientôt. Les plans approuvés récemment par le gouvernement israélien prévoient la création de six colonies juives autour de Jéricho. Parallèlement, les expropriations de terres en Cisjordanie continuent sans répit. Le 2 avril, dans le village de Tallouza, près de Naplouse, 100 hectares appartenant à dix-sept familles ont été confisqués « pour des raisons de sécurité ». Il ne se passe pas de semaine sans confiscation de terres, la politique de M. Begin étant de créer une situation irréversible.

Dans les territoires occupés, l'atmosphère est très tendue. Grèves et réunions de protestation contre la politique du gouvernement se font de plus en plus fréquentes. Les autorités ripostent en imposant des sanctions collectives. C'est ainsi qu'un couvre-feu a été imposé pendant six jours sur deux villages près de Ramallah, après un attentat contre quatre bus de transport pour les ouvriers palestiniens travaillant en Israël. Jeudi, des soldats ont molesté l'une des principales figures politiques palestiniennes en Cisjordanie, M. Ahmed Hameh Natcheh, qui a été arrêté puis relâché après deux heures de détention au siège de la police de Bethléem. M. Natcheh est la seule personnalité de Cisjordanie appartenant au Conseil national palestinien et les tracasseries dont il est l'objet semblent avoir pour objectif de mettre en garde la classe politique palestinienne contre toute activité dirigée contre les accords de Camp David et le projet d'autonomie de M. Begin. (Interim.)

### « TRIBUNE JUIVE » : M. Giscard d'Estaing a poignardé l'effort des modérés du camp de la paix.

L'éditorial de l'hebdomadaire *Tribune juive*, paru jeudi 3 avril, est à nouveau consacré aux conséquences de la politique arabe de M. Giscard d'Estaing. On lit notamment : « Le président de la République a poignardé les efforts des modérés dans le camp de la paix arabe et palestinien ». L'éditorialiste estime que le chef de l'État a pris, dans sa déclaration sur les droits du peuple palestinien à l'autodétermination, « une position qui fait miroiter aux Arabes la possibilité ambiguë d'une destruction d'Israël ».

Il ajoute : M. Giscard d'Estaing a ainsi « dit tout haut ce qu'il pensait tout bas ». Derrière la « crise arabe », il professe toute la « crise de l'identité juive moderne ». Il conclut : « Le salut d'Israël ne viendra pas du dehors, mais des juifs eux-mêmes ».



# EUROPE

## Belgique

### EN DÉPIT DE L'OFFRE DE DÉMISSION DU PREMIER MINISTRE Le roi Baudouin demande à M. Martens de dénouer la crise

Bruxelles. — Rentré d'urgence d'Espagne, en raison de la crise politique, le souverain belge a reçu le premier ministre, à deux reprises, le jeudi 3 avril. Au cours

De notre correspondant

de la seconde entrevue au château de Laeken, près de Bruxelles, l'après-midi, M. Wilfried Martens a offert au souverain la démission de son gouvernement, mais le chef de l'Etat a réservé sa réponse. Il a demandé au premier ministre de faire une dernière tentative en vue de trouver une solution à l'impasse politique créée la veille par le rejet au Sénat de l'article 5 du projet de loi de régionalisation. M. Martens a précisé à son retour de Laeken que le roi l'avait prié de rechercher une formule « à bref délai », mais il a refusé de préciser la durée de ce sursis. « Malgré la gravité de la situation économique et sociale », a dit le chef du gouvernement, « j'étais obligé de remettre la démission du cabinet. C'était la seule conclusion possible après le vote négatif au Sénat ».

à M. Martens une véritable mission d'information, du type de celles qui précèdent généralement la constitution d'un nouveau gouvernement.

Dans cette hypothèse, M. Martens, à la recherche d'une assise suffisante chez les députés, pourrait tenter d'élargir son équipe en y associant d'autres formations. Jusqu'en janvier 1980, la participation du parti fédéraliste bruxellois F.D.F. lui avait assuré une marge de manœuvre convenable. Mais les trois ministres du parti de Mme Spaak ont été évincés du gouvernement dans des conditions qui restent critiquées. M. Martens peut-il, et veut-il, ramener le F.D.F. dans la coalition gouvernementale ? Il est probable que les socialistes flamands y opposeront un veto absolu. Les libéraux, disposés à participer, se heurtent de leur côté au refus formel des socialistes francophones de M. André Coops, qui les considèrent comme trop « réactionnaires ». On n'imagine guère non plus le retour des extrémistes flamands de la Volksunie, ou du Rassemblement wallon de M. Mordant, qui multiplie ses critiques contre le système actuel et exige l'autodétermination pour le sud du pays. Quant aux communistes, personne n'y songe, et ils sont de toute façon trop peu nombreux à la Chambre.

Le premier ministre paraît donc engagé dans un labyrinthe sans issue, mais le monde politique ne désespère pas. Ses adversaires, comme ses amis, lui reconnaissent une qualité : il est l'homme des « missions impossibles ».

PIERRE DE VOS.

## R. F. A.

● Les élections pour le renouvellement du Bundestag (Assemblée fédérale) en R.F.A. auront lieu le dimanche 5 octobre 1980. Un communiqué officiel a indiqué que le président de la République ouest-allemande, M. Karl Carstens, a arrêté cette date, qui correspond au souhait formulé par le gouvernement fédéral pour les élections législatives générales en R.F.A. — (A.F.P.)

## Pologne

### M. Babiuch remanie son gouvernement et présente un programme prudent d'austérité

De notre correspondant en Europe centrale

devant les magasins le trop d'argent sur le marché et trop peu de produits pour satisfaire la demande ; les chiffres qu'il a donnés sur le montant des subventions à la consommation (40 % du budget de l'Etat) ; l'engagement bien restrictif enfin de « faire tout ce qui est possible pour maintenir le niveau de vie ».

Comme M. Gierk a l'habitude de le faire depuis six mois (notamment en février, durant le congrès du parti), M. Edward Babiuch n'a caché aucune des difficultés qui assaillent le pays. « Le gouvernement ne fait aucune promesse inconsidérée », a-t-il dit en rappelant les faiblesses de la production agricole et des moyens de transport, le déficit énergétique et commercial, le poids de la dette extérieure (18 milliards de dollars) et les difficultés d'approvisionnement en matières premières et en produits de consommation.

La restauration progressive de l'équilibre économique est la tâche prioritaire, a-t-il affirmé. Il a annoncé que les responsabilités des ministres, des préfets et des dirigeants seront élargies, que le gouvernement travaillera de manière plus collégiale et que les frais de représentation de l'Etat seront réduits. Ces modifications s'appliquent à deux ou trois objectifs principaux que M. Babiuch avait évoqués, le 18 février, lors de son investiture : la sanction personnelle des responsabilités et la moralisation de la vie publique. Elles seront sans doute bien accueillies par les cadres moyens qui avaient poussé, durant le congrès, à l'élection du bureau politique de son prédécesseur, M. Jaroszewicz, auquel ils reprochaient son impopularité et surtout son autoritarisme excessif et paralysant.

Pour ce qui est du troisième objectif, la régulation du marché intérieur, problème numéro un de la Pologne, M. Babiuch s'est montré plus alambiqué. Les seules augmentations de prix dont il a fait état (loyers, gaz, charbon et électricité) seront, a-t-il dit, « échelonnées » sur plusieurs années — ce qui n'a rien de radical. Mais la manière dont il a résumé le problème des queues

des émeutes de 1970 et de 1976, hésitant depuis des mois à procéder à ces mesures pourtant indispensables à une économie qui ne cesse de se dégrader.

Les six changements de personne — aux ministères de l'éducation, de l'industrie chimique, des machines lourdes, de l'industrie alimentaire, de l'agriculture et des mines — ne marquent pas non plus une évolution notable. Il faut cependant noter la nomination de M. Roman Malinowski, quarante-cinq ans, membre du parti paysan, comme vice-premier ministre et ministre de l'industrie alimentaire ; et aussi, le départ de M. Kazimierz Kakał, qui était chargé depuis 1974 des relations avec l'Eglise. M. Kakał, que le congrès avait déjà privé de son siège au comité central, est remplacé par M. Jerzy Kuberki, cinquante ans. Malgré les rapports parfois tendus qu'avait eus M. Kuberki avec l'épiscopat, il ne devrait pas modifier une politique de dialogue avec l'Eglise maintenue fois confirmée.

Comme les deux « libéraux » éliminés en février du bureau politique, M. Olaszowski et Tejchma, qui quittaient maintenant le ministère de l'éducation, M. Kakał pourrait être nommé ambassadeur à Paris. M. Kakał, qui avait aussi été éliminé du bureau politique, reste, lui, à l'administration et à l'économie locale.

La première session du Parlement aura finalement tout de même introduit une innovation : les membres du parti communiste sont désormais minoritaires (huit sur dix-sept) au Conseil d'Etat, où l'on compte six représentants des deux partis satellites, paysan et démocrate, ainsi que deux sans-parti et un animateur du courant scissionniste du groupe catholique, Znak. M. Jerzy Ozdowski (21), le rôle dirigeant du P.C. n'est cependant aucunement menacé.

BERNARD GUETTA.

Ministres : Affaires étrangères : M. Roman Malinowski ; intérieur : M. Stanisław Kowalewski ; justice : M. Henryk Kisiel ; commerce extérieur et navigation : M. Ryszard Karkulski ; administration et économie : M. Janusz Kupa ; santé et assistance sociale : M. Marian Sliwinski ; travail et affaires sociales : M. Janusz Kupa ; culture et art : M. Zygmunt Najdowski ; bâtiment et industries de construction : M. Adam Glazar ; énergie nucléaire : M. Zbigniew Baranowski ; mines : M. Włodzisław Lejczak ; médailles : M. Franciszek Kam ; industrie des machines : Aleksander Kopke ; agriculture : M. Leon Klonka ; forêts et industries du bois : M. Tadeusz Skwirski ; industrie légère : M. Stanisław Mach ; commerce intérieur et services : M. Adam Kowalik ; transports : M. Mieczysław Żajkowski ; matières premières : M. Eugeniusz Sztyr ; énergie combattante : M. Mieczysław Gruszecki ; éducation : M. Krzysztof Kruszyński ; industrie chimique : M. Henryk Fruchiewicz ; industrie des machines lourdes et agricoles : M. Andrzej Jedynak ; communications : M. Zbigniew Rudnicki ; affaires religieuses : M. Jerzy Kuberki ; industrie alimentaire : M. Roman Malinowski.

(1) M. Olaszowski a été nommé à Berlin-Est et l'on parle de Berno pour M. Tejchma.  
(2) Le groupe Puz, pourtant plus proche du pouvoir que le courant auquel appartient M. Ozdowski, n'est plus représenté au Conseil d'Etat.

## Chine

### cause du maoïsme

Le mouvement négatif du Salmatyre

Le mouvement négatif du Salmatyre

## Afghanistan

### Les réfugiés seront accueillis au Pakistan aussi longtemps qu'ils ne pourront rentrer chez eux

Le général Zia Ul Haq

Le général Zia Ul Haq

## CORRESPONDANCE

La Fédération internationale des droits de l'homme

La Fédération internationale des droits de l'homme



Lavie en laine.

Woolmark quand on aime la laine.

La laine vit. Belle, précieuse, douce et tendre, rien ne pourra la remplacer. Jamais. Encore faut-il que ses qualités inimitables soient préservées. L'étiquette Woolmark vous garantit que le contrôle de qualité a été effectué.





# AMÉRIQUES

## En égrenant les Petites Antilles

### II. — SAINT-MARTIN, SINT-MARTEN ET AUTRES LIEUX

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Après Anguilla, point minuscule sur la carte de la mer des Caraïbes et qui fait la tête de l'arc des Petites Antilles, Jean-Pierre Clerc, d'un saut de puce, arrive à Saint-Martin. Il y a là une partie française avec une petite sous-préfecture et une partie batave. Saint-Barth, peuplée de Blancs, n'est pas loin : à un quart d'heure d'avion à peine (le Monde du 4 avril).

Philipsburg. — Vérité à Sinti-Maarten, erreur à Saint-Martin ! Les « Pyrénées » de cette petite île de vingt-cinq mille habitants ne sont pourtant guère plus que collines un peu poussées en graine ! L'histoire ne s'en raconte pas moins différemment en-deçà, côté hollandais, et au-delà, côté français. Puisque, aussi bien sur ces 50 kilomètres carrés de terre et d'eau, flottent deux drapeaux différents : le bleu-blanc-rouge de l'un organisé horizontalement et celui de l'autre verticalement.

Les débuts sont sans originalité ni contestation. Christophe Colomb passe par ici en 1493, lors de son premier voyage. Comme il y aborde le 11 novembre, le Génois au service des souverains espagnols baptise cette terre Saint-Martin. Les Caraïbes, qui peuplent ces latitudes, n'y voient pas malice. Ils devront donc attendre un peu pour se voir consacrer dans leur réputation de « férocity ». C'en fut fait vers le premier tiers du dix-septième siècle : lorsque Hollandais et Français s'établissent dans ces parages, les Indiens résistent, en effet, « férociement » aux tentatives d'extermination !

Les Espagnols s'intéressent à nouveau à Saint-Martin, anxieux de voir une grande puissance européenne s'installer trop près de Puerto Rico — point d'avitaillement de ses flottes entre Cadix et Panama ou Carthagène. Ils représentent Saint-Martin, Pieter Stuyvesant contre-attaque en 1644, sans autre effet que de laisser une de ses jambes à Cay-bay. Perte absurde, puisque quatre ans plus tard, Madrid abandonne définitivement San-

Martin aux Français et aux Hollandais.

Est-ce à nouveau la guerre inévitable entre ces vaillants au face-à-face ? On en décide autrement. « Aujourd'hui, 23 mars 1648, Messieurs Robert de Longueville, escuyer, sieur du dit-lieu, gouverneur de l'île de Saint-Martin par Sa Majesté Très-chrétienne, et Martin Thomas, aussi gouverneur de la-dite île par Messieurs les Princes d'Orange et d'États d'Hollande, par ces présentes accordent : que les Français demeureront dans le quartier dont ils sont à présent habites, et habiteront tout le côté qui regarde Anguilla ; que les Hollandais auront le quartier du Fort, et terres qui sont alentour d'icelui du côté sud ; que les Français et

tienne face à face avec des Britanniques — de surcroît très pauvres : ainsi, lors des révoltes menées par les Anguillaux contre Saint-Martin, les Bataves avaient le temps de voir venir, et de se replier sur leurs possessions voisines. Saba et Sint-Eustatius, si les Français se faisaient estomper et tailler ! Le calcul n'était pas mauvais, car les débarquements depuis la petite île d'en face étaient fréquents. Au point que les Saint-Martinois, lassés de se faire massacrer, finirent par suggérer à messieurs les Anglais de venir s'installer chez eux. Ce qu'ils firent, y achetant de nombreuses plantations. Et c'est pourquoi il

ou Cartier. C'est évidemment un autre style ! Au moins, récupère-t-on les visiteurs qu'emment cette touche d'aristocratie maintenue face à la vulgarité marchande des voisins ? La peine, c'est aussi la partie hollandaise qui héberge, pour l'essentiel, les hôtels, les casinos et le golf. L'aéroport, un des plus actifs de la Caraïbe, y est, il est vrai, entièrement situé : les arrivants sont donc happés, dès leur débarquement, par la publicité pour Philipsburg : les vols décol- vent que plus tard, trop tard, le charme de Marigot ! Ce « retard » au développement à son bon côté : Saint-Martin serait sans doute moins vulné-

sur Sint-Eustatius, dite Statia, autres terres émergées néerlandaises, ultimes poussées de ce qui fut naguère un grand empire. Le spectacle de Saba, comme flottant dans une demi-brume de chaleur sur la mer caraïbe, est tout simplement prodigieux. L'île n'est qu'un volcan, aux pentes très noires, et si étroites que la « capitale », De Bottom (littéralement : « le fond », trois cents habitants), est installée... dans son cratère. Saba est aussi dire inaccessible. Un pilote, l'ancien maire de Saint-Barthélemy, M. Rémy de Haenen, s'est fait une réputation dans toutes les Antilles en parvenant, il y a un quart de siècle, à poser un petit avion sur un vague mât de cette forteresse naturelle. On a, depuis lors, ôté quelques pierres ici et là pour améliorer le terrain. Atterrir à Saba n'en demeure pas moins une des dernières grandes aventures de l'aviation contemporaine : le pilote doit en effet terminer son « atterrissage » final par une reprise d'altitude et un ultime virage ! L'affaire est si prodigieuse que le gouverneur, évidemment peu occupé par ses mille administrés, vient fréquemment, nous a-t-on assuré, à Juancho-Trinquin Aéroport afin d'assister aux atterrissages.

Statia est plus spacieuse, mais moins pittoresque. C'est aussi un volcan, mais excentré, décapité et moins abrupt que Mount Sottery, son voisin sabbatin. Cette conformation naturelle plus tranquille a permis d'y entreprendre la construction d'un très important dépôt de pétrole.

Le pétrole ! Pour les Statienais, ce n'est pas une affaire nouvelle. Ils ont beau n'être guère plus que deux cents, entre Oranjestad, leur capitale d'opérette, et les quelques arpents de terre de leur plaine centrale, où habitent les vaches frisonnes, c'est encore trop pour les maigres ressources du lieu. Comme dans la plupart des îles sœurs des Antilles, la réponse, c'est l'émigration. Non pas drama, mais recours naturel, contre lequel le jeune homme, normalement costaud sous ces latitudes ne relève pas plus que nos grands- seigneurs paysans contre le service militaire. Elle leur permet d'étirer leur horizon borné, de voir un autre pan du monde.

Pour les Statienais, comme pour les Sabaïens, et même pour les Saint-Martinois avant le « boom » du tourisme, l'autoire le plus normal, à toujours été, depuis un demi-siècle, « A.B.C. » — les îles néerlandaises situées à près de 1000 kilomètres de là, vers le sud-ouest : Aruba, Bonaire, et Curaçao. Pendant des décennies, les énormes raffineries de la Schell, à Curaçao, et de la Standard Oil, à Aruba, au débouché des champs de pétrole vénézuéliens, ont été les plus gros fournisseurs d'emplois industriels de toute la Caraïbe. Elles ont attiré en nombre des insulaires de toute la région — jusqu'à des citoyens des Antilles britanniques, qui y ont appris le syndicalisme, et pour certains la politique : plusieurs des leaders anglophones de la « génération de l'indépendance » ont travaillé et fait leurs premières armes à Aruba ou Curaçao dans les années 40-50.

La modernisation technologique du traitement de l'or noir,

il y a trois ou quatre lustres, avait provoqué une réduction de l'emploi, et, partant, de graves émeutes, en 1969, à Willemstad, principale ville des Antilles néerlandaises. Une certaine diversification industrielle et l'essor récent du tourisme en provenance du Venezuela, ont relancé l'économie des îles du sud. Elles n'ont, dès lors, rien perdu de leur ancien attrait aux yeux des néerlandophones des Petites Antilles septentrionales.

Curaçao reste d'autant plus, pour eux, une île phare que Willemstad est aussi capitale des Néerlandaises Antilles. Elle est siège du Staten, le Parlement fédéral, qui réunit vingt-deux élus des six îles, « A.B.C. » et « S.S. » — c'est-à-dire Saba, Statia et Sint-Maarten.

A l'inverse de ce qui se passe dans les Antilles anglophones, l'indépendance n'est pas, ici, considérée comme de première urgence. Les Pays-Bas ont, naturellement, fait connaître qu'il était hors de question de garder ces terres dans leur giron contre le gré des insulaires. Ils n'entendent pas, pour autant, s'en débarrasser à tout prix. Côté antillais, un évident réalisme, mais aussi des dissensions entre Aruba et Curaçao (qui rassemblent, à elles deux, 90 % des deux cent cinquante mille habitants de la Fédération) ont, jusqu'à présent, conduit les Néerlandaises Antilles à reculer plusieurs fois l'échéance.

La récente accession au pou-

voir, à Willemstad, d'un gouver-

nement nettement orienté à gau-

che, sous la direction de M. Don

Martina, pourrait accélérer les

choses. Aruba, cependant, a fait

savoir qu'elle choisirait l'indé-

pendance solitaire. Il est douteux,

dans ces conditions, que les trois

îles septentrionales, nettement

plus conservatrices avec leurs

sociétés de paysans et de com-

merçants, que leurs sœurs, plus

industrialisées, du sud, acceptent

de poursuivre la navigation sous

le même pavillon. Autres divorces

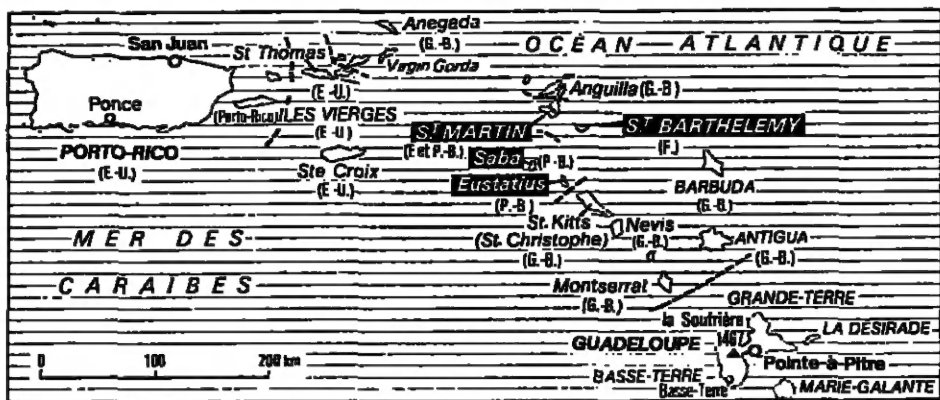
en perspective.

Prochain article :

GUADELOUPE  
MARTINIQUE  
EN VUE DE LA DOMINIQUE



**LOTO**  
c'est pas cher,



Hollandais habitent dans la-dite île, vivront comme amis et alliés par ensemble, sans qu'aucun ny de part ny d'autre se puissent molester, à moins que de contre-venir au présent concordat, et par conséquent punissable par les lois de la guerre.

« La-dite île » connue bien des vicissitudes depuis lors. Mais ce traité, dont le texte figure aujourd'hui encore dans le harem de la petite sous-préfecture de Marigot, « capitale » de la partie française, marque le début d'une coexistence jamais démentie entre Saint-Martin et Sint-Maarten. Ici commencent les divergences d'interprétation historique.

#### Le bon calcul des Bataves

Comment marquerait-on les bornes entre les terres de Sa Majesté Très-Chrétienne et celles de la Maison d'Orange ? On affirme, ici, que les deux conquérants choisirent chacune leur champion, les doperent convenablement, qui au vin, qui à la bière, puis les lancèrent des-à-dors pour une circum-ambulation de l'île. Le Batave était-il alourdi par trop de bière ? (Le vin, on le sait, est plus léger). C'est la version française. Le Français court-il, en dépit des conventions

qui l'interdisaient ? Les Hollandais le disent. Toujours est-il que lorsque les deux marcheurs se rencontrèrent en un point devenu ainsi frontalier, le territoire des Bourbon était nettement plus vaste que celui des Orange. Il n'a pas varié depuis. Un détail, cependant ! Les Hollandais avaient choisi la partie méridionale de l'île, abandonnant aux Français, conformément aux conventions, à tout ce qui regarde Anguilla. Ils laissent ainsi les sujets de Sa Majesté Très-Chr-

existe aujourd'hui, quelque part dans les Caraïbes, une dizaine de milliers de citoyens français se nommant Gibbs, Richardson ou Arundel, et ne parlant guère, outre le créole, que l'anglais.

Quel rôle l'atavisme des colons-nisseurs respectifs ? Jacobinisme bureaucratique par l'air en contre sens hollandais de la libre entreprise — j'ou-t-il dans l'évidente inégalité de développement entre les deux parties de l'île ? Aujourd'hui, en effet, Sint-Maarten respire un air de prospérité que pourrait lui envier Saint-Martin. L'île est port franc dans sa totalité. Or, Philipsburg, capitale hollandaise, brulise de charbon, de ciment, de fer, de produits de la Liberté et de la République, en revanche, les boutiques s'espacent. Elles ont nom « Can-nelle », « Sandrine » ou « Baga-telle », et proposent Dior, Lanvin

rabble que Sint-Maarten a une contraction du chiffre d'affaires touristiques et un repli de l'activité du port franc : les citoyens français, plus que leurs voisins, s'adonnent encore à l'agriculture et surtout à l'élevage. Le cheptel de Saint-Martin, plus de deux mille frisons, grasses, superbes laitières, est l'un des légimes sujets d'orgueil des autorités de Marigot.

Les autorités de Marigot ! Quelle montagne de littérature, facile, n'a pas été éditée sur les gendarmes de Marigot ! Le Juge de Marigot ! Le percepteur de Marigot ! Cet arrondissement est en réalité l'un des plus fascinants de la République, comme en témoigne le fait que, depuis vingt ans, la moitié des ministres des successifs gouvernements ont tenu à venir apprécier les problèmes sur place. En bermudas, pour mieux s'en imprégner sans doute. « Jockeying aside », comme disent les Saint-Martinois (plaisanterie mise à part), il est vrai que l'île est un point d'observation passionnant pour le visiteur de pas-sage.

#### Le prodigieux spectacle de Saba


Il y a, à un quart d'heure d'avion, Saint-Barthélemy, l'autre canton de cette sous-préfecture. Une île à la population en-tière blanche parmi de Petites Antilles à peu près exclusivement noires. Les descendants de Nor-mands qui la peuplent sont peut-être aussi peu raffinés que les armoiries de leur région origi-nelle : mais ils sont hommes de négoce, redoutés dans toute la Caraïbe. L'île, admirable et remarquablement préservée, est un refuge de célébrités : elle compte,

entre autres résidents illustres, l'ancien président Gerald Ford et M. David Rockefeller. Les représentants des trois îles « Saint-Barth », comme ils se dénomment eux-mêmes, font savoir à tous les échos que si la Guadeloupe, à laquelle ils sont aujourd'hui rattachés adminis-trativement, devenait indépen-dante, ils referaient « le coup de Mayotte » et resteraient dans le giron français.

En vue de Sint-Maarten, il y a Saba, et, un peu plus vers le

**ODOUL**  
**Garde-meubles**  
208 10-30  
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX<sup>e</sup>

**CAUTION**



**80, av. du MAINE**  
Centre commercial GAITE  
"au pied du Sheraton".  
Accès direct par M<sup>e</sup> GAITE.  
Ouvert tous les jours :  
10 h à 20 h sauf dimanche.  
- PARKING ASSURÉ -  
Tél. : 538.66.02.  
Autre accès : rue du Cdt-Mouchotte.

**REAL**

MEUBLES  
DECORATION  
CUISINES

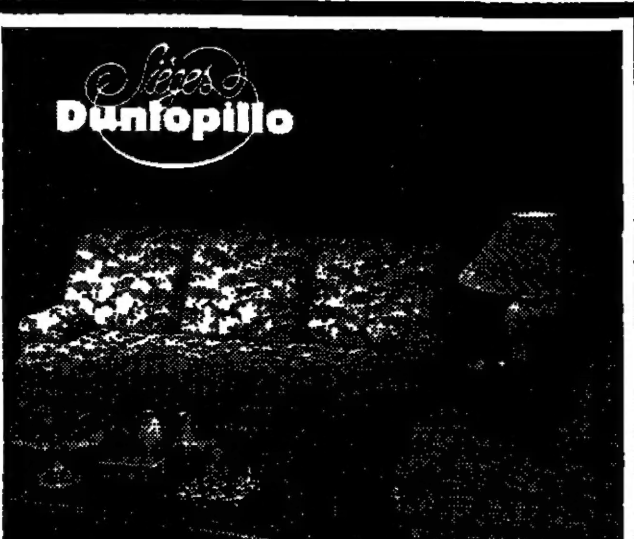
**REAL : 11 MAGASINS EN RÉGION PARISIENNE**  
BONDY RN 3 CHATILLON RN 306 PIERREFITTE RN 1  
CERGY 3 FONTAINES 25 Bd de BELLEVILLE PORTE DE BAGNOLET  
CHAMPIGNY La Fourchette CRETEIL SOLEIL LES ULIS 2  
ARCADE 5/MARNE-LAVALLEE

**LES SYNTHETISEURS  
DE MARTENOT  
A ZED**

Tout, tout ou presque sur les synthétiseurs. Comment cela marche-t-il ? Martenot l'éclaircisseur, l'IRCAM, le ZED, REDOLFI et tous les synthétiseurs domestiques du marché. Egalement Starshooter, le dico du rock, les cordes françaises du jazz, Aznavour et la sélection commentée des concerts à Paris et dans les régions. Les disques du mois.

**Le Monde de la MUSIQUE**  
CHAQUE MOIS  
TOUTES LES MUSIQUES,  
DE TOUS LES PAYS,  
DE TOUS LES TEMPS.

**Dunlopillo**



**80, av. du MAINE**  
Centre commercial GAITE  
"au pied du Sheraton".  
Accès direct par M<sup>e</sup> GAITE.  
Ouvert tous les jours :  
10 h à 20 h sauf dimanche.  
- PARKING ASSURÉ -  
Tél. : 538.66.02.  
Autre accès : rue du Cdt-Mouchotte.

**REAL**

MEUBLES  
DECORATION  
CUISINES

**REAL : 11 MAGASINS EN RÉGION PARISIENNE**  
BONDY RN 3 CHATILLON RN 306 PIERREFITTE RN 1  
CERGY 3 FONTAINES 25 Bd de BELLEVILLE PORTE DE BAGNOLET  
CHAMPIGNY La Fourchette CRETEIL SOLEIL LES ULIS 2  
ARCADE 5/MARNE-LAVALLEE

صكنا من الأصل



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### Washington précise ses accusations sur la fabrication d'armes bactériologiques en U.R.S.S.

C'est bien à la suite d'une explosion dans une usine travaillant pour la guerre bactériologique, et non d'une contamination par de la viande avariée, comme l'affirment les Soviétiques, que plusieurs centaines de personnes sont mortes en avril 1979 à Sverdlovsk (Oural), a-t-on déclaré jeudi 3 avril de source proche des services de renseignements américains, sur la base de nouvelles informations auxquelles le ministère soviétique des affaires étrangères a opposé un nouveau démenti (le Monde des 21 et 28 mars).

Selon les autopsies, précisément, les victimes sont bien mortes d'un anthrax pulmonaire, qui ne peut être contracté en mangeant ou en touchant de la viande avariée. Les nouveaux renseignements sont qualifiés de « bons et solides », et les services américains sont convaincus de leur authenticité.

Un soir d'avril de l'an dernier, une explosion s'est produite à Sverdlovsk — d'après ces renseignements — dans une des neuf installations militaires soviétiques identifiées par les spécialistes américains comme étant vraisemblablement consacrées à la guerre bactériologique. Quatre jours après, les premières victimes ont été hospitalisées. Il s'agissait de soldats présentant une forte fièvre. Ils toussaient, étaient engorgés, les lèvres et les oreilles

ont bleui et ils sont morts en six ou sept heures. L'autopsie a révélé la présence de liquide dans les poumons. En l'espace de quelques jours, des dizaines de personnes furent atteintes et l'hôpital leur fut réservé. Au moins deux cents personnes sont mortes, mais il n'a pas été possible de savoir combien d'autres ont pu mourir sans être hospitalisées.

Un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a déclaré, jeudi, à ce sujet : « Nous confirmons tout ce que nous avons dit jusqu'ici, nous considérons la poursuite de ces tentatives comme une violation de l'effort des Etats-Unis pour jeter une ombre sur l'Union soviétique et empoisonner l'atmosphère internationale. » — (A.P.)

● **Trafic d'armes avec l'Irlande du Nord.** — Trois ressortissants américains ont été inculpés, mardi 1<sup>er</sup> avril, par un grand jury fédéral à Washington de complot visant à monter un trafic d'armes à destination de l'Irlande du Nord. M. Howard Barnes Bruton, Robert Ferraro et George Demco avaient notamment acquis auprès de trafiquants américains un million de cartouches volées à la base de « martins » de Camp-Lejeune, en Caroline du Nord, a indiqué le département de la justice. — (Reuter)

### M. Nixon : M. Carter « a donné l'apparence de la faiblesse »

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire britannique Now qui paraît ce vendredi 4 avril, à Londres, l'ancien président Nixon estime que M. Carter a raison de ne pas faire campagne activement pour sa réélection afin de pouvoir mieux s'occuper de la crise afghane et du problème des otages de l'Irak, mais il émet des doutes sur le durcissement manifesté depuis plusieurs mois par l'actuel président américain en matière de politique étrangère.

« Quelqu'un a dit que M. Carter était un faucon de conversion récente (« a born again hawk », une allusion au fait que M. Carter est un « born again christian », un chrétien né à nouveau). En bien, nous connaissons tous ces réunions religieuses au cours desquelles l'ivrogne du village s'allonge dans la poussière. Le lendemain, il se remet à boire. »

M. Nixon évoque également la personnalité de l'hôte de la Maison Blanche. « C'est un patriote. Ce n'est pas un imbécile. Il n'est pas faible. Mais il a donné l'apparence de la faiblesse, et c'est ce qui est dangereux. En matière de diplomatie, et spécialement en traitant avec les Soviétiques, qui surveillent nos moindres faits et gestes avec très grand soin, il est important de donner l'apparence de la force pour qu'il ne puisse y avoir d'erreur de calcul. C'est l'erreur qu'a faite le président Carter avec ses fluctuations pour la brigade de combat soviétique à Cuba et ses réponses fondamentalement molles aux défis soviétiques dans d'autres régions. »

## Canada

### TRENTE-SEPT TRIBUS INDIENNES REFUSENT DE SIGNER DES ACCORDS AVEC OTTAWA

Winnipeg (A.F.P.). — Le refus des deux tiers des tribus indiennes de signer de nouveaux accords de financement avec le gouvernement fédéral canadien prélué à l'instauration d'un « gouvernement indien souverain », a estimé, jeudi 3 avril, à Winnipeg, le président de la Fraternité des Indiens du Manitoba, M. Moses Okimaw.

M. Okimaw a annoncé son intention de mettre au point dans les prochains jours une base solide pour un gouvernement indien. Un tel gouvernement pourrait, selon lui, faire perdre du poids au ministère fédéral des affaires indiennes, qui serait remplacé par une « relation politique reconnue entre les Indiens et les habitants du Canada ».

A la suite du refus de trente-sept tribus de signer de nouveaux accords de financement, le ministère fédéral a cessé de fournir des fonds pour l'administration des services dans les réserves indiennes. Ces services comprennent le fonctionnement des écoles, la distribution des chèques d'assistance sociale, l'entretien des routes et l'enlèvement des ordures ménagères.

● **Le premier ministre du Japon, M. Masayoshi Ohira, fera une visite « informelle » à Washington les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai, à l'invitation du président Carter.** M. Ohira se rendra ensuite au Mexique et au Canada. — (A.F.P.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Cameroun

● **LE PRÉSIDENT AHIDJO, du Cameroun, doit obtenir des élections, le samedi 5 avril, un cinquième mandat de cinq ans depuis l'indépendance du pays.** Le congrès ordinaire de l'Union nationale camerounaise l'a réélu investi, une nouvelle fois à l'unanimité le 17 février, comme candidat unique. — (A.F.P.)

### Colombie

● **DEUX DES OTAGES DE L'AMBASSADE DOMINICAINE** ont été libérés jeudi 3 avril peu avant l'ouverture de la dixième session de négociation entre les militants du M-19 et le gouvernement. On estime généralement que lors de cette rencontre (15 minutes) les guérilleros ont remis leur réponse à un mémorandum gouvernemental proposant d'inviter des représentants du Comité inter-américain des droits de l'homme et d'Amnesty International comme observateurs aux procès des personnes suspectées d'activités subversives. Ces observateurs pourraient enquêter sur les plaintes formulées par les guérilleros concernant les tortures auxquelles se seraient livrées les autorités colombiennes. — (A.P.)

### Ile Maurice

● **UN ACCORD DE DÉLIMITATION** de la zone économique exclusive entre l'Ile Maurice et le département de la Réunion a été signé, jeudi 3 avril, au Quai d'Orsay par MM. Jean François-Poncet et Sir Harold Walter, ministre mauricien des affaires étrangères.

Un accord identique a déjà été signé en janvier dernier concernant la zone économique exclusive entre Tonga et le ter-

ritoire d'outre mer de Wallis-et-Futuna.

Des accords analogues sont en cours de négociation entre la France et le Canada au sujet de Saint-Pierre-et-Miquelon, entre la France et le Venezuela, à propos de la Martinique et de la Guadeloupe.

### El Salvador

● **L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A SAN-SALVADOR** a été appelé en consultation à Washington, jeudi 3 avril, par le président Carter, qui est le principal de l'évolution de la situation dans la République centre-américaine. Selon une source bien informée, la convocation de M. White, en poste depuis un mois, reflète le désir de l'administration américaine d'évaluer avec plus de précision une série de rapports contradictoires sur la capacité de la junte civile et militaire de contrôler les événements. — (A.F.P., U.P.I.)

### Malaisie

● **DEUX PERSONNES ONT ÉTÉ PENDUES** vendredi 4 avril à l'aube, dans la prison de Kuala-Lumpur, aux termes de la loi sur la sécurité interne, qui punit de mort la détention illégale d'armes. Ces exécutions portent à neuf le nombre de suppliciés en Malaisie au cours des trois dernières semaines.

### Sénégal

● **LES FORCES DE L'ORDRE SÉNÉGALAISES** ont dispersé, jeudi 3 avril, un millier de jeunes du Parti démocratique sénégalais (P.D.S.), principal parti d'opposition, avec seize déportés sur cent, qui devaient participer à un meeting près du siège de leur parti à Dakar.

## Brésil

### Le ministre des finances pourrait être mis en cause dans un scandale financier

De notre envoyé spécial

São-Paulo. — La vente massive par le gouvernement brésilien d'actions appartenant à la compagnie d'Etat Vale do Rio Doce prend l'allure d'un scandale financier.

Au début de mars, le ministre des finances, M. Emano Galvès, déclara, par l'intermédiaire de la banque centrale, de vendre quatre-vingt-dix millions d'actions préférentielles de la Vale do Rio Doce, la compagnie d'Etat (1) qui s'occupe du secteur du fer. La vente était réalisée, sans information préalable, par l'agence de change Noy Carvalho. Aussitôt, la commission des valeurs mobilières (C.V.M.), qui contrôle les opérations en Bourse, annonça l'ouverture d'une enquête, l'opération étant en contradiction manifeste avec une réglementation de la Bourse qui précise que toute transaction d'un volume supérieur à la normale doit être précédée d'une information sur le marché.

Dépendant directement du ministre des finances, qui nomme et démet ses membres, et détient son budget, la C.V.M. a rapidement des difficultés pour poursuivre ses investigations. Mais la divulgation de l'affaire dans la presse obligea M. Galvès à comparaître devant le Congrès, le 25 mars, pour expliquer l'opération. Bombardé de questions par les parlementaires d'opposition, il ne s'en sortit qu'à grand peine, ce qui a incité la presse à redoubler ses critiques et le Congrès à examiner la possibilité de former une commission d'enquête.

M. Galvès avance deux arguments : d'une part, il s'agissait pour l'Etat, par cette vente massive d'actions, « d'obtenir des ressources pour le programme « Proalcool » (substitution de l'essence par l'alcool dans les véhicules), qui manque de fonds à cause de l'austérité du budget public en cette période de lutte contre l'inflation. L'argument suscite le scepticisme, alors que le gouvernement vient précisément de contracter un emprunt de plus de

1 milliard de dollars sur les marchés extérieurs pour financer le « Proalcool ».

Il fallait aussi, toujours selon le ministre des finances, vendre des titres de la Vale do Rio Doce pour en multiplier les actionnaires afin que le marché soit moins vulnérable aux éventuelles spéculations d'un petit nombre de porteurs. Comme l'ont souligné les parlementaires d'opposition, une telle manœuvre va résolument à l'encontre des règlements du marché des capitaux. Significativement, la Bourse de São-Paulo interrompt immédiatement les transactions d'actions de la Vale, alors que celle de Rio-de-Janeiro poursuivait l'opération. Le président de la Bourse de Rio, M. Fernando Carvalho, est aussi... président de l'agence de change chargée de l'opération contestée.

M. Galvès n'a toujours pas éclairci certains points fondamentaux : pourquoi une transaction aussi massive a-t-elle été confiée à une seule agence de change, et pourquoi à celle de M. Carvalho ? Il semble que ce dernier se trouvait dangereusement à découvert sur le marché, précisément pour des actions de la Vale, et que l'opération décidée par le ministre des finances pouvait le tirer d'une situation difficile.

Autre point d'interrogation : pourquoi les actions ont-elles été vendues à un prix inférieur au prix initialement fixé pour l'offre publique, alors que leur cote a augmenté de 50 % en quinze jours à peine ? Quels sont les acheteurs qui ont bénéficié, aux dépens du Trésor public, d'une telle rentabilité insolite qui, grâce au défilé de trois jours prévu pour le paiement à vue des actions, a atteint finalement les 157 % mensuels ? Le ministre des finances éprouve, de toute évidence, quelques difficultés à répondre à ces questions. Alors que le gouvernement veut, en cette période de lutte contre l'inflation, moraliser le marché des capitaux, l'exemple en la matière devrait pourtant venir d'en haut.

THIERRY MALINIAC.

### LE P.C.B. VA DEMANDER SA LÉGALISATION

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — Le parti communiste brésilien a l'intention de demander sa légalisation auprès du tribunal électoral afin « de se montrer tel qu'il est, sous son vrai visage, et d'offrir à la société brésilienne des autres forces politiques », a déclaré M. José Sales, membre du comité central du P.C.B.

M. Sales a affirmé que le P.C.B. réunissait toutes les conditions nécessaires pour obtenir cette légalisation. Selon lui, rien ne s'y oppose, en effet, dans la Constitution ni dans la loi sur l'organisation des partis.

« La Constitution interdit la formation de tout parti politique subordonné à une organisation ou à une puissance étrangère. Ce n'est pas notre cas. Nous sommes autonomes, indépendants, nous sommes brésiliens et cette disposition ne nous concerne pas », a-t-il déclaré. La légalisation du P.C.B. servirait de test à l'ouverture démocratique du régime et elle est de l'intérêt de tous les secteurs de la société, a ajouté M. Sales.

### Avec Tourisme S.N.C.F. SÉJOUR EN CORSE AUX MOIS DE JUIN ET SEPTEMBRE... A MARINA VIVA

PRIX : 1.730 F pour les départs des 1<sup>er</sup> juin, 8 juin, 15 juin, 14 sept. et 21 sept. 1980 ; 2.080 F pour les départs des 22 juin et 7 septembre 1980.

Comprendant : — le transport en avion PARIS-AJACCIO et retour ; — le séjour en pension complète, vin aux repas ; — logement en hôtel.

Possibilité de logement en hôtel, se renseigner.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : — dans les agences « TOURISME S.N.C.F. » LAV 17 A ; 127, av. des Champs-Élysées ; 11, bd des Capucines ; PARIS S.N.C.F. de PARIS et de PROVENCE ; gare S.N.C.F. de CHATELAIN ; HALLES, NANTES, SAINT-GERMAIN - EN - LAZE et VINCENNES.

Par correspondance : B.P. 130, 75023 PARIS CEDEX.



# ABRIS ANTI ATOMIQUES

Construction sur les normes de l'Office Fédéral de la Protection Civile Suisse dans votre jardin, sous votre pelouse.

je désire recevoir votre documentation sur le type d'abri marqué d'une croix, je joins 29,20 F (par chèque)

☐ abri 6 places  
☐ abri 8 places  
☐ abri 10 places  
☐ abri 12 places  
☐ abri 14 places

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TEL. \_\_\_\_\_

**CBI** 6, rue du Général-Leclerc  
77170 Brie-Comte-Robert

(Publié)

# Révolution

N° 5

L'ÉVÈNEMENT :

- M. Monet, au Grand Palais : la volupté d'un jour.
- Des peintres contemporains témoignent : Gilles Ailloud, Claude Bellegarde, Olivier Debré, Christian Jaccard, Messagier, Tal-Coat.

DANS CE MÊME NUMÉRO :

- L'effet Rocard.
- Ce que disent les mécaniciens grecs.
- Henri Fiszbin : Un livre pour quel faire ?
- Coup de pistolet ou « Martin ».

AINSI QUE :

- Daniel Karlin : feuilles volantes.
- Jacques Thibaut : entretien.
- José Bergamini : la tournemachie.
- Et un reportage photos exclusif du Salvador.

CHACQUE VENDREDI, LE NUMÉRO : 7 F. EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS.

# Antilles

LES LIEUX

**LOTO**

c'est pas cher

80, av. du MAIN

**REAL**

MEUBLES  
DECORATION  
CUISSINES







# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

### Les stations des Pyrénées veulent remonter la pente en douceur

**M**ALGRÉ ses attraits, malgré le soleil méditerranéen, malgré les championnats locaux qui ont nom Farnes, Mir ou Lafforgue, la neige pyrénéenne ne fait pas sérieux. Pourquoi ?

L'un dira qu'elle ne tombe pas suffisamment, l'autre qu'elle se change de glace en soupe sans jamais atteindre au moelleux de la poudreuse idéale. Un troisième se souviendra d'incidents techniques dus à la vétusté et, par exemple, de chutes de câbles de téléskis à Peyresourde (Hautes-Pyrénées). Enfin, d'autres feront valoir que certaines stations alpines ont connu ces dernières années des difficultés financières, telles Isola 2000 (Alpes-Maritimes) ou Le Corbier (Savoie). Mais sans mettre pour autant la clé sous la porte, comme cela s'est produit à Asson-Pailhères (Ariège), à Hautacam (Hautes-Pyrénées) ou à Arrous (Pyrénées-Atlantiques). Et puisque l'on compare avec les Alpes, si honnêtes et si enviables au sud de la Garonne, disons que les 42 millions de francs de chiffre d'affaires réalisés en 1979-1980 par les remontées mécaniques des trente et une stations de sports d'hiver des Pyrénées, équivalent grosso modo aux résultats de Tignes et de Val d'Isère réunis.

Ces résultats méritent d'être soulignés d'abord par un enregistrement d'ensemble, qui ne devient concret, à coup sûr, qu'après Noël et au-dessus de 1 000 mètres d'altitude. On peut encore invoquer un relief très marqué qui oblige à installer des remontées lourdes et multiplie les risques d'avalanches.

Pourquoi les pistes de ski des Pyrénées souffrent-elles d'une mauvaise réputation ? On a dit que la neige était mauvaise, que la neige n'est pas au rendez-vous. Apprenons aux Pyrénéens à descendre de vrais montagnards. L'antenne toulousaine à l'aménagement du territoire s'est fait l'écho de ces préoccupations. D'ailleurs, l'hiver n'est plus au gaspillage. M. Jean-Claude Grandin, commissaire à l'aménagement des Pyrénées, fait des comptes crus : « Admettons qu'il faille 30 000 francs de subventions pour créer un lit dans un village de vacances. Celui-ci va être occupé en moyenne cent vingt jours par an. On ne peut donc envisager un emploi permanent pour moins de vingt lits. Faites le calcul : la sidérurgie, même mal gérée, est plus performante sur ce tourisme-là. Dans ce domaine de préférence, nous nous trompons, il n'est plus question de subventionner les vacances des citadins, mais d'aider la vie quotidienne des montagnards. »

Quatre objectifs ont été retenus dans le cadre du plan du Grand Sud-Ouest : une meilleure intégration des stations existantes ; une amélioration de leur remplissage ; la mise en place d'une animation hivernale dans chaque vallée ; un développement du ski nordique. Même son de cloche auprès de M. Michel Chadeau, maître-assistant de géographie à l'université de Pau : « Les grandes stations de ski dépassent les possibilités financières des communes et de leurs habitants, qui risqueraient d'être marginalisées par des bailleurs de fonds extérieurs, dit-il. Il est nécessaire de miser sur un modèle de développement plus doux et plus lent, de ne plus rien construire en altitude, mais de poursuivre l'aménagement du domaine skiable. »

**Vacances-Tourisme (I.V.T.)**, afin que ses habitants profitent du tourisme sans lui être asservis. « Il faut arrêter de singer les Alpes », renchérit d'autres opposants. Cessons de former des montagnards de ski, occupons-nous d'attirer les clients à la découverte de la montagne lorsque la neige n'est pas au rendez-vous. Apprenons aux Pyrénéens à descendre de vrais montagnards. L'antenne toulousaine à l'aménagement du territoire s'est fait l'écho de ces préoccupations. D'ailleurs, l'hiver n'est plus au gaspillage. M. Jean-Claude Grandin, commissaire à l'aménagement des Pyrénées, fait des comptes crus : « Admettons qu'il faille 30 000 francs de subventions pour créer un lit dans un village de vacances. Celui-ci va être occupé en moyenne cent vingt jours par an. On ne peut donc envisager un emploi permanent pour moins de vingt lits. Faites le calcul : la sidérurgie, même mal gérée, est plus performante sur ce tourisme-là. Dans ce domaine de préférence, nous nous trompons, il n'est plus question de subventionner les vacances des citadins, mais d'aider la vie quotidienne des montagnards. »

Une réussite tranchée sur le lot : celle de Saint-Lary-Soulan (Hautes-Pyrénées), qui peut prétendre au titre de première station de ski des Pyrénées. Un téléphérique, deux télécabines, cinq télésièges, dix-neuf téléskis, trente-deux pistes totalisant 70 kilomètres, quinze mille lits, demain des thermes. Une population qui est passée de deux cents habitants dans les années 50 à sept cents aujourd'hui. M. Vincent Mir, maire, P.S., est le modèle du bulldozer dont rêvent les préfets pour ramener une vallée qui se meurt. Ne s'embarrassant pas outre-mesure des règlements et des procédures — ce qui lui valut d'être inculpé depuis 1977 pour infraction —, M. Mir a construit sa commune comme sa propre entreprise de travaux publics. A la poignée, Saint-Lary ne possédait pas de champ de neige. Il est allé les prendre sur le territoire des communes voisines gérées par de vieux paysans, vite convaincus avec le concours de Loisir-

#### Ne plus singer les Alpes

Malgré le feu rouge opposé à un projet de construction de plusieurs milliers de lits dans le secteur de Pau, M. Mir veut créer une piste de ski de fond dans la même vallée. La traversée de cols d'avalanches oblige les skieurs à emprunter un tunnel de 40 mètres de long et de 1,80 mètre de large. L'entêtement de son maire est de toute évidence à l'origine des performances de Saint-Lary-Soulan. « La politique d'équipement de la montagne pyrénéenne suivie jusqu'à présent est un fiasco », rétorque à ce palmarès le doc-

teur Jean Moulin, maire, sans étiquette, de la commune proche de Vieille-Aure. Il constate que Saint-Lary a accueilli une population, mais que le reste de la vallée d'Aure a vu se poursuivre l'hémorragie humaine. « Le genre de développement à tout prix suivi par les pouvoirs publics à Saint-Lary aboutit inévitablement à une hausse du prix des terrains qui chassera les habitants dans des H.L.M. construites pour eux par les promoteurs. » Vieille-Aure lancera un village de glaces écolées et un village de vacances avec le concours de Loisir-

### ÇA ROULE POUR EUX

#### Voyage au long car

**A**VEC un chuintement discret, les portes de l'autocar se ferment, et doucement le lourd véhicule se met en route. Alex, l'accompagnateur, quitte sa liste de passagers des yeux et se tourne vers Jean-Claude, le chauffeur : « Ça ira, on est dans les temps. »

Alex note le nombre de bagages embarqués dans un coin de la liste des passagers, dépile la carte routière d'un geste professionnel (juste les deux plus nécessaires) et regarde encore une fois le tableau d'itinéraire. Un travail précis : les haltes, les vielles, le déjeuner, la route de montagne, l'encombrement à l'entrée de la ville d'art le jour de marché ; tout a été prévu en détail, y compris une petite marge de sécurité.

Les passagers ne le savent pas, mais un voyage en autocar, c'est un long travail de préparation, des dizaines de lettres aux collectivités, aux restaurateurs, un itinéraire soigneusement établi pour éviter les temps morts, varier les centres d'intérêt, tenir compte des routes, prévoir des temps libres pour le shopping. Tout cela soigneusement minuté pour que les clients ne déjeunent pas d'un gigot froid et aient le temps de prendre un apéritif avant.

Eux, ils sont en vacances. Ils ne savent rien de ce minutage. A bord de l'autocar, c'est toute une petite société au complet : chacun a choisi sa place selon son tempérament ; devant, regardant la route et les gestes

du chauffeur avec attention, ceux qui ont réservé leur place depuis longtemps. L'appareil photographique au cou, prêt à sortir à toute vitesse au premier arrêt pour photographier tout ce qui leur tombera sous l'objectif. Un peu plus loin, les voyageurs « acrobates » : le Guide Bleu ouvert, qu'ils consultent pour vérifier que le discours du guide-accompagnateur concorde bien avec leur bible. Il y a même une dame qui prendra note de tout ce qui sortira du haut-parleur. Au milieu du car, le dormeur. Il ne se réveillera qu'aux arrêts pour s'endormir à nouveau après chaque départ. Puis, une petite famille dont les parents ont bien du mal à faire tenir leurs enfants tranquilles. Au fond du car, se trouvent les humoristes. Ils ont vite fait connaissance et commencent à se raconter des histoires, ponctuées de grands éclats de rire.

Dites à Alex, le guide-accompagnateur, que les Français sont des individualistes, et il sera très étonné. Individualistes, certainement pas, grégaires probablement, et, en tout cas indisciplinés. Le chauffeur et lui savent bien qu'un arrêt de vingt minutes signifie une grande déshonneur avant de repartir. Mais que la plupart de leurs vacanciers soient bien embarrassés de la journée libre prévue pour eux dans une grande ville européenne pour qu'ils puissent faire du shopping. La langue étrangère y est peut-être pour quelque chose, mais aussi le besoin de faire partie d'une petite société organisée.

#### Coins salons

On parle peu du voyage en autocar, dont les organisateurs font beaucoup moins de publicité que leurs confrères qui s'occupent de voyages aériens. Et pourtant, ils traitent beaucoup plus de clients, que ce soit en groupes spéciaux à la demande ou en voyages programmés : quatre-vingt-cinq millions de passagers vendus par an pour ces « voyages occasionnels », ainsi que les appelle la F.N.T.R. (Fédération nationale des transporteurs routiers). Ces voyageurs auront représenté 9 % du trafic total en parcourant 7 milliards de kilomètres. Il est vrai que l'on est loin de l'image traditionnelle du « voyage organisé » d'avant-guerre.

A l'époque, les bagages voyageaient sur le toit de l'autocar, tous les strapontins étaient occupés, certains voyageurs « sur les routes », les gens sous le menton, la suspension laissait à désirer, la poussière entraînait par toutes sortes d'orifices dans la carrosserie, et le moteur vomissait, tandis que les passagers chantaient à tue-tête des chansons de corps de garde orchestrées par le guide. Cette image a vécu.

La concurrence et les modes ont passé : aujourd'hui, un autocar est un luxueux moyen de transport climatique, avec sièges inclinables, moquette, parfois réfrigérateur, bar, toilettes, vestiaire, éclairage individuel ; les strapontins ont généralement disparu, les bagages voyagent dans des soutes bien fermées, la suspension est telle que l'on peut se tenir debout sans danger à 100 km/h, et celui qui voyage « sur les routes » n'en sait rien. Il est vrai qu'un autocar coûte de 400 000 francs hors taxe pour un véhicule « standard », à 780 000 francs hors taxe pour un véhicule « grand tourisme ». Il faudra sept ans pour amortir ce véhicule, qui devra être entièrement renouvelé après huit ans de service (ou 400 000 kilomètres).

Pourtant l'autocar est encore un moyen de transport que l'on peut considérer comme bon marché : selon la classe du véhicule, le nombre de kilomètres parcourus dans la journée, le kilomètre/passager coûte de 0,35 F à 0,70 F, tandis que l'automobile revient à 0,41 F pour une modeste 2 CV, à 1 F pour une 12 CV par kilomètre/passager (selon la F.N.T.R.).

Voyager en autocar, ce n'est pas seulement participer à un voyage organisé. En ces temps de carburant coûteux, travailleurs immigrés et jeunes ont été les premiers clients des lignes régulières internationales. Il y a aussi des « coins salons » qui accueillent dans les grandes villes des pays voisins que vers le Maroc ou la Turquie au départ de la France. Les lignes de la péninsule ibérique ont un certain succès, en particulier parce qu'elles permettent de franchir la frontière sans changer de moyen de transport, ce qui n'est guère facile avec le chemin de fer, en raison de l'écartement différent des rails. Et là encore, le coût fait la différence.

Les grandes lignes d'autocar nationales ont tendance à disparaître, mais l'autocar de ligne conserve ses adeptes. Pourvu que vous ne soyez pas trop chargé de bagages, vous pouvez aller un peu partout : 1 kilomètre de route française sur 2 est desservi par l'autocar ; il y a deux cent mille points d'arrêt, vingt-huit mille communes desservies (quatre mille cinq cents par la S.N.C.F.), et 95 % des stations de montagne ne sont accessibles que par ce moyen.

Aussi, malgré certaines revendications, les transporteurs routiers (environ deux mille sept cents entreprises en France) ne s'inquiètent pas trop pour le futur. Certes le prix des véhicules a augmenté de 120 % depuis 1975, mais l'avenir est assuré : le nombre de passagers augmente d'année en année, les groupes sont de plus en plus nombreux (classes de neige, troisième âge, congrès, équipes sportives, comités d'entreprise, etc.), le matériel évolue (carrés-couchettes, matériel vidéo à bord pour distraire les passagers, autocars spécialement aménagés pour des clients particuliers, comme des rampes d'accès pour les handicapés, coins-salons, etc.).

C'est en tout cas un avenir auquel les constructeurs français, très en retard sur leurs concurrents étrangers, commencent à s'intéresser sérieusement.

JOSQUIN BARRÉ

\* Louer un autocar de 55 places pour 2 jours, pour parcourir 300 km par jour, coûte de 3.000 F à 7 % de T.V.A., pour un autocar « standard », à 3.300 F + 7 % de T.V.A., pour un « grand tourisme », par jour.

**la Tunisie**  
Partez en avec ceux qui la connaissent bien

Week-ends sur Tunis, Hammamet, Monastir, Djerba, Zarzis.

Nous vous proposons des formules de vacances de printemps et d'été étudiées et préparées par des gens du pays.

**WEEK-ENDS**  
du vendredi au dimanche  
à 12 000 F  
dans la Baie de Tunis : 1695 F

à Zarzis : 2010 F  
en pension complète (prix T.T.C., véhicules en location, transferts et assurances inclus)

**Tunisie**  
COEUR DE LA MEDITERRANEE  
MEDITERRANEE DU COEUR

Documentation gratuite sur demande

**TUNISIE CONTACT**  
296.02.25 et 296.14.23

### Cologne au pied de sa cathédrale

**A**U bout de l'autoroute, à travers la ville tremblante et diaphane de l'air, les deux fleches semblent naître du sol lui-même, et, telles des fusées jumelles, pointer sans relâche vers le ciel. Puis, à mesure qu'on avance, elles se noient dans le paysage laborieux de la banlieue, et on les perd de vue. Le Rhin à droite, qu'on longe, lante arrière grise, française de péplum, sépare la ville. Soudain, à un détour de boulevard, aériennes et colossales à la fois, elles surgissent toutes proches, alors, écrasant l'environnement. On est enfin devant le joyau de l'Allemagne, le magistral élan de pierre de la cathédrale de Cologne. Fantastique dentelle contenant le visiteur, autant confondre d'admiration à l'extérieur qu'à l'intérieur, où les immenses verrières irradiant leur lumière sur la succession des piliers.

Malgré sa masse — 187 mètres au sommet — la « Dom » fait

penser à une obélisque précieuse, ouvrage, éiselée à l'infini. Triomphe, dans une sage densité de l'art gothique. Ne fût-elle pas d'ailleurs, à l'origine, conçue comme telle : abriter les reliques des Rois mages, rapportées d'Italie et offertes à la ville, en 1164, par Frédéric Barberousse. Il fallait, pour ce don prestigieux qui attirait à lui les pèlerins de toute l'Europe, un digne reposoir. En 1248, commence la construction. Le chœur est assez vite terminé, une tour s'élève, la nef s'élève déjà, quand, brusquement, les travaux s'arrêtent. Faute d'argent, de passion, de foi ? Pendant trois cents ans le chantier restera inachevé ; la puissance charpentée est vide. Il faudra l'engouement romantique du dix-neuvième siècle pour plaider en faveur de sa finition. Le roi de Prusse inaugure la reprise, le plan original est totalement respecté. A des siècles d'intervalle, les ciseaux des sculpteurs s'activent

à nouveau, et restituent à la tradition, colonnades, statues placées à de vertigineuses hauteurs, arcs-boutants, pinacles. En 1980, solennellement, la ville prend possession d'une cathédrale née six cents ans plus tôt.

Tout à Cologne, commence avec les Romains. Infatigables conquérants, mais aussi bâtisseurs appliqués. Sous leur impérieuse colonisation de la Rhénanie se fait à grands pas. La ville, prospère, se civilise. Les Germains, à leur suite, lui donnent son rôle de cité-secrétaire des élites. Elle se fera, qu'on croira, Charlemagne en fait un siège archépiscopal : les églises fleurissent, le style roman s'épanouit partout : les Saints-Apôtres, Saint-Pantalon, Saint-Séverin, Sainte-Marie-du-Capitol, Cologne est appelée la « Rome du Nord ».

DOMINIQUE VERNON.

(Lire la suite page 14.)

### N'en rêvez plus... Partez !

Vols à tarifs réduits en charter

Turquie	81.1750 F	Chine	221.11900 F
U.S.A.	151.4950 F	Israël	81.2100 F
Grèce	81.1630 F	Inde-Népal	191.6350 F
Mexique	221.6050 F	Kenya	151.6500 F
Maroc	81.1750 F	Egypte	151.3750 F
Tunisie	51.1750 F		

Pris comprenant : voyage par avion, séjour à l'hôtel ou au centre de vacances, ou circuit découverte et selon les cas les repas, P.N. au 20.2.80, brochure gratuite « Vacances 80 » chez votre agent de voyages ou à :

**payscope International**  
6 rue de la Paix  
Paris 75002  
Tél. 261.50.82

nom \_\_\_\_\_  
adresse \_\_\_\_\_  
ville \_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_

**jsf Voyages en**

## CHINE

19 circuits à partir de 10.600 F  
Prochains départs 17 avril 1980, 8 mai 1980 et 7 juin 1980.

**Jeunes Sans Frontière**  
5, rue de la Banque 75002 PARIS  
(Métro Bourse) Tél. 261.53.21.  
36, rue des Bourdonnais 75001 PARIS  
(Métro Châtelet) Tél. 236.31.62.

Lire 1/804



## Les stations des Pyrénées

(Suite de la page 11.)

Donc, plus d'injections massives de capital et de béton. Fini les projets « alpins », tel celui qui prétendait marier les stations de Saint-Lary, de Barèges et de La Mongie. On utilisera ce qui existe, comme le prouve l'exemple d'Ax-les-Thermes-Bonassac, où la modernisation réussie des pistes et des remontées semble pouvoir s'appuyer sur l'activité thermique, afin de composer de vrais produits touristiques d'hiver.

L'aménagement « nouvelle vague » se révèle être un travail de fourmi. Ainsi, à Prades (Ariège), village de cinquante-cinq habitants qui s'éteint doucement, la création d'un foyer de ski de fond d'une capacité de trente personnes a procuré du travail à deux jeunes, qui ont suivi une formation de moniteur. La salle de classe, désaffectée, a été aménagée et la vachère y présente des dispositifs sur ses bêtes et les moniteurs des films sur le ski. La greffe prendra peut-être. « C'était ce ou merr », déclare M. Yves Rivière, maire, sans étiquette, de Prades.

Autre genre de réponse, l'appropriation collective mise en place à Val-Louron (Hautes-Pyrénées). Le président du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM), M. Henri Litrouet, conseiller général, appartient au parti socialiste, comme son voisin, M. Vincent Mir. Toutefois, la station de Val-Louron, elle, mériterait le qualificatif de « socialiste ». Les seules communes qui composent le SIVOM se sont mises d'accord pour lancer un tourisme à la fois social, avec les associations Renouveau, Léo-Lagrange, France et Franches Camarades, et traditionnel. Le sol reste la propriété communale grâce à des baux emphytéotiques de quatre-vingt-dix-neuf ans. Les copropriétaires s'engagent à laisser l'Office du tourisme louer leurs appartements en leur absence. Les annués d'emprunt sont répartis entre les lits. Ainsi, en 1980, chaque lit contribuera pour 1200 F au développement de la station et bénéficiera en retour de l'utilisation des re-

montées, du tennis, du déneigement et du ramassage des ordures. Un programme de cent vingt gîtes éparpillés dans le fond de la vallée a permis de rouvrir une ardoisière, la coopérative laitière et la coopérative boulangère marchent bien. Un médecin est revenu s'installer sur les bords du Louron. On espère une gendarmerie.

Les Pyrénées se cherchent. On leur dit, à juste titre, qu'elles n'ont pas de complexes à éprouver à l'égard des Alpes, à condition de ne pas les copier (3). Elles doivent toutefois rénover l'image qu'elles donnent à l'extérieur (3).

### De solides atouts

Elles disposent pourtant de tels atouts ! Leurs tarifs d'abord, puisque la pension complète dans un hôtel trois étoiles (N.N.), avec forfait remontées mécaniques, coûte en pleine saison 1050 F pour sept jours, à Ax-les-Thermes-Bonassac. Il y a le soleil, au moins aussi précieux pour le skieur que le « schuss » ; il est plus garanti de la Pierre-Saint-Martin à Font-Romeu que la neige. Enfin, il y a l'accueil. A l'heure où les stations se tournent vers les stations de sports d'hiver « villages » pour y retrouver les contacts humains que leur refusent les mines à ski, les Pyrénées sont, de ce point de vue, remarquablement placées.

ALAIN FAUJAS.

(3) Journal Sud-Ouest, « Pyrénées blanches », 19, 20, 21, 22 et 23 novembre 1979.  
(3) La Fédération pyrénéenne des stations et centres de sports d'hiver dont M. Urbain Gessner, maire de Barèges, décédé en 1979, était la cheville ouvrière, est actuellement cotée de se moderniser ou de disparaître.

## Résidence tertiaire

PROPOSER un logement dans une station de sports d'hiver ou dans une station balnéaire 30 % moins cher que le prix pratiqué habituellement, tel est le pari de Pierre et Vacances, spécialiste de l'immobilier de loisirs, qui a commercialisé depuis plusieurs mois sept cents appartements à Avoriaz, Chamonix et Antilles. La formule diffère à la fois de la résidence traditionnelle et de la propriété dite « spatio-temporelle ». Elle a été baptisée par ses promoteurs : Nouvelle Propriété.

Comment peut-on ainsi diminuer le prix des appartements ? « Nous proposons aux acquéreurs, explique-t-on à Pierre et Vacances, de leur avancer la T.V.A. Nous garantissons également le paiement de neuf ans de loyers... au bout de neuf ans, les nouveaux propriétaires achètent un logement meublé, qu'ils occuperont sans payer de charges durant six à sept semaines par an : trois à quatre semaines en haute saison, une en moyenne saison, une en basse saison. Ces périodes d'occupation peuvent changer chaque année. D'autre

part, une bourse d'échanges fonctionne entre propriétaires, afin de permettre de passer l'hiver à la montagne et l'été à la mer ou inversement.

Les loyers peuvent être déduits des impôts en raison des intérêts que les propriétaires doivent payer. Les acheteurs peuvent obtenir un crédit de 100 % du prix total. Un deux pièces à Avoriaz coûte 234 000 francs, à Antilles 279 000 francs, à Chamonix 195 000 francs. Le montant des mensualités : 2 700 francs par mois durant quinze ans.

Ces nouveaux propriétaires semblent être parisiens. Leur revenu atteint 15 000 francs par mois. Ils sont jeunes, quarantaine ans environ, membres de professions libérales, ne veulent pas avoir le souci d'entretien d'un logement et « veulent trouver tout prêt lorsqu'ils arrivent ».

Ce produit haut de gamme n'est pas à la portée de toutes les bourses. Il s'agit, en fait, soit d'une résidence tertiaire, soit d'un placement immobilier.

★ Pierre et Vacances, 54, avenue Marceau - 75008 - Tél. : 733-61-43.

## ZERMATT DANS LE CERVIN

# Les Bourgeois des neiges

A U fin fond du canton du Valais, Zermatt possède, avec Chamonix, le plus bel ensemble de « plus de 4 000 », dont le second, plus haut sommet d'Europe, le mont Rose, 4 814 mètres. Mais le Cervin (4 778 m) ou plutôt, puisque nous sommes en pays suisse, le Matterhorn, est isolé au milieu d'eux comme une immense pyramide, sombre et magique, vaincue pour la première fois en 1865 par l'anglais et montagnard anglais Edward Whymper. Quatre de ses compagnons trouvèrent la mort dans cette expédition légendaire. Au milieu alpin de Zermatt, on peut voir la corde fatale qui, en se rompant, a fait basculer dans le vide un guide chamoisard et trois jeunes Anglais, dont un pasteur et un lord.

### Les treize familles

Qui sont ces bourgeois ? Les plus anciens habitants de la commune, dont la généalogie remonte obligatoirement au début du dix-septième siècle, date à laquelle les gens de « Zur Matt », leurs ancêtres, rachetaient à divers seigneurs du Valais toutes les terres qui s'étendaient du village aux sommets, comprenant alpages, forêts, korrens, chamois, bouquetins et marmottes. Treize familles ont subsisté jusqu'à ce jour, représentées par quinze cents personnes qui portent toutes les mêmes noms : Audenblaken, Firrer, Krönig, Tangwälder, Lauber, mais où dominent les Julien et les Biner.

Aujourd'hui, l'ascension du Cervin n'est plus qu'une promenade pour alpiniste débutant. Des « cabanes » — refuges — confortables ont été construites au pied de la pyramide. On peut admirer toutes ses faces en hélicoptère. D'admirables pistes de ski côté suisse et côté italien, entourent sa base toujours enneigée... A qui appartient cette montagne ? La question paraît absurde dans tout autre pays que la Suisse, où l'on a un sens aigu de la propriété. De fait, un procès oppose la commune aux « bourgeois » de Zermatt pour la possession des rochers, glaciers et moraines qui s'étendent autour du village, aussi loin que la vue peut s'étendre, c'est-à-dire jusqu'aux neiges éternelles.

de pâturage, c'est dans ce fond de vallée longtemps inaccessible que la tradition s'est maintenue avec le plus de force. D'autant plus que les intérêts en jeu représentent, avec le développement du ski, plusieurs milliards de nos centimes.

Malgré le chemin de fer qui monte de Brigue et Viège depuis 1891, malgré, depuis une vingtaine d'années, les centaines de milliers de touristes qui, à longueur de saison, grimpent ou glissent sur les sommets, les bourgeois de Zermatt ont accru leurs pouvoirs. On ne peut rien entreprendre sur leurs vastes possessions sans leur participation. Ce sont eux qui ont créé les premiers hôtels, ce sont eux qui ont lancé et financé les skilifts et téléphériques.

Actuellement, leurs biens sont évalués à une centaine de millions de francs suisses, comprenant cinq hôtels, dont un palace, le Zermatterhof, une usine d'électricité, la distribution des eaux, une société de téléphérique, la Schwarzwasser, où ils sont partout majoritaires. Zermatt, qui ne vit que du tourisme, totalisait avant la guerre vingt mille « nuitées » par an : en 1979, un million trois cent mille.

Longtemps colonisé par les Anglais que l'on voyait encore, il y a vingt ans, déambuler en smoking dans l'unique rue du village par — 30 degrés, Zermatt ne reçoit plus en écrasante majorité que des Suisses, victimes et triomphateurs de la valeur de leur franc.

Pour accueillir cette foule qui, un samedi à l'autre, trouve à louer d'innombrables, de trop nombreux appartements ultra-confortables, la bourgeoisie a bien fait les choses. Laisant à la commune les tâches moins nobles — et moins rentables, — comme l'épuration des eaux, l'entretien des routes, les équipements publics ou le ramassage des ordures, les bourgeois ont lancé presque tous les programmes de remontées mécaniques. Leur dernière réalisation : le téléphérique du Klein-Matterhorn (le petit Cervin), le plus haut d'Europe, à 3 830 mètres, inauguré cette saison. Ils ont lutté pendant quinze ans pour être majoritaires dans cette réalisation spectaculaire qui, justement, concernait une pointe rocheuse disputée par la commune. Le procès pour le mont Cervin est né de la querelle autour du petit Cervin.

### Tomber anglaises

Sur le procès en cours, qui risque de mettre en danger une grande partie de leurs possessions, ils refusent de parler. Les familles municipales — mais le maire, ou plutôt le président de la commune, est lui-même bourgeois — disent que les bourgeois le perdront. Les chartes des seizième et dix-septième siècles ne sont pas assez précises pour ne pas permettre à un juge d'y trouver des failles. Qui pourrait prévoir, il y a près de quatre cents ans, qu'avec l'eau des glaciers on ferait de l'électricité et qu'en posant des pylônes apportés par hélicoptères sur les plus hautes rochers, on gagnerait de l'or ? Ce sont eux, les bourgeois, qui ont domestiqué cette montagne, qu'ils connaissent mieux que personne.

Dans le petit cimetière, sur les tombes couvertes de neige, on brûle de petites lampes à huile, les noms des bourgeois mêlés à ceux des alpinistes anglais. Du siècle passé sont accolés à la même stèle : un au Matterhorn, tué au Weisshorn. Superstitieux en diable, ces catholiques, plus puritains que tous les calvinistes réunis, restent persuadés qu'à intervalle régulier, apparaît sur la place de l'église un fantôme qui porte sur son épaule l'objet symbolique qui désigne la personne qui mourra dans l'année. Dans les « cabanes » de haute montagne, ils renouent à la course si quelque apparition nocturne leur en donne le conseil.

Les gens de Zermatt ont obtenu que les voitures s'arrêtent à 5 kilomètres du village. Prétendant une loi fédérale, ils ont interdit que des étrangers — puissent acheter appartements ou chalets. Ils affirment que les banques, qui prêtent en Suisse à des taux très bas, n'ont aucune influence sur leurs décisions. Ils se sont arrangés, enfin, pour que le millier de travailleurs immigrés qui travaillent dans la station n'aient qu'un statut de saisonniers.

Cette insularité contraste avec les quelque quinze mille touristes qui peuvent vivre à Zermatt chaque jour. Gens de passage qui, en devenant sur ce village de trois mille cinq cents habitants des fortunes, renforcent le pouvoir de structures antiques, dont le fonctionnement devrait intéresser les spécialistes de l'économie. Ce que défendent les bourgeois contre la commune, ce ne sont pas « quelques arpents de neige ». C'est, en quelque sorte, les droits archaïques de l'histoire paradoxalement valorisés par la société de consommation et la civilisation des loisirs.

GUY DUMUR.

(Publiété)

**APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE**

Université de Vienne  
Cours d'allemand pour étrangers  
3 sessions :  
du 7 juillet au 30 septembre 1980  
pour débutants et avancés  
(6 degrés)

**LABORATOIRE DE LANGUES  
EXCURSIONS, SOIRÉES**

Droits de cours et d'inscription  
pour 4 semaines à partir 1.200  
(tarif 33 FF change déc. 1979)  
Prix forfaitaires : (inscription,  
cours, chambre) pour 4 semaines  
à partir 5.150 (tarif 1.735 FF change  
décembre 1979).

Programme détaillé :  
**WERNER INTERNATIONALE  
HOCHSCHULEN**  
A 1010 Wien Universität.

**collection guide mondial**

Amérique Centrale  
Amérique du Sud  
Brésil  
Canada

Chine  
Egypte  
Extrême-Orient

Inde du Nord  
Inde du Sud  
San Francisco

Une introduction vivante. Un choix judicieux.  
Des hauts lieux touristiques. Géographie - Histoire - Religion - Art.

Office du livre **MJO** Hall d'exposition, 192, avenue Victor-Hugo  
75116 PARIS — Tél. 504.26.30.  
En vente dans toutes les librairies

**Le Monde des PHILATELISTES**  
OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Le numéro d'avril  
vient de paraître (88 pages)

Philatélie aux T.A.A.F.

La méthode  
du « noir absolu »

L'illustration des timbres  
français de 1980...  
... et les nouveautés  
du monde entier

En vente dans les kiosques  
à partir du 3 du mois : 7 F  
Numéro spécimen sur demande :  
11 bis, bd Haussmann, 75008 Paris.

**VACANCES VOYAGES 80?**  
fêtes  
LE TOUR DE FRANCE  
DES FÊTES ET FESTIVALS

dans le n° 14 des dossiers de  
**l'étudiant**  
EN VENTE PARTOUT 12 F

**VACANCES VOYAGES 80?**  
avion  
LES MEILLEURS TARIFS SUR  
100 DESTINATIONS

dans le n° 14 des dossiers de  
**l'étudiant**  
EN VENTE PARTOUT 12 F

**Découvrez l'Amérique du Sud**

Mexico 2990 F  
Caracas 3710 F  
Bogota 3990 F  
Quito 3940 F  
Lima 4590 F  
Santiago 5850 F  
Buenos Aires 5480 F

Prix A/R, départ  
de Paris, Bruxelles, Luxembourg

**EL CONDOR**  
28, rue Dalambre, 75014 Paris  
Tél. : 322.30.26.  
\*Voie les U.S.A.

Je souhaite recevoir votre documentation  
"Amérique du Sud"

Nom :  
Adresse :  
Ville : Code postal :

**VACANCES VOYAGES 80?**  
stages  
1500 ADRESSES  
D'ARTISANS

dans le n° 14 des dossiers de  
**l'étudiant**  
EN VENTE PARTOUT 12 F

مكتباتنا الأصل



## Ski de fond

# L'U.R.S.S. sur les traces de Simiatov

LES victoires de Nikolaï Simiatov dans les épreuves de ski de fond des 30 kilomètres puis des 50 kilomètres et dans les relais quatre fois 10 kilomètres des Jeux olympiques de Lake Placid ont enthousiasmé des dizaines de millions de fondeurs soviétiques. Assemblés à la foule de leur champion qui luttait sur territoire américain contre ses traditionnels adversaires suédois, finlandais et norvégiens, les télé-spectateurs de Moscou, de Leningrad et de Tbilissi ont assisté, admiratifs, à sa consécration.

Le ski de fond, en Union soviétique, est un véritable sport national. Chaque vendredi soir, dans les gares de Moscou, des milliers de voyageurs tentent de ranger dans les étroites wagons leurs longues spatules. Dans le métro de Leningrad, on se presse, à la main, pour sortir de la ville et chausser les « planches ». A Kaliningrad, sur la route de Moscou à Leningrad, quelques dis-

mes de mètres suffisent pour se retrouver sur la Volga gelée et recouverte de neige.

« Le dimanche, Kaliningrad se vide », explique M. Boris Chukrov, le responsable régional de l'Inkourts de cette cité de quatre cent vingt mille habitants : une personne sur deux pratique le ski de fond pendant l'hiver. La banlieue de Kaliningrad est d'ailleurs tissée d'une multitude de traces qui partent dans toutes les directions. S'engager dans une des immenses forêts qui entourent la ville relève plus de l'aventure que de la simple promenade. Chaque fondeur soviétique, selon son tempérament et sa force, aime faire sa propre trace, qui s'inscrit aléatoirement dans une neige pulvérisée et d'une exceptionnelle qualité. Jamais sur les pistes de fond françaises, suisses ou autrichiennes un skieur n'éprouvera une telle sensation de légèreté et de facilité en passant sur ses bâtons.

Ici la neige vole sous les spatules. L'air sec et froid — la température avoisine souvent les -20°C ou -25°C — semble pourtant réchauffer le visage après chaque foulée. Enfin, malgré la multitude des fondeurs qui s'engagent chaque semaine sur la neige, on se retrouve subitement isolé, au cœur d'un immense espace scintillant au soleil.

### Trains de santé

Sur le quel de la petite gare du village de Tchoupravovka, situé à une dizaine de kilomètres de Kaliningrad, les « trains de la santé » dévalent, du mois de décembre à la fin du mois de mars, leurs convois de skieurs. A quelques mètres des rails, des traces conduisent directement aux pistes de cette mini-station. Porte de l'aventure, Tchoupravovka, qui est déjà l'une des principales bases sportives d'un grand club soviétique, devrait développer prochainement ses

installations et ses pistes pour accueillir des fondeurs étrangers. Les responsables soviétiques du tourisme voudraient rapidement aménager quelques sites afin de recevoir une clientèle européenne et américaine « dépourvue d'espace ».

Grâce à sa foule victorieuse, Nikolaï Simiatov, titulaire de trois médailles d'or, a rappelé aux fondeurs du monde entier que son pays est le principal réservoir mondial de skieurs de fond et que l'Union soviétique dispose sur son territoire de sites exceptionnels pour la pratique de ce sport.

CLAUDE FRANCILLON.

## L'Orient-Express ressuscité

LES nostalgiques de l'Orient-Express peuvent à nouveau parcourir le monde dans de « grands trains express de luxe ». L'expérience a débuté en 1976 avec le parcours Zurich-Constantinople, sur l'Orient-Express restauré par une agence suisse qui a racheté douze wagons du fameux train.

comme de véritables « croisières », les voyageurs sont conviés à des « dîners de gala », « dîner du capitaine ». A l'occasion des séjours les plus longs, des nuits dans les hôtels sont proposées ainsi que des visites des villas, châteaux, musées.

L'ensemble des voyages organisés est aujourd'hui réuni dans une brochure spéciale où sont proposés les trajets suivants : ligne de Tende (du 1<sup>er</sup> au 4 mai), Zurich-Bordeaux-Reims (du 26 au 31 août), Zurich-Munich-Constantinople (du 8 au 13 octobre), Zurich-Milan-Zurich (26 octobre). Transsibérien : plusieurs voyages au mois de septembre. Train bleu en Afrique du Sud (du 8 au 28 novembre).

La société suisse a progressivement racheté depuis 1976 les anciennes voitures de l'Orient-Express et les grands trains des années 20 : la voiture-restaurant à Monte-Carlo, sept voitures de type grand luxe de 1929, trois voitures Pullman de 1929, une voiture-restaurant du Sud-Express de 1926. Tous ces wagons ont été sauvés de la démolition et restaurés.

\* Pour tous renseignements, s'adresser à Lavanchy Voyages S.A., 15, rue du Bourg, 1002 Lausanne, tél. : 20-36-31.

### LE TOUR DU MONDE

#### LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise, 75002 Paris  
Tél. : 261-82-70

Deux départs :

— Du 2 août au 29 août 1980 :

Prix : 14.820 F  
— Du 27 septembre au 28 octobre  
Prix : 16.280 F

# PANORAMA IMMOBILIER

**Le calme, des jardins intérieurs, le luxe des appartements, le prestige d'un quartier privilégié vous feront choisir**  
**Les Ambassades Saint-Dominique**  
96/98, rue Saint-Dominique - Paris 7<sup>e</sup>  
3-4-5 PIÈCES ET DUPLEX  
tous les jours (sauf dimanche et lundi)  
de 14h à 19h. Visites sur rendez-vous  
705.69.11

**COTE D'AZUR - Face à St-Paul-de-Vence**  
A la Côte-sur-Loup, 1800 m, 3500 m<sup>2</sup>, jardin de 1.200 à 3.500 m<sup>2</sup>, documentation sur demande à :

**LES MAS DE LA ROUGIERE**  
24, av. Maréchal - 06000 Nice tel. (09) 97.20.63  
Résidence PROMODIAL  
4, av. de la Vole romaine 06000 Nice tel. (09) 90.45.54

**LES JARDINS DE MONTELEURY**  
Une petite résidence de charme, en centre, en ville, à deux pas de la mer.  
28 appartements  
134 Pièces  
grand confort

**SAINT-MAXIME** Pieds dans l'eau  
Face au golfe de Saint-Tropez  
Petite résidence de 6 logements avec accès privé sur la plage  
Station et 2 piscines entièrement meublées (chauffée, linge) de 225.000 à 280.000 F  
**LA MAISON DE LA MER**  
254, av. de la Lézarde, 06000 NICE - Tél. : (09) 71.26.61

**Presqu'île de St-Tropez** A 300 m de la plage de Tabati  
Vue directe sur mer, parc de 2 ha, luxueuses résidences, piscines, tennis  
**LES JARDINS DU PINET** - Visite sur place route de Tabati  
Rambouillet - Tél. : (94) 87-10-48  
BMOOM - 150, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS - 359-00-89

**LES ORRES** Sports d'hiver. Sports d'été.  
**VOTRE APPARTEMENT "TOUTES SAISONS"**  
"La Chamolière"  
STUDIOS ET 2 PIÈCES  
AVEC COIN-MONTAGNE

Prix très compétitifs  
qualité et standing  
NORTHWOOD.

Renseignements et vente :  
"LES GRADINS"  
05200 LES ORRES  
Tél. (92) 44.01.60 / 44.00.29  
Tous les jours de 10 h à 12 h  
et de 16 h à 17 h  
A Paris : Tél. 359.46.75

**Valmorel**  
Tarentaise/Savoie/1400 m  
River - Été

Achetez un appartement  
à votre disposition  
4 semaines en hiver  
et 3 semaines en été  
et toute l'été saison  
(il sera loué le reste  
du temps).

**La copropriété conventionnée**  
Aucune charge à payer,  
en bénéficiant  
d'un revenu net.

Renseignements:  
Alpes Réservations  
58, rue Maurice Ripuche  
75014 Paris. Tél. 539.22.37

**INVESTISSEZ DANS LES PYRENEES CATALANES**  
**LES ANGLÉS** 2.400 m<sup>2</sup>  
1.600 m<sup>2</sup>  
A 85 km de Perpignan, à 170 km de Toulouse, à 200 km de Barcelone  
**La RESIDENCE**  
*Le Mouraillon*

33 APPARTEMENTS :  
Studio - 2 pièces - 3 pièces et duplex  
Double exposition  
Lac, vue village et montagne  
STUDIOS à partir de 125.000 F  
2 PIÈCES à partir de 185.000 F  
Financement crédit 80 %  
EXC. RAPPORT QUALITE-PRIX  
RENDREMENT LOCATIF ELEVÉ  
Livraison décembre 1980

Réalisation et vente : GERPIN  
8, rue de l'Église - 66000  
PERPIGNAN - Tél. (08) 51-41-82  
Sur place AGENCE 2000  
Résidence La Muta - 66210 LES  
ANGLES - Tél. (08) 04-42-49

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE

NOM .....  
ADRESSE .....  
Tél. domicile .....  
Intéressé par studio ☐ 2 pièces ☐ 3 pièces ☐ Duplex ☐

**POUR VENDRE OU ACHETER UN FONDS DE COMMERCE DE PARTICULIER A PARTICULIER SANS COMMISSION...**

**LISEZ icf** INDICATEUR DES COMMERCE DE FRANCE  
134, RUE SAINT-HONORE  
75001 PARIS  
Tél. : 262 24 03

**COTE D'AZUR VAROISE A CAVALAIRE**  
Tout près du port et des plages  
**LE MAYA**  
RESIDENCE GRAND STANDING  
STUDIO à partir de 150.000 F  
- T2 - T3 -  
Documentation gratuite sur demande  
SCI LE MAYA 30, rue Chappier 83000 TOULON Tél. (94) 93.00.13  
ou 3, rue de Verdun 83120 STE MAXIME Tél. (94) 96.15.11

**COTE D'AZUR VAROISE A CARQUERANNE... entre TOULON et HYERES**  
Tout près du port et des plages  
**Les arcades fleuries**  
RESIDENCE STYLE PROVENÇAL  
28 APPARTEMENTS DU T1 au T5  
S.C.I. Les Arcades Fleuries 30, rue Chappier  
83000 TOULON Tél. (94) 93.00.13

A 15 mn. de Cannes

**GRASSE UN PARFUM DE CALME**

**RESIDENCE ROSELAND**  
Une résidence de luxe de 40 appartements  
au cœur de la ville  
Avenue du 11-Novembre 06130 GRASSE  
Bureau de vente sur place tous les jours  
Tél. 93-36-16-39  
Une réalisation : Jean RAVERA  
20, avenue Montclair 06100 NICE  
Tél. : (93) 51.56.60

**à NICE, le vrai luxe c'est Cimiez**  
**Villa LYDIA**  
68, bd de Cimiez 06000 NICE

Dans un parc de 5000 m<sup>2</sup>  
quelques appartements  
de très grand standing

Commercialisation  
AGENCE CENTRALE  
12, place de Gaulle  
06000 ANTIBES  
Tél. (93) 76.82.40

Promotion  
POLYCOM  
MEDITERRANEE

**LA CROISSETTE**  
23 ans de  
Coursées sur mer  
destinée à  
4 pièces et duplex

La Croisette est une des dernières résidences construites à 0 m de la mer.

**VENEZ VISITER L'APPARTEMENT TEMOIN**  
SERRAVALLE, face au littoral 14000 CAEN Tél. 0238.28.12

**2 REALISATIONS "PLEIN SOLEIL"**  
**LES TERRASSES** Villes et plages  
Vue imprenable sur la baie

**MAS DU LEVANT** Mas 2 et 3 pièces  
en bord de mer

**LES HELIADES**  
Des appartements  
de 1 à 3 pièces  
sur le port  
et à proximité des plages,  
Orientation Sud

**LIVRAISON IMMEDIATE**  
Commercialisation : Cabinet MORLOT, Quai d'Azur  
34300 Cap d'Agde, Tél. (67) 94.75.66

**BARBARO et Cie vous propose en ROUSSILLON**  
dans les ALBERES  
à 10 km  
d'Argelès/Mer

**VILLAS DE GRAND STANDING**  
AVEC VUE SUR MER  
ET  
PARCELLES DE TERRAIN BOISE VIABILISÉES  
immédiatement constructibles, de 500 à 800 m<sup>2</sup>  
BARBARO et Cie - 73 bis, av. Niel, 75008 PARIS  
Tél. : 380.56.56 / 380.77.99

**En Roussillon à Port-Barcarès**  
**Le Soleil Levant**  
Une réalisation de qualité face à la mer, sur la plage,  
dans une station moderne, centre de tourisme et de loisirs.

**APPARTEMENTS du STUDIO au 4 PIÈCES**  
Disponibles. Prestations soignées.  
**pour moins de 5000F le m<sup>2</sup>**

Documentation : HOME-VACANCES.  
(10 ans d'expérience de l'immobilier sur Port-Barcarès)  
Résidence Le Solaire, 66400 PORT-BARCARÈS, Tél. (16.68) 96.06.12

**AU SOLEIL ! COSTA BRAVA**  
**PROFITEZ DE LA BAISSE DE LA PESETA**

- Terrain à partir de 28.500 F
- Studio avec garage 69.500 F
- Terrain avec maison 10 m. 78.000 F
- Villa à partir de 98.000 F

Possibilité de crédit jusqu'à 80 %

**FRAS VOYAGE et SEJOUR POUR 2 personnes déduits en cas d'achat**  
Pour tous renseignements, retourner ce bon à :  
FUNDAMENTA, Place San Pedro, 4, Roses, Gérone, Espagne  
Tél. (191) 34-72/25-68-54

NOM .....  
Adresse .....



# Hippisme

## Tribune présidentielle

Le goût présidentiel des entours microcosmiques nous a valu, dimanche, d'assister au prix du Président de la République, dans la tribune de ce dernier aux côtés de cinq confrères, autant de parlementaires, les présidents des sociétés de courses, l'état-major des Haras nationaux, une dizaine d'éleveurs, d'aux épouses de jockeys en diamants et manteaux de fourrure, des dames propriétaires en petits tailleurs, et quelques généraux. Les communi- cations élysées avaient aussi annoncé le roi du Maroc. Il ne vint pas.

« Une petite grippe », nous dit, sans excès d'effort d'imagination, son ambassadeur à Paris.

A défaut du roi, son second fils, du moins, était là : un garçon noir de poil et d'œil, le visage rond, l'air un peu triste, tout le portrait de son père jeune homme.

On crut d'abord déceler la véritable raison de l'absence royale. Un groupe de Marocains scandait, sous la tribune : « Rachid... Rachid... Rachid... ».

Peu au fait des problèmes du Maroc, nous fûmes de ceux qui imaginèrent que ce pays, aussi, avait à faire face à des revendications paysannes. Affreuse bévue : le petit prince s'appelle Moulay Rachid.

Toujours tort en thème — et, en outre, mieux placé, — le président avait compris qu'il n'y avait rien d'agréable dans la manifestation. Il fit donc venir le jeune prince à sa droite. Plus tard, il se retira même derrière lui, pour lui laisser l'exclusivité de l'hommage.

Une impression générale : le libéralisme des services de protection de l'Elysée est — à la demande, dit-on, du président lui-même — inouï : pas un fitz-trage dans la foule bruant des télobjectifs à 15 mètres au pied de la tribune ; pas une tentative pour faire faire quelques quolibets dans les toutes en goguette ont le secret.

Pour qui, comme nous, resté à la vigilance mus-

ciée et sans faille des déplacements gaulliens, c'était une vision d'une autre planète, à onze années lumière de distance. Il est vrai que, au temps de l'autre planète, il y avait l'O.A.S. et que la carrure présidentielle réunissait de multiples cibles. Comme l'écrivit Pierre Rouanet, citant Stendhal, dans les *Trois Derniers Chagrins du général de Gaulle* : « Le plus grand bonheur qui puisse arriver à un grand homme, c'est d'avoir des ennemis cent ans après sa mort... ».

Autre impression générale : la tribune présidentielle d'Auteuil, c'est bien, sauf pour les courses. On y voit fort bien le président. On entend une partie de ses propos (il s'est longuement fait expliquer, après la course, par Morin, le jockey du vainqueur, pourquoi celui-ci s'était, au début, laissé reléguer en queue de peloton ; il a interrogé des petits apprentis de l'école des jockeys sur leurs études et leurs espoirs ; il a levé les

### Se faire applaudir, une fois l'an...

Une fois l'an, par conséquent (alors que la visite de dimanche succédait à trente-deux années d'absence), le chef de l'Etat, à l'occasion d'une course qu'il patronne, venait se faire applaudir sur la terrasse de ce petit pavillon, d'ailleurs conçu pour attirer les regards que pour élargir ceux qui s'y exercent.

La télévision intérieure aidant, nous avons tout de même pu constater, après la course, que : Moulay Rachid aurait gagné sans une faute à la dernière haie ; Fiorini, absent des pistes près d'un an, n'est pas éloigné d'une grande victoire ; Reasonable Chole, le vainqueur, n'a pas fini d'alimenter le compte en banque suisse de son propriétaire.

Mais la véritable vedette de la journée, sur la piste, a été *Highball*, que feu Henri Levasque avait acheté, essentiellement, pour réintroduire un peu de sang, pur, dans son

yeux au ciel quand le président de la Société des steeple, Alain du Brail, lui a exposé la crise des effectifs, et qu'il n'y a plus assez d'hommes formés pour assumer la charge d'assez de pur-sang : il a parlé des courses de Rouen avec son fils Louis, qui en est un des animateurs, Jean Lecanuet et le président du Syndicat des entraîneurs, Hubert d'Allières, né dans la même rue que le maire de Rouen, etc.).

Mais, pour ce qui est de voir les chevaux, rideau (au sens propre). Pardon au président : sa tribune a des celliers ; les cotés, trop proches, limitent le champ de vision à une étroite partie centrale du parcours. Explication : quand Auteuil a été construit, les présidents n'y venaient pas pour voir les courses, mais pour s'y faire voir. La télévision ne dispensait pas encore des apparitions en public, et la presse illustrée commençait tout juste à permettre leur espacement.

élevage de trotteurs. Voilà probablement la gagnante de la future Grande Course de haies. Autres vedettes : les chiffres. Le P.M.U. a de nouveau battu dimanche, ses records de recettes : 188 983 000 F de jour, contre 188 778 000 F lors du Prix d'Amérique, à Vincennes, fin janvier.

Lundi prochain, réouverture de Longchamp. A l'enclosure, les regards se porteront sur Nelson-Bunker Hunt, propriétaire de la plus grande écurie « In the world », dont plusieurs des meilleurs chevaux sont entraînés en France. La presse américaine a exposé que le récent spéculateur sur l'argent métal était son fait, et que, n'ayant pas réalisé son bénéfice à temps, il y avait, en fin de compte, perdu plus de 100 millions de dollars. Pas trop de soucis tout de même : le colosse n'a pas des sabots d'argile.

LOUIS DANIÉL

## Cologne au pied de sa cathédrale

(Suite de la page 11.)

Pour s'en rendre compte, de nos jours, il suffit de traverser le fleuve sur le Deutzer Brücke. L'immense panorama est alors saisissant : la rive d'en face est rythmée de clochers, pointus ou carrés, de tours à bulbe, de clochetons groupés ou éparés, de campaniles surmontés de croix. Horizon grandiose, bariolé à la verticale des témoins d'une religion qui se découperait ainsi, en plein ciel. En contrebas, à l'amarre, un bateau blanc à fleur d'eau attend les touristes pour une croisière sur le fleuve. La vieille ville, en demi-cercle, entre le Rhin et le Ring, fut entièrement détruite durant la deuxième guerre. Elle s'est, devant les nécessités de la vie moderne, renouvelée, et les immeubles de verre et d'acier se sont intégrés à son antique visage.

On flâne dans les rues piéton-

nes. On s'arrête pour boire la Kolsch, la bière typique d'ici. Dans la Höhe Strasse — elle même bâtie sur un ancien axe routier du XIII<sup>e</sup> siècle — on est au corde à corde, dans le flot incessant des habitants, un sens montant un sens descendant, à respecter au risque de se faire entraîner par le courant !

### Glaude, empereur

Derrière le Rathaus, quelques maisons bourgeoises du seizième siècle de leur haute façade blanche une place fleurie. Héritage limité, mais conservé avec soin, chaîne entre les vestiges romains et les bâtiments futuristes de la rive droite. Les drapiers, les orfèvres, les armuriers qui, anonymement, participent à la renommée de Cologne succèdent aux légions de Publius. Agrippine, épouse de l'empereur

Glaude, donna aux habitants le goût des belles choses. Martin Luther n'arrivera pas à les en détourner ni à les réformer dans leur croyance. Les trésors s'accumulent. Il suffit de visiter les musées, très nombreux, pour s'en convaincre, en particulier le Musée romain-germanique et le Wallraf-Richartz.

LA, plus qu'ailleurs, le passé se mêle au présent, et les siècles nous montrent les subtils alliances qu'ils tissent entre eux. Cité romantique et exubérante, à Cologne, les accords entre les extrêmes composent la trame du temps. La majestueuse cathédrale semble le carnavale, ne se serait-il pas caché un très sérieux homme d'affaires sous le déguisement d'un Pierrot lunaire ?

DOMINIQUE VERGNON.

## Carnet de voyage

### Sur les canaux de Bourgogne

Des croisières en pénichettes sur les canaux de la Bourgogne sont proposées aux vacanciers pour les week-ends, des mini-semaines, ou des séjours de dix à dix-huit jours. Elles permettront de visiter l'Yonne, le Val de Loire, le Gâtinais. Prix pour dix jours, à partir de 2 655 F. Pour quatorze jours, à partir de 3 780 F. Pour dix-huit jours, à partir de 5 162 F.

\* Locaboat, quai du Port-au-Bois, 95300 Joigny, tél. (80) 62-08-15.

### Voyage au pays du Grand Meaulnes

Comme chaque année, l'association Les Amis d'Alain-Fournier invite à un voyage — sur les traces du Grand Meaulnes — du 24 au 28 mai, une visite du Sancerrois, de la Chapelle-d'Angillon et d'Epi-neuil Jallonnais ce séjour. Prix du week-end : 530 F.

\* Association Les amis d'Alain-Fournier, 31, rue Arthur-Petit, 78220 Virorlay.

### La traversée de Paris en T.E.E.

A l'occasion de Transport-Expo, la Gare d'Orléans-Paris d'études ferroviaires mettra en marche, le samedi 19 avril, un train spécial constitué d'une rame T.E.E. tractée par une locomotive électrique bicourant BB 22200.

Le convoi partira de la Défense (R.E.R.) vers 13 h. 30 et termi-

nera son périple à la gare Saint-Lazare vers 19 h. Il traversera l'Île-de-France via Sucy-Bonneuil, Stains, Orly-la-Ville, Crail, Persan-Beaumont, Achères. De nombreux arrêts-photos sont prévus ; une voiture-bar sera à la disposition des voyageurs.

\* C.O.P.E.F., 8, rue de l'Arrivée, 92250 La Garenne-Colombes. Participation aux frais : 100 F. Nombre de places limité, inscription avant le 10 avril (enveloppe timbrée pour la réponse).

### L'Auvergne en montgolfière

Deux visites de l'Auvergne en montgolfière sont organisées du 4 au 14 juillet et du 18 au 28 juillet. Ce survol permettra aux quarante participants de voir les villages, les lacs, les villages et la parure naturelle du département. Prix du voyage : 6 000 F.

\* L'Auvergne en montgolfière. Machine Pigeon, 17, rue Olivier-de-Serre, 75015 Paris, tél. : le jeudi, à partir de 18 heures au 838-57-61.

### Le tourisme au Maroc

Le nombre de touristes ayant visité le Maroc en 1979 a augmenté de 4,2 % par rapport à l'année précédente, passant de 1 477 124 à 1 542 185 visiteurs.

D'après les statistiques du ministère d'Etat au tourisme, les Français, dont le nombre a atteint 323 174, demeurent en tête des touristes étrangers visitant le Maroc. Ils sont suivis notamment des Espagnols (225 048), des Allemands de l'Ouest (99 082), des Américains

(84 752), des Hollandais (27 888), des Tunisiens (24 308), des Suisses (18 888) et des Portugais (11 703).

### Les civilisations du monde

Une série de voyages à thème de dix à vingt et un jours sont organisés par Civilisations du monde. Des conférenciers qualifiés entraîneront seize participants en Egypte, en Chine, en Equateur. Des week-ends sont d'autre part organisés dans les grands musées d'Europe : Turin, Londres, Munich. \* Jacqueline Valadit, téléphone 828-40-00, poste 4182.

### Leur sa caravane

La Fédération française de camping-caravaning a établi l'intention des adeptes de ce type de vacances la liste des camps français où il est possible de louer une tente, une caravane ou un bungalow. On peut obtenir cette liste en s'adressant à la Fédération française de camping-caravaning, 78, rue de Rivoli, 75004 Paris, tél. : 272-84-08.

● RECTIFICATION. — Plusieurs inexactitudes ont été commises dans l'article publié dans « Le Monde des loisirs » du 29 mars, sous le titre « Le Nord redore ses caps ». Le siège de l'« Espace naturel régional du Nord-Pas-de-Calais » se trouve à Lille — et non pas à Tulle. La commune citée à proximité du Blanc-Nes est celle d'Escalettes et non pas d'Eschales. Enfin, le dossier des caps a été rapidement « ficelé » et non pas « visible ».

## TOURISME HOTELS RECOMMANDES

### Campagne

07520 LA LOUVESE  
HOTEL BEAU SITE \*\* N.N. Site except. L50 m. Qualité. Pension : 1980 avec bain ou douche et w.-c. calme et tranquillité. Tél. : 703-35-02.

19320 (Corrèze) ST-PARDOUX-  
LA CROISILLE  
HOTEL BEAUSITE\* Placine chauffée. Etang - Tennis privé.

### Côte d'Azur

06500 MENTON  
HOTEL MODERNE \*\* N.N. Très mer. Sous pension. Tél. 35-71-97.  
HOTEL ONLY \*\* N.N. Place mer. Ouv. en 1971. Restaurant. Bal. Garage.

### Mer

ILES ANGLO-NORMANDES  
ILE DE JERSEY

Le printemps est la période idéale pour profiter pleinement de cette petite île, véritable perle de la Manche (30 km sur 10 km, 75.000 habitants). Situé à 30 km seulement des côtes de Normandie, ce petit Etat indépendant, rattaché à la Couronne d'Angleterre, a ses lois propres, son gouvernement, la monnaie, ses émissions de timbres... et ses traditions toujours en vigueur.

Les adorables petites ports de pêche succèdent aux immenses plages de sable fin. La campagne est ravissante et fleurie. Et dans la capitale Saint-Hélier, un Londres en miniature, le shopping est roi.

Les distractions sont innombrables, les auberges, les pubs sont pittoresques et les petites pensions sympathiques rivalisent avec les palaces de très grande classe.

Par bateau, par hydrogiseur : Saint-Malo, Granville, Port-Bail, Carteret.

Par car-ferry : Saint-Malo.

Par avion : Paris-Orly Sud, grandes villes de l'Ouest.

Un week-end, une semaine à Jersey, oasis de beauté et de bonheur c'est le département la détente et une qualité de vie particulière.

Pour documentation en couleurs, écrivez à :

Office National du Tourisme, Département F 15, JERSEY (Iles Anglo-Normandes).

### Montagne

MECEVE  
L'ADRET \*\* N.N. une petite maison, confortable et chaleureuse une cuisine et bonne femme s. Prop. Nicole Cottet. T. (30) 21-18-35.

05490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)  
Les Chalets de Villard. T. (92) 48-82-08 CH. avec cuisinette - Placine, tennis.

### Paris

HOTEL DE LONDRES \*\* N.N. 1, rue Augereau (Champ-de-Mars, près Terminal Invalides), ch. rénovées début 1980 avec bain ou douche et w.-c. calme et tranquillité. Tél. : 703-35-02.

CHATEAUX HOTELS INDEPENDANTS  
HOTELIERES D'ALAIN-FOURNIER

Yvelines  
78700 ROLLEBOISE  
CHATEAU DE LA CORNICHE\*\*\*  
Tél. : (16-3) 093.21.34

Val-de-Loire  
45140 ORLEANS-EST (Loiret)  
AUBERGE DE LA MONTESPE\*\*\*  
Tél. : (30) 88.12.07

AUBERGE SAINT-JACQUES\*\*  
Tél. : (30) 53.63.46

77500 CHINON (Indre-et-Loire)  
HOTELLERIE GARGANTUA\*\*  
Tél. : (47) 92.04.71

Sologne  
41000 CHAUMONT-SUR-THARONNE (Loire-et-Cher)  
LA CROIX BLANCHE\*\*\*\*  
Tél. : (54) 08.55.12

Beaujolais  
42000 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE (Rhône)  
CHATEAU DE CHERVENES\*\*\*\*  
Tél. : (74) 65.39.76

Seine-Maritime  
76400 VILLEQUIER-LE-HAUT  
DOMAINE DE VILLEQUIER\*\*\*\*  
Tél. : (35) 96.10.12

Bretagne  
29137 PLONEVEZ-PORZAY (Finistère-Sud)  
MANOIR DE MOELLIER\*\*\*  
Tél. : (98) 92.51.01

Périgord  
24400 CHATEAU-LEVEQUE (Dordogne)  
CHATEAU SAINT-VINCENT\*\*\*  
Tél. : (53) 54.30.50

## Amérique latine

### MEXIQUE

Séjour Mexico 8 j. f. 4.950\*

### BRESIL

Salvador · Brasilia · Belo Horizonte · Rio circuit 11 j. f. 9.280\*

### SUDAMERICANA

Colombie · Equateur · Pérou · Bolivie · Argentine · Brésil circuit 23 j. f. 16.950\*

### KUONI c'est aussi

les U.S.A., l'Afrique, l'Océan indien et toute l'Asie

Prix minimum au départ de Paris un monde de différence

VOYAGES KUONI  
75008 PARIS - 33, bd Malesherbes - Tél. 265.29.09  
75009 PARIS - 12, bd des Capucines - Tél. 742.83.14

ET CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

## RÉSIDENCES

secondaires ou principales

### Campagne · Mer · Montagne

Propriétaire vd : 1) FEA-LOUP, pied pl.-pied, 100 m<sup>2</sup> au sol, 2 p. s. de ba. cul, cuis. confort, abri, premier aménagé, max. Prix : 100.000 F.  
2) 4 - 15 - 18 - 20 - 25 - 30 - 35 - 40 - 45 - 50 - 55 - 60 - 65 - 70 - 75 - 80 - 85 - 90 - 95 - 100 - 110 - 120 - 130 - 140 - 150 - 160 - 170 - 180 - 190 - 200 - 210 - 220 - 230 - 240 - 250 - 260 - 270 - 280 - 290 - 300 - 310 - 320 - 330 - 340 - 350 - 360 - 370 - 380 - 390 - 400 - 410 - 420 - 430 - 440 - 450 - 460 - 470 - 480 - 490 - 500 - 510 - 520 - 530 - 540 - 550 - 560 - 570 - 580 - 590 - 600 - 610 - 620 - 630 - 640 - 650 - 660 - 670 - 680 - 690 - 700 - 710 - 720 - 730 - 740 - 750 - 760 - 770 - 780 - 790 - 800 - 810 - 820 - 830 - 840 - 850 - 860 - 870 - 880 - 890 - 900 - 910 - 920 - 930 - 940 - 950 - 960 - 970 - 980 - 990 - 1000 - 1010 - 1020 - 1030 - 1040 - 1050 - 1060 - 1070 - 1080 - 1090 - 1100 - 1110 - 1120 - 1130 - 1140 - 1150 - 1160 - 1170 - 1180 - 1190 - 1200 - 1210 - 1220 - 1230 - 1240 - 1250 - 1260 - 1270 - 1280 - 1290 - 1300 - 1310 - 1320 - 1330 - 1340 - 1350 - 1360 - 1370 - 1380 - 1390 - 1400 - 1410 - 1420 - 1430 - 1440 - 1450 - 1460 - 1470 - 1480 - 1490 - 1500 - 1510 - 1520 - 1530 - 1540 - 1550 - 1560 - 1570 - 1580 - 1590 - 1600 - 1610 - 1620 - 1630 - 1640 - 1650 - 1660 - 1670 - 1680 - 1690 - 1700 - 1710 - 1720 - 1730 - 1740 - 1750 - 1760 - 1770 - 1780 - 1790 - 1800 - 1810 - 1820 - 1830 - 1840 - 1850 - 1860 - 1870 - 1880 - 1890 - 1900 - 1910 - 1920 - 1930 - 1940 - 1950 - 1960 - 1970 - 1980 - 1990 - 2000 - 2010 - 2020 - 2030 - 2040 - 2050 - 2060 - 2070 - 2080 - 2090 - 2100 - 2110 - 2120 - 2130 - 2140 - 2150 - 2160 - 2170 - 2180 - 2190 - 2200 - 2210 - 2220 - 2230 - 2240 - 2250 - 2260 - 2270 - 2280 - 2290 - 2300 - 2310 - 2320 - 2330 - 2340 - 2350 - 2360 - 2370 - 2380 - 2390 - 2400 - 2410 - 2420 - 2430 - 2440 - 2450 - 2460 - 2470 - 2480 - 2490 - 2500 - 2510 - 2520 - 2530 - 2540 - 2550 - 2560 - 2570 - 2580 - 2590 - 2600 - 2610 - 2620 - 2630 - 2640 - 2650 - 2660 - 2670 - 2680 - 2690 - 2700 - 2710 - 2720 - 2730 - 2740 - 2750 - 2760 - 2770 - 2780 - 2790 - 2800 - 2810 - 2820 - 2830 - 2840 - 2850 - 2860 - 2870 - 2880 - 2890 - 2900 - 2910 - 2920 - 2930 - 2940 - 2950 - 2960 - 2970 - 2980 - 2990 - 3000 - 3010 - 3020 - 3030 - 3040 - 3050 - 3060 - 3070 - 3080 - 3090 - 3100 - 3110 - 3120 - 3130 - 3140 - 3150 - 3160 - 3170 - 3180 - 3190 - 3200 - 3210 - 3220 - 3230 - 3240 - 3250 - 3260 - 3270 - 3280 - 3290 - 3300 - 3310 - 3320 - 3330 - 3340 - 3350 - 3360 - 3370 - 3380 - 3390 - 3400 - 3410 - 3420 - 3430 - 3440 - 3450 - 3460 - 3470 - 3480 - 3490 - 3500 - 3510 - 3520 - 3530 - 3540 - 3550 - 3560 - 3570 - 3580 - 3590 - 3600 - 3610 - 3620 - 3630 - 3640 - 3650 - 3660 - 3670 - 3680 - 3690 - 3700 - 3710 - 3720 - 3730 - 3740 - 3750 - 3760 - 3770 - 3780 - 3790 - 3800 - 3810 - 3820 - 3830 - 3840 - 3850 - 3860 - 3870 - 3880 - 3890 - 3900 - 3910 - 3920 - 3930 - 3940 - 3950 - 3960 - 3970 - 3980 - 3990 - 4000 - 4010 - 4020 - 4030 - 4040 - 4050 - 4060 - 4070 - 4080 - 4090 - 4100 - 4110 - 4120 - 4130 - 4140 - 4150 - 4160 - 4170 - 4180 - 4190 - 4200 - 4210 - 4220 - 4230 - 4240 - 4250 - 4260 - 4270 - 4280 - 4290 - 4300 - 4310 - 4320 - 4330 - 4340 - 4350 - 4360 - 4370 - 4380 - 4390 - 4400 - 4410 - 4420 - 4430 - 4440 - 4450 - 4460 - 4470 - 4480 - 4490 - 4500 - 4510 - 4520 - 4530 - 4540 - 4550 - 4560 - 4570 - 4580 - 4590 - 4600 - 4610 - 4620 - 4630 - 4640 - 4650 - 4660 - 4670 - 4680 - 4690 - 4700 - 4710 - 4720 - 4730 - 4740 - 4750 - 4760 - 4770 - 4780 - 4790 - 4800 - 4810 - 4820 - 4830 - 4840 - 4850 - 4860 - 4870 - 4880 - 4890 - 4900 - 4910 - 4920 - 4930 - 4940 - 4950 - 4960 - 4970 - 4980 - 4990 - 5000 - 5010 - 5020 - 5030 - 5040 - 5050 - 5060 - 5070 - 5080 - 5090 - 5100 - 5110 - 5120 - 5130 - 5140 - 5150 - 5160 - 5170 - 5180 - 5190 - 5200 - 5210 - 5220 - 5230 - 5240 - 5250 - 5260 - 5270 - 5280 - 5290 - 5300 - 5310 - 5320 - 5330 - 5340 - 5350 - 5360 - 5370 - 5380 - 5390 - 5400 - 5410 - 5420 - 5430 - 5440 - 5450 - 5460 - 5470 - 5480 - 5490 - 5500 - 5510 - 5520 - 5530 - 5540 - 5550 - 5560 - 5570 - 5580 - 5590 - 5600 - 5610 - 5620 - 5630 - 5640 - 5650 - 5660 - 5670 - 5680 - 5690 - 5700 - 5710 - 5720 - 5730 - 5740 - 5750 - 5760 - 5770 - 5780 - 5790 - 5800 - 5810 - 5820 - 5830 - 5840 - 5850 - 5860 - 5870 - 5880 - 5890 - 5900 - 5910 - 5920 - 5930 - 5940 - 5950 - 5960 - 5970 - 5980 - 5990 - 6000 - 6010 - 6020 - 6030 - 6040 - 6050 - 6060 - 6070 - 6080 - 6090 - 6100 - 6110 - 6120 - 6130 - 6140 - 6150 - 6160 - 6170 - 6180 - 6190 - 6200 - 6210 - 6220 - 6230 - 6240 - 6250 - 6260 - 6270 - 6280 - 6290 - 6300 - 6310 - 6320 - 6330 - 6340 - 6350 - 6360 - 6370 - 6380 - 6390 - 6400 - 6410 - 6420 - 6430 - 6440 - 6450 - 6460 - 6470 - 6480 - 6490 - 6500 - 6510 - 6520 - 6530 - 6540 - 6550 - 6560 - 6570 - 6580 - 6590 - 6600 - 6610 - 6620 - 6630 - 6640 - 6650 - 6660 - 6670 - 6680 - 6690 - 6700 - 6710 - 6720 - 6730 - 6740 - 6750 - 6760 - 6770 - 6780 - 6790 - 6800 - 6810 - 6820 - 6830 - 6840 - 6850 - 6860 - 6870 - 6880 - 6890 - 6900 - 6910 - 6920 - 6930 - 6940 - 6950 - 6960 - 6970 - 6980 - 6990 - 7000 - 7010 - 7020 - 7030 - 7040 - 7050 - 7060 - 7070 - 7080 - 7090 - 7100 - 7110 - 7120 - 7130 - 7140 - 7150 - 7160 - 7170 - 7180 - 7190 - 7200 - 7210 - 7220 - 7230 - 7240 - 7250 - 7260 - 7270 - 7280 - 7290 - 7300 - 731



## Plaisirs de la table

### Où on reparle de Maigret

**G**ÉRARD JOURD'HUI tourne, pour T.F. 1, une émission consacrée à Maigret, ce personnage imaginaire plus vivant que les vivants. La Rochelle et ses alentours, jusqu'en Vendée où Simonon habite en différents endroits et où son commissaire fut envoyé en disgrâce à Luron, ont donc été un instant décor. Et quel décor ! Mais aussi et avec Simonon, avec Maigret, avec la bonne Mme Maigret, cuisinière de race, la cuisine a-t-elle été un des principaux personnages.

C'est du côté de la pointe de l'Aiguillon que Maigret a dé-

couvert la mouclade (qui doit comporter « une pointe » de curry, on le sait). Mais c'est à Paris, dans un de ces bistrot provinciaux de quartier, qu'il a mangé une chaudière préparée par la patronne, ancienne ébéniste d'opérette. L'art cinématographique est fait de « mixage ». Et c'est en Vendée, non loin de Fontenay-le-Comte où Simonon écrit quelques trente bouquins, à La Cousaie (Saint-Martin-des-Fontaines - Tél. 00.12.18), que Jourdhui a trouvé un cadre et la mouclade de Josyane Lonnac, ancienne pensionnaire des Deux Anes, interprète, encore, quelque-

fois, des « Années folles », préparant pour ses clients une terrine admirable, le boudin, les confits de porc et de mouton aux mojettes (haricots, on le sait), à petits prix et bien régaliants. J'ai découvert là un rose de Vix amusant (il vient d'être, de Marenne en Vendée) ainsi qu'un petit boudin de 75, Haut Gaudin, dont les 50 francs la bouteille sont honnêtes.

En ce coin perdu, mais déjà noté de tout alentour, on retrouve l'amitié et l'appétit du grand air en même temps que les airs de l'accordéon de James, le mari de Josyane.

Et puis Maigret s'est promené à La Rochelle, à la criée, où il a regardé Le Divolet acheter ses poissons (j'en parle ailleurs de ce « grand » cuisinier du Yachtman), rue du Minage cherchant la denture de M. le Chapelier, ailleurs encore. Pour moi je n'ai plus retrouvé le Vieux Port qui fut restauré et repris sa retraite. On démolit le pâté de maisons.

Je n'ai pas retrouvé, non plus, à l'Houmau, cette bonne cuisine amusante dont j'ai oublié le nom mais où je me régalaïs il y a deux lustres.

Et, à la recherche du Rallye, j'ai rencontré, en place, une maison toute neuve aménagée : la Prince Albert (58, rue Albert-1<sup>er</sup> - Tél. 41-08-80). Un jeune couple, dont la carte est avenante encore qu'un peu « copiée » sur toutes les cartes à la mode : aspic d'épinards crus au foie gras, saumon à l'ossetie, algues refaites fraîchement le marché du jour, la soupe du pêcheur est odorante, les saint-jacques dans leur coquille sont cuites et à l'étouffée, une côte de bœuf cuite au four l'est aussi au côté-du-rhône et le feuillet de ris de veau n'est pas « aux petits légumes » mais aux légumes tout bonnement. Belle carte de desserts avec des profiteroles au miel et, en saison, un sorbet à la menthe fraîche du jardin. Ce Prince Albert, de Thierry Simonon, peut faire « un tabac ». Et nous faire oublier le poussier des bars André et le piaffant Serge, autres enseignes rochelaises.

LA REYNIERE.

## Un de La Rochelle

**S**UR le quai Valin, à La Rochelle, que le Testament Divolet rendit célèbre, Jacques Le Divolet a ancré sa maison : le Yachtman, un hôtel moderne et rationnel, avec un grill, le Midship, et un restaurant de grande classe, le Pacha (23, quai Valin, tél. : 41-20-85).

Le Divolet, qui reçoit ici, en stage, les cuisiniers des Hilton du monde entier (soulignons-le en constatant que l'on mange de mieux en mieux en cette chaîne, sauf, provisoirement, à Paris...), est un cuisinier de sagesse et d'imagination tout à la fois. Aussi, s'emparant de tout ce qui vient de la mer, respectant le produit qu'il exige de première fraîcheur, donne-t-il à ses plats les plus simples ce petit quelque

chose qui en fait... autre chose ! Fumant lui-même, selon la pêche au large, bar, congre, merlu, carpe de colin, il en fait une assiette qui rivalise avec ses huîtres « spéciales » juste frites et accompagnées de laitue de mer. Le Lazare de Zola (la Joie de vivre) est été content de voir ici les algues savamment utilisées en de nombreux plats. Mais le moulin de coques aux pointes d'asperges, la salade tiède de petits gris, un étonnant feuillet de bigorneaux en saumons témoignent d'une volonté intelligente de traiter avec finesse des produits de prix plus honnêtes que les éternels homards, truffes et foie gras.

Bien entendu la chaudière, les câlons, bref les classiques du régionalisme, figurent à sa carte,

mais, de ses périples orientaux, Le Divolet a ramené l'idée d'une assiette de grenouilles et langoustines au vin de riz, d'une algues d'agneau au thé. Quant à son boudin de ris et pied de veau à l'encre de calmar... On en mangera !

Merveilleux desserts ! Mais j'ai préféré terminer mon repas sur un « chabi » aux algues de pin et arroser le tout (après un blanc de l'île de Ré apéritif) d'un bon boudin de la carte des vins que Micheline Le Divolet surveille et propose en connaissance.

C'est donc là, dans « sa » maison, un très grand cuisinier, La Rochelle ne serait pas ce qu'elle est qu'il faudrait à lui seul le détour !

L. R.

## Philatélie

### Correspondance

A la suite de notre article « L'Académie philatélique contre l'émision d'un bloc privé » (le Monde du 15 mars), nous avons reçu de la Chambre des notaires et experte en philatélie (C.N.E.P.), sous la signature de M. J. Robinson junior, la lettre suivante :

Le texte sur lequel s'est appuyé M. Vitalys pour rédiger son article n'est pas conforme sur plusieurs points, à la réalité : — Aucun communiqué de la C.N.E.P. n'a indiqué que l'émision de blocs d'albums était réalisée avec l'accord des P.T.T. S'agissant d'un bloc privé, celui-ci n'était pas concevable, d'autant que tout à fait normalement l'administration a-t-elle indiqué que ce bloc n'avait pas de caractère officiel ne pouvait recevoir l'empreinte du cachet commémoratif.

Et, bon français, l'adjectif « timbré » accolé au mot « tirage » a un sens précis. Le fait important, en l'occurrence, est que M. Dubou, lui-même, ait contrôlé la réalité du tirage annoncé. — Enfin, jamais la C.N.E.P. n'a comparé dans sa publication le bloc Alsatec à celui du Musée postal.

Quant aux commentaires personnels de M. Vitalys, nous y répondrons point par point ce qui suit :

1) « Le choix des deux timbres

(illégal dans sa conception ?) rappelle une triste période de notre histoire 1870, difficilement admissible. »

Nous pensons que M. Vitalys a voulu dire que c'est le choix qui n'est pas admissible. Nous comprenons mal qu'un journaliste spécialisé dans la presse philatélique puisse écrire une telle énormité. Nous ignorons-il que ces timbres d'occupation de 1870 sont très recherchés par les collectionneurs, qu'il en existe des collections spécialisées remarquables, et que les représentants sur un bloc vendu à Strasbourg ne font que consacrer cet état de fait ?

Signalons que l'administration des P.T.T. a reproduit ces timbres sur un entier émis à l'occasion d'une exposition philatélique régionale qui s'est tenue à Strasbourg en 1981. Les philatélistes ont heureusement plus de ces préjugés étroits, car sinon combien d'émissions commémoratives devraient-elles disparaître de leurs albums ?

2) « Gommés et dentelés, rien que ça ! Preuve de la méconnaissance totale des règles élémentaires de la limite du raisonnable. »

Nous n'avons pas innové en ce domaine. Rappelons à M. Vitalys que, entre autres, lors d'une exposition philatélique qui a eu

lieu à Lyon il y a plusieurs années, on a vendu un bloc gommé représentant les 20 centimes noir de France, tellement bien réalisé que le collectionneur non averti pouvait s'y tromper. Autre part, M. Vitalys se voit fort à l'aise pour convaincre nos voisins, qui, contrairement à ce qu'il écrit en tête de son article, n'ont pas attendu l'initiative de la C.N.E.P. pour émettre des souvenirs de ce genre. Ceci est le cas en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, entre autres. Les catalogues de ces pays, tel le Michel, ont même une rubrique consacrée à ces blocs.

3) « Avec l'autorisation de l'administration des postes, mais de quel pays ? »

4) « Comparaison insoutenable de ce bloc privé avec le bloc officiel français par les postes françaises en faveur du Musée postal en 1966. »

Nous avons fait justice plus haut de ces allégations erronées. La conclusion de l'article de M. Vitalys est à la limite de la diffamation. Lorsqu'il affirme que « l'on oserait soutenir de la poche des collectionneurs... » que 75 millions de nos anciens francs. Tout cela en faveur d'un organisme privé, qui ensuite utilisera à sa guise la somme qui lui revient, environ

450 000 F par exemple, pour créer (on avait) un organisme à lui et pour lui-même les philatélistes et collectionneurs isolés avec un but précis, le monodérisme (?), en faveur d'un commerce à sens unique. »

M. Vitalys avait parfaitement, on le lui avait longuement expliqué, que l'émision de ce bloc avait pour objet de permettre le financement de l'exposition organisée à Strasbourg dans un but de propagande philatélique.

La publicité en France et à l'étranger, la location d'un hall de la Foire de Strasbourg, l'installation de l'exposition, présentent des frais très importants, comme le savent bien tous ceux qui organisent de telles manifestations.

M. Vitalys le savait parfaitement, ce qui rend sa conclusion inadmissible !

[Il est surprenant que M. J. Robinson junior passe sous silence le texte de l'Académie de philatélie, publié par M. Roger Loeillet, président de la C.N.E.P., et Jacques Robinson senior, et qui fait la base de notre commentaire.]

Ce communiqué n'a fait, à notre connaissance, l'objet d'aucune rectification de la part de l'Académie. Nos lecteurs apprécieront et choisiront entre deux langages. — A. V.

## A propos du bloc « Alsatec »

N° 1 631

## INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

<p><b>ALÉSIA</b> LA BONNE TABLE, 41, rue Priant, 533-74-91. Spécialités polonoises.</p> <p><b>1<sup>er</sup> ARVERNE</b>, 65, rue d'Alsace, 543-76-25. T.L.J. Cuisine bourgeoise.</p> <p><b>LE SEVER</b>, carref. Alsace, 540-43-85. T.L.J. Jueq. 3 h. mat. Choucroute.</p> <p><b>AUTEUIL</b> MICHEL PASQUET, 289-50-01, 58, r. la Fontaine. P.S. D. Menu dégust.</p> <p><b>AVRON</b> RIBATEAU, 4, r. Flanchet. P.M. 20 F. 270-61-03. Spéc. port. P.M. 20 F.</p> <p><b>BATIGNOLLES</b> INDE SOUS CONTINENT, 387-83-35, 17, rue Darcet. Spéc. P./Judi.</p> <p><b>BATIGNOLLES-ROME</b> EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-22-87. P./Judi soir, menu. Jusqu'à 100 conv. Paella, macis.</p> <p><b>CHAMPS-ÉLYSÉES</b> RELAIS BELLMAN, 37, r. France, 359-33-01. Jueq. 22 h. Cadre élég.</p> <p>Avenues des Champs-Élysées N° 132 COPENHAGUE, 1<sup>er</sup> étage, FLORA DANICA sur son agréable jardin. ELT. 20-11.</p>	<p><b>ÉTOILE</b> LE RUDE, 11, av. Gde-Armée, 500-13-21. P./dim. soir. Menu 70 F. T.G.</p> <p><b>FAUBOURG MONTMARTRE</b> Rue du Faubourg-Montmartre N° 4 LA CHOUPE D'ALSACE, 224-80-18. Bac d'huîtres, Choucroute. N° 12 AUBERGE DE SIQUETTES, 70-83-29. Déjeuners, Dîners, Soup.</p> <p><b>GARE DE LYON</b> L'ESCAPADE EN TOURAINE, 34, r. Traversière, 343-14-88. Spéc. P./dim.</p> <p><b>GARE DU NORD</b> A deux pas de la Gare du Nord, restaurant-club de 71 h. à 2 h. du matin dans les cabines d'un célèbre transatlantique. P.M. 20 F. T.L.J. A LA VILLE DE DUNKERQUE, 24, r. de Dunkerque (10<sup>e</sup>) 578-83-97.</p> <p><b>INVALIDES</b> NITE DE ST-JEAN, 25, r. Burcouf, 551-51-49. P./dim. Chaudière au vin.</p> <p><b>ÎLE SAINT-LOUIS</b> LA CHAUMIÈRE EN VILLE, 4, rue Jean-Du-Bellay, 47-35-21-36. P/L et mar. midi. Park. Pont-Marie-Notre-Dame. Terrine de canard. Fête gras breton. Poissons. Nocturnes d'agresseur.</p> <p><b>LES HALLES</b> ILE DE LA REUNION, 119, r. St-Honoré, 233-30-95. P./Judi. Spéc. de canard.</p> <p>CAVAU F.-VILLON, 84, r. Arbre-Sec, 238-10-82. Soa caves du XV<sup>e</sup>.</p>	<p>Rue Coquillière N° 16 - ALSACE AUX HALLES, 238-74-24. Jour et nuit. Spéc. rég.</p> <p>Rue Étienne-Marcel N° 13 CHEZ PIERROT (ex-Montell) même cuisine. 588-17-54.</p> <p><b>MABILLON</b> LA FOUX, 2, rue Clément (5<sup>e</sup>), P. dim. 325-77-86. Alex aux fourneaux.</p> <p><b>MADELEINE</b> LA MENARA, 8, bd de la Madeleine, 742-06-92. P./dim. Spéc. marocaines.</p> <p><b>MAUBERT-MUTUALITÉ</b> MAHARAJAR, 72, bd St-Germain, J. ouv. t.l.j. 354-36-07. Indo-Pak.</p> <p><b>MONTMARTRE</b> CHEZ HANSL, 3, place du 18-Juin, 348-96-42. Grande brasserie alsac.</p> <p><b>RESTAURANT MONTMARTRE 83</b> Paris-Sheraton Hôtel, 19, rue du Col-Mouchotte, Paris 14<sup>e</sup>. 360-35-11.</p> <p><b>MONTMARTRE</b> RESTAURANT du Parc Montsouris LE JARDIN DE LA PARESSIE, 30, r. Casan (14<sup>e</sup>). 588-35-53. Bar-brasserie. Ouv. t.l.j. Jueq. 3 h. mat.</p>	<p><b>OPÉRA</b> PIERRE, place Gallien, 265-87-04. P./dim. Spéc. Sud-Ouest. Menu 60 F.</p> <p><b>PANTHÉON</b> AUX ILES PHILIPPINES, 633-18-39, 17, rue Laplace (5<sup>e</sup>) (Panthéon). Parking Souffles (sortir au fond du park. r. Saint-Jacques). Ouv. dim. et après midi. Fermé lundi.</p> <p><b>PICPUS</b> LA PALATTE, 207-46-37, 85, boulevard de Picpus - Spécialités polonoises.</p> <p><b>PLACE CLICHY</b> WEPLER, 14, pl. Clichy, 523-33-29. Bon banc d'huîtres, soa poissons.</p> <p><b>PLACE PERIERE</b> N° 9 DESSIRIER, maître d'hôtel, jusqu'à 1 h. du matin 754-74-14. T.L.J. Poissons, grillades, soa spéc.</p> <p><b>PLACE DU TERTRE</b> N° 15 LA CREMAILLERE 1908. Fruits de mer, poissons, 608-58-50.</p> <p><b>PORTE D'ORLÉANS</b> LE FRIANT, 40, r. Priant, 538-58-98. P./dim. Spéc. Périgourd et poissons.</p> <p><b>RÉPUBLIQUE-BASTILLE</b> LE REPAIR DE CARTOUCHE, 700-25-86, 8, bd Pille-du-Calvaire, 11<sup>e</sup>. Fermé le dimanche.</p>	<p><b>RICHELIEU-DROUOT</b> AU GOURMET D'ALSACE, 18, r. Favart, 742-71-37 - 396-80-88. Spécialités alsaciennes. LE GOLF, 20, bd Montmartre, 570-91-35. T.L.J. jusqu'à 3 h. mat.</p> <p><b>SAINT-AUGUSTIN</b> LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulet, 48 F. Conf. 48 F.</p> <p><b>SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS</b> GUY, 6, rue Mabillon, 354-87-61. Brétilien, de 20 h. à 2 h. du matin.</p> <p><b>LE PETIT ZINC</b>, 25, r. de Buci, 5<sup>e</sup>. ODE. 77-34. Huîtres, Poiss. Vin pays.</p> <p><b>AU CARBON DE BOIS</b>, 18, rue Dragon, 548-97-04. Fermé dimanche.</p> <p><b>LE SYBARITE</b>, 6, r. du Sabot, 223-21-55. P./dim. Ouis. traditionnelle. P.M. 20 F.</p>	<p><b>ÉCHAUDÉ</b>, 31, rue de l'Échardé, 623-79-02, 19 h. à 3 h. mat. et dim.</p> <p><b>FOIE GRAS</b> L'APOLLINAIRE, 188, bd St-Germain, 325-30-30. Sol. 6 à 30 conv.</p> <p><b>FETTIG CHAISE</b>, 36, rue Grenelle, 222-13-25. Menu 41 F.</p> <p><b>ST-GERMAIN - ST-MICHEL</b> CREPERIE DES ARTS, 27, rue St-André-des-Arts, 325-15-58. Galettes, crêpes.</p> <p><b>SAINT-GEORGES</b> Rue Saint-Georges N° 35 7Y COZ, 878-42-95. Tous les poissons. Fermé le dimanche.</p> <p><b>SEVRES-BABYLONE</b> La Porte Pansée, 72, r. du Cherche-Midi, 72006 Paris, 223-20-17. Ouv. de 15 h à 15 h et de 19 h à 22 h, à partir du 3 mars. Pm. sum. / dim.</p>	<p><b>Environs de Paris</b> <b>BOIS DE BOULOGNE</b> VINCE GALLIEN *** LON. 36-10. Une table raffinée à bord d'un navire du 18<sup>e</sup> siècle. Réceptions. Coctails. Séminaires. Pré-éminence. Parking.</p> <p><b>CLICHY</b> LA COLOMBE D'OR (chef Irène Carlin), 18, boul. Général-Leclerc, 731-73-61. Fermé dimanche.</p> <p><b>NEUILLY (méto Sablon)</b> MONMAYON J. STORNE, 79, av. C.-de-Gaulle, 747-43-64. Poiss. Crustac. LA LOGGIA, 20, r. Bally, 745-36-30. Spécial. régionales (italiennes) pâtes fraîches. Carpes. F. dimanche.</p> <p><b>HALLES DE RUNGIS</b> GRAND PAVILLON, 688-98-84. Pm. Crust. Fruits mer. P./dim. et lundi.</p>
--	---	---	---	---	---	--

## CUISINE DE CORSE

### Tout le maquis dans votre assiette

Dans ce domaine aussi, l'insularité explique beaucoup de choses. Comme l'indique Marie Ceccaldi, dans une longue introduction à sa Cuisine de Corse, « isolée par la mer et l'histoire, la Corse dut se suffire à elle-même ». « Sa cuisine est, à partir des produits du terroir, une cuisine simple, variée, délicate et savoureuse, arrosée de vins de qualité. »

C'est ainsi que le châtignier — u castagnu — a servi aux Corses d'arbre à pain ; les Corses savent en préparer la farine de vingt-huit façons différentes. En bons Méridionaux, ils présentent au beurre l'huile de leurs olives.

terroir et de dessins à la plume, l'auteur rassemble plus de cent soixante recettes, recueillies par Irène Karsenty.

On apprendra la manière corse de faire la bouillabaisse, c'est-à-dire d'utiliser tous les poissons de la pêche, y compris les seiches, les coquillages, les crabes ou même des poissons bleus comme les mequereaux et les mulets. On retiendra que les merles insulaires sont particulièrement savoureux en hiver, parfumés par les baies de geniévriers, des myrtes et des lentilles, dont ils se gavent. Plus qu'un livre de recettes, un traité de savoir-vivre. — J.J.B.

\* Cuisine de Corse, Marie Ceccaldi. Collections « Cuisines du terroir ». Ed. Denoel.

### Rive gauche

AS SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUTES LES JOURS

LE PETIT ZINC 334-73

FRUITS DE MER, FOIE GRAS, VINS DE PAYS

LE FURSTENBERG 334-73

ANIS PERSAN ET SON VIN « ROUGE PARS-BOSCH »

à la bière « FINE LORRAINE » à la bière

Le Munich 334-73

HUÎTES, COQUILLAGES, SPECIALITES

25, rue du Buci - Paris 6<sup>e</sup>

Les joies du soleil, de l'été, retrouvez-les sous

LES PARASOLS

Restaurant Bar Salon de Thé

Orchestre de 21 h. à l'été

84, Boulevard de Montparnasse - 75014 PARIS

C 326, 64, 32 Ouvrir tous les jours

Rive droite

754.74.14 Dessirier 380.50.72

MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR

9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péreire) 17<sup>e</sup>

Charlot

Roi des Coquillages

12, pl. Clichy, Paris 17<sup>e</sup> - 474-84-44 et 65 (face Wepler)

Tous les jours

jusqu'à 1 heure du matin

Fermé le lundi

AUBERGE SAINT-JEAN - PIED-DE-PORT

MENU 96 F vin, café, service compris

SPECIALITÉS A LA CARTE

Coquilles Saint-Jacques aux écrevisses - Filet de la langouste - Cassoulet au confit d'oie - Filet de biche Grand Veneur - Bouffé aux tramboules

GIBIERS DE SAISON - FRUITS DE MER

SALONS DE 10 A 30 PERSONNES - DÉJEUNERS D'AFF. - DINERS

SOUPERS - Tous les jours même le DIMANCHE

123, av. de Wagram (17<sup>e</sup>) - 227-61-55, 64-64 - Parking assés

**FINLAND**  
naturellement  
le pays  
des 60.000 lacs  
et de la Laponie légendaire

**SEJOURS ET CIRCUITS**  
à partir de 195

**FINNAIR**



Jeux

échecs N° 859

LE TRAVAIL DE LA CAVALERIE

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. d4 d5 4. d5 e6 5. f4 f5 6. f4 f5 7. f4 f5 8. f4 f5 9. f4 f5 10. f4 f5 11. f4 f5 12. f4 f5 13. f4 f5 14. f4 f5 15. f4 f5 16. f4 f5 17. f4 f5 18. f4 f5 19. f4 f5 20. f4 f5 21. f4 f5 22. f4 f5 23. f4 f5

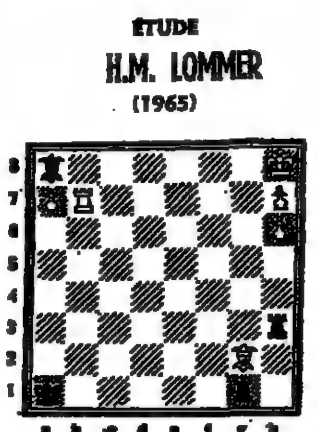
NOTES

(Tournoi de Hastings, 1980.)  
Blancs : SHORT  
Noirs : LEIN  
Partie française.

même, si 2. f4, 3. e5, 4. d4, 5. e5, 6. f4, 7. f5, 8. f4, 9. f5, 10. f4, 11. f5, 12. f4, 13. f5, 14. f4, 15. f5, 16. f4, 17. f5, 18. f4, 19. f5, 20. f4, 21. f5, 22. f4, 23. f5

intention de porter leurs efforts sur l'aile-  
a) Logique : il faut affaiblir la défense de l'aile-  
b) La suite de la qualité fascine tellement les Noirs qu'ils commencent une imprécision. 20... Rf7

1) Si non 20. Rf7, 21. Tf1 grille.  
a) Les Blancs avec une pièce de plus gagnent aisément la finale.  
b) N'oubliant pas d'ouvrir la colonne b.



BLANCS (6) : Rb3, Tb7, Fg2, Pe7, h7, h6.  
NOIRS (4) : Ra1, Tg1 et h3, Fa8.  
Les Blancs jouent et gagnent.  
CLAUDE LEMOINE.

bridge N° 856

ÉTOUFFEMENT MÉTHODIQUE

Une désastreuse répartition des atouts compliqua la tâche du déclarant. Mais, en reconstruisant les mains adverses et en imaginant la position finale, il arriva à « étouffer » l'adversaire.  
Caches les mains d'Est-Ouest pour vous mettre à sa place.

(Ouest ayant fourni le 3 et Est le 5), puis il a joué le 5 de pique sur lequel Est a défaussé le 6 de trèfle. Comment Weber, en Sud, a-t-il gagné le PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

le roi quatrième ou dans trois piques trèfles.  
En effet, dans la première hypothèse, il faudra jouer quatre fois trèfle au défilé, ce qui est impossible (Sud laisse couler le 10 de trèfle si Ouest (qui est supposé avoir le roi) ne couvre pas : roi de pique, 10 de trèfle, 9 de trèfle couvert et coupé par le 6 de pique), au roi de carreau, au roi de cœur et valet de cœur. Ouest coupe et rejoue pique.

mer sous un roi qu'il a une chance de faire. Weber n'a donc joué que trois fois trèfle, et il a tiré trois coups et deux carreaux.

Ann. : S. don. Tous vain.  
Sud Ouest Nord Est  
Wilkinson Reese Labinda Collins  
1 ♠ passe 3 ♠ passe  
2 ♠ passe 4 ♠ passe  
3 ♠ passe 5 ♠ passe  
Ann. : S. don. Tous vain.  
Ouest ayant entamé le 3 de cœur pour le 6 et la dame d'Est, comment Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense, les atouts étant 2-2 ?

scrabble N° 82

LE « BESCHERELLE » FAIT PEAU NEUVE

La nouvelle édition de l'art de conjuguer (Hachette), autrement dit le nouveau « Bescherelle », intéresse les scrabbleurs dans la mesure où il est l'ouvrage de référence choisi par le règlement international pour la conjugaison. Les tableaux n'ont guère changé, cela va de soi, mais les contradictions qui existaient entre eux et les verbes de la liste alphabétique — promus dictionnaire des douze mille verbes — ont heureusement disparu (ainsi, dans l'ancien Bescherelle, FORCLORE se conjuguant dans le tableau, mais pas à l'infinitif). Seul oubli : les verbes VIVRE et REVIVRE sont à juste titre devenus transitifs, mais dans le tableau, le participe passé VECU reste invariable.

Le dictionnaire en vigueur est le FLI (Petit Larousse illustré) de l'année. Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15 ; celles des colonnes par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, se pose le problème : par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède signifie un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, tant de voyelles ou de consonnes.

TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1 GANTERU	AUGMENT (a)	H 2	72
2 TTAUDD	BATAT	G 9	23
3 DU+COBEI	RUBICOND	F 8	67
4 KVELIE	VERMEL	E 8	44
5 K+ELIIE	KA	10 F	36
6 LINIE+EE	LAINRIE (b)	G 7	70
7 QULIEAS	LACROUSE (c)	C 2	62
8 RIYVVS	JOYE	1 L	78
9 VYR+TARE	AY	10 I	64
10 VYR+TARE	ETAYER	J 7	26
11 VDR+UOHN	EURON	K 11	26
12 DV+AMSE	MEVENS (d)	L 5	42
13 A+NWASOE	JEANS	L 1	26
14 WAOE+IIE	AREN (a)	L 3	26
15 WO+UDST	STOKA	10 C	30
16 WOLD+PLP	TEP	E 1	26
17 WOLD+FOE	FOND	W 11	16
18 WOLE+EI?	LOCTIE	O 8	22
19 WE+GFEEM	FUSE	E 9	30
20 WECH+SE	CEBUS	12 E	32
21 CWMS+TEO	COOTE	12 A	28
22 WMB+NAU?	(O)CUBA	A 10	27
23			
24			
25			
26			
27			
TOTAL			638

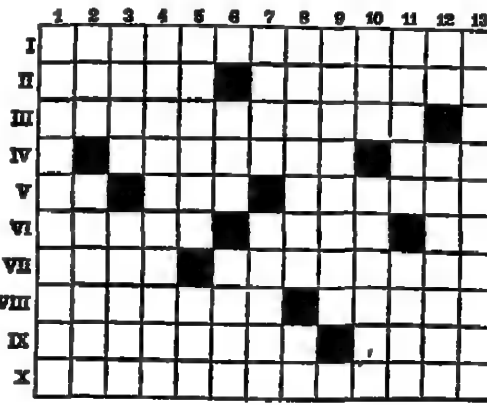
PENTASCARABE N° 32  
DE SERGE KOUBOTCHINE  
Il s'agit de faire le maximum de points avec cinq tirages successifs de sept lettres, le premier mot passant obligatoirement par l'initiale rose. Les cinq mots à trouver doivent utiliser toutes les lettres de chaque tirage.  
A E E E S T U - C E E E N O R  
A E C M O R S - C E E I L Q U  
S E T S U U  
Solution proposée : 434 points.  
Nous remercions que s'est bien le n° 31 qui, exceptionnellement, sera primé (« le Monde » du 22 mars).

les grilles du week-end

MOTS CROISÉS

N° 87

Horizontalement  
I. Robots. — II. Soffie un joint. De l'économie à la tête de l'État. — III. Amicale ou parfois ténaciale. — IV. Trahison. Dans tout crédit. — V. Comme ça ; à la fin, dit-on ; On les



ANA-CROISÉS (\*)

N° 87

Horizontalement  
1. CRIMOTV. — 2. ERIINFX. — 3. ALNOORT. — 4. ACCOMPT. — 5. CELLORY. — 6. ABCELMY. — 7. AEGNLOS (+ 2). — 8. BENORRE. — 9. EEPFOTU. — 10. HOPFSTU (+ 1). — 11. EDEKIOS (+ 1). — 12. AKEKHEIN (+ 1). — 13. EEPFSTU.

SOLUTION DU N° 86

Horizontalement  
I. Ostréodolite. — II. Nour ; Avignon. — III. Chastel ; Inc. IV. Tes ; Céphalopode. V. UY. Dupe ; Épié. — VI. Otacleur. Ser. — VII. Sèchent ; Viar. — VIII. Eu ; Tru ; Se. — IX. Toile ; Envoies. — X. Envoies.

Verticallement  
1. Onctuosité. — 2. Soler. On. — 3. Tess ; Sech. — 4. Eau. Dehala. — 5. Édioule ; Eh. — 6. Lepent. — 7. Calfeutré. — 8. Uves ; Ana. — 9. Liste. — 10. Uv. — 11. Uv. — 12. Rosérite. — 13. Envoies.

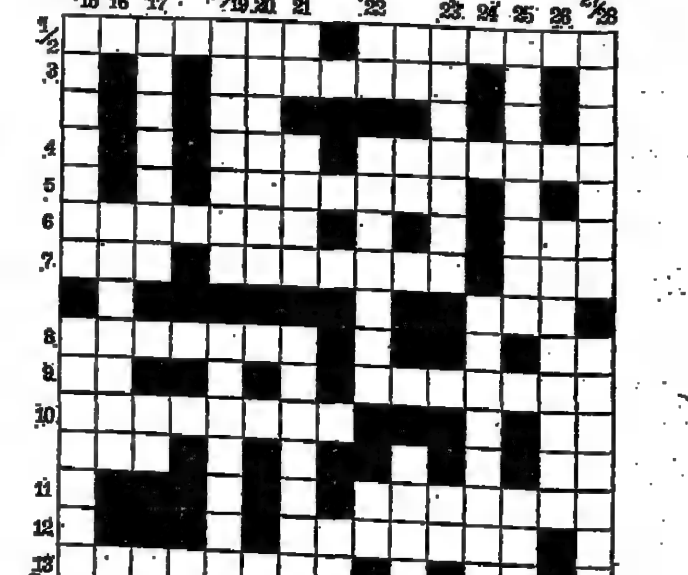
SOLUTION DU N° 86

Horizontalement  
1. FRUCTOSE. — 2. FERMA-CEL (mot caché : voir FERGELISOL). — 3. REMPLAGE. — 4. GRATTOIR. — 5. PAIRAGES (PARIAGES). — 6. FIGULINE. — 7. SOLISTE (LOTISSE). — 8. AUGMENT. — 9. ÉPILET (PETIT). — 10. DIACONAT. — 11. GYMNAS. — 12. OBJECTAL.

Verticallement

13. REGICIDES. — 14. GENOCIDE (CONGÈNE). — 15. CRO-PAUD. — 16. LILIALE. — 17. OPTICIENS. — 18. ÉPIAGES (PIEGES). — 19. CONQUET. — 20. AMASSER (ARMASSE, MAS-SERA, RAMASSE, RASAMES, SAMARES). — 21. REMANENT (GRAMENENT). — 22. AGARICS (GRACIAS). — 23. AUTOMNIERS (CROUMAINES). — 24. EUCUBRA.

MICHEL CHARLEMAGNE et CATHERINE TOFFIER.



مكتبة الأمل







## SPECTACLES

## théâtres

**NOUVEAUX SPECTACLES**  
 Lucernaire (544-57-34), 18 h. 15 :  
 Parions français.  
 Bouffes du Nord (238-34-50),  
 20 h. 30 : En attendant Godot.  
 Théâtre Saint-Nédard  
 (331-44-84), 20 h. 30 : Amour  
 pour amour.  
 Théâtre 18 (226-47-47), 20 h. 45 :  
 Un tramway nommé Désir.  
 Maison de la culture, Gréteil  
 (899-94-56), 20 h. 30 : Marat-  
 te.

### Les salles subventionnées et municipales

Chaillet, Gémier (727-51-15), 20 h 30 :  
la Passion selon Pier Paolo Pasolini.  
Odéon (325-70-52), 20 h 30 : la Voile  
de Chaillet.  
Petit Odéon (325-70-52), 18 h 30 :  
A cinquante ans elle découvrait la mer.  
Centres Fompidon (277-12-53),  
20 h 30 : Caspi (M. J. P.).  
20 h 30 : la Semaine sainte en  
Espagne.  
Théâtre de la Ville (387-54-43),  
18 h 30 : Moshé Efrazi Kol.  
Demama Dance Company, 20 h 30 :  
le Légataire universel.  
Cassandre, 18 h 30 : Montfort  
(531-28-34).  
R.P. Moine.

### Les autres salles

[illegible]

## PALAIS GLACES


37, rue du Faubourg du Temple  
IM1 République 02-607-43-93

**CHÈNE NOIR**  
d'Avignon

**Prolongation**  
jusqu'au  
**12 avril inclus**

**Lili**  
**Calamboula**

Texte et mise en scène de  
**Gérard GELAS**  
Spectacle UNITE

[illegible]

### Les cafés-théâtres

[illegible]

### Les music-halls

Bébine (322-74-84), 20 h. 45 : Renaud.  
Fontaine (874-74-40), 21 h. : Jacques  
Douai.  
Forum des Halles (327-35-87),  
20 h 30 : Négropeup-Express.  
Gaîté - Montparnasse (322-16-18),  
20 h 30 : P. Pont et P. Val.  
Marigny (256-84-41), 21 h. : Thierry  
Le Luron.  
Mathurins (268-80-00), 20 h. 45 :  
J.-M. Caradee.  
Olympia (743-25-68), 21 h. : Enrico

**Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles**

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

**Vendredi 4 avril**

Palais des sports (328-40-90), 21 h. :  
Holiday on ice.  
Porte-Saint-Martin (607-37-33), 21 h. :  
le Grand Orchestre du Splendid.  
Théâtre du Ranelagh (288-64-44),  
20 h. 30 : J.-C. Vannier.

### La danse

**Théâtre des Champs-Élysées** (225-44-36), 20 h. 30 : Ballets du vingtième siècle (Mahler).  
**Théâtre Oblique** (355-63-94), 18 h. 30 : Compagnie de l'Orme orange.  
**Palais des congrès** (756-22-53), 20 h. 30 : Ballet de l'Opéra de Paris (Le Lac des cygnes).

### Les concerts

**Lucernaire, 19 h. 30 : G. et B. Picavet (Chopin, Brahms, Herz...).**  
**Sainte-Chapelle, 20 h. 30 : Quatuor Parrot (Telemann, Vivaldi, Bach...).**

**Jazz, pop, rock, folk**

**Bataclan (700-30-13), 20 h. : Head-boys.**  
**Caveau de la Huchette (328-85-05), 22 h. : M. de Villiers, M. Fosset Quintot.**

Les films marqués (\*) sont interdits  
aux moins de treize ans  
(\*\*) aux moins de dix-huit ans

## La Cinémathèque

Chaillet (704-24-26), 18 h. : Le Trouillard du Far-West, de N. Tauroug ; 18 h. : Jésus-Christ Superstar/ de N. Jewison ; 20 h. : Persona, d'I. Bergman ; 22 h. : Star, de R. Wise.

Beaubourg (278-35-37), 15 h. : Baruch, d'E.-A. Dupont ; 17 h. : Cinéma italien : le Bourreau de Vanise, de G. P. Callegari ; 18 h. : Cinéma russe et soviétique : Plusieurs interviews sur des problèmes privés, de I. Gogoberidze ; 21 h. : Hommage à M. Jancso : Les cloches sont parties pour Rome.

## **Les chansonniers**

21 h. : Sans le mot con, monsieur,  
le dialogue n'est plus possible.  
Deux-Ancs (806-10-26), 21 h. :  
Pétrole... Ana.

### Dans la région parisienne

Boulogne, T. B. B. (603-80-44),  
20 h. 30 : les Hauts de Hurlevent.  
Vincennes, Théâtre Daniel - Sorano  
(374-73-74), 21 h. : la Vie en pièces.  
— Petit Sorano, 21 h. : Pad'pomme'ad.

mas

**Les exclusivités**

**ALEXANDRE POURQUOI ?** (Egypte-  
France), 2<sup>e</sup> (357-50-00) ; **Sin-  
do Crux**, 5<sup>e</sup> (354-82-32).

**ALIEN** (A. v.o.) (\*) : **Kinoema-  
rama**, 15<sup>e</sup> (306-50-50) ; (V.I.) :  
**Hamamnia**, 2<sup>e</sup> (770-47-85).

**AMITYVILLE** (A. v.f.) (\*) : **U.G.C.**  
**Opéra**, 3<sup>e</sup> (261-50-32) ; **Mistral**, 14<sup>e</sup>  
(332-32-43).

**APOLYPTIC NOW** (A. v.o.) (\*) :  
**Bahco**, 3<sup>e</sup> (501-10-00).

**AURELIA STEINER** (F.) : **Le Seine**,  
(322-35-00).

**L'AVARE** (F.) : **Gaumont Les Halles**,  
1<sup>re</sup> (207-49-70) ; **Richelieu**, 3<sup>e</sup> (223-  
56-70) ; **Imperial**, 3<sup>e</sup> (743-72-32) ;  
**Marcel**, 3<sup>e</sup> (355-50-52) ; **National**,  
12<sup>e</sup> (743-00-00) ; **U.C.M.**, 1<sup>re</sup> (323-  
50-00).

# cinémas

PAUL GRIMAUDT · JACQUES PREVERT

**LE ROI  
ET  
L'OISEAU**

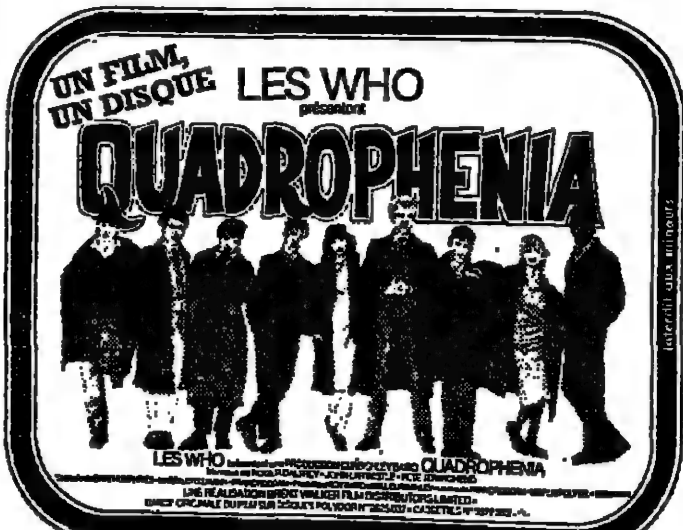
PRIX LOUIS DELLUC 1980

Un film de PAUL GRIMAUDT  
Scénario de JACQUES PREVERT · PAUL GRIMAUDT  
Montage de JACQUES PREVERT Musique de WYCKEON KILAR  
En collaboration avec CINÉMA 77, A. BOUTONNIER  
© 1980 LES FILMS PAUL GRIMAUDT

**G**

**DANS 10 SALLES : PARIS - PÉRIPHÉRIE**  
(Voir listes programmes)

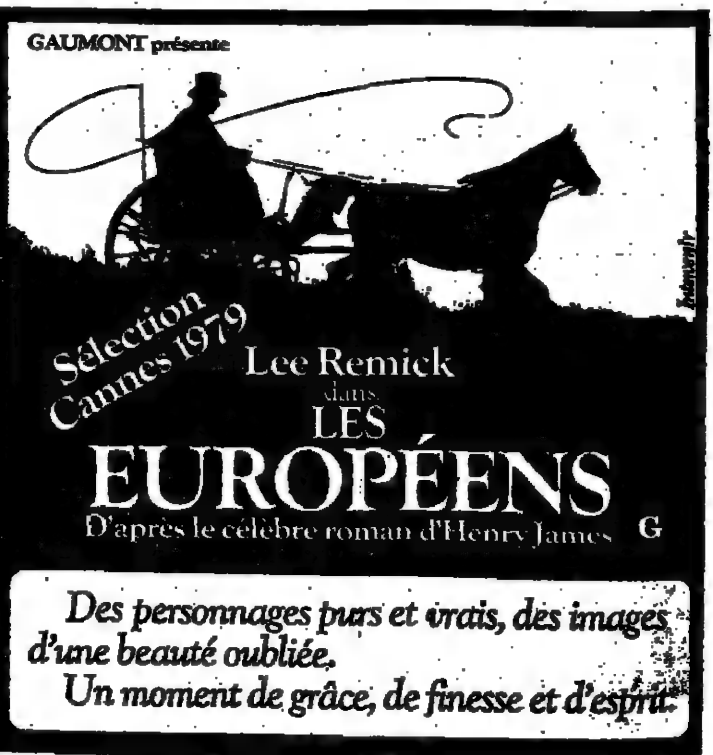
PARAMOUNT ELYSEES va. écran géant Dolby - PUBLICIS MATIGNON va  
PARAMOUNT ODEON va - MÉDICIS va - PARAMOUNT MAILLOT  
PARAMOUNT OPÉRA écran géant Dolby - PASSY - PARAMOUNT  
MONTMARTRE - PARAMOUNT BASTILLE - CONVENTION SAINT-  
CHARLES - PARAMOUNT MONTMARNASSE - PARAMOUNT ORLÉANS  
PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT GOBELINS - PARAMOUNT  
MARIVAUX — Pépinière : Village Neutly - Elysees 2 La Colle-St-Cloud  
Paramount La Varenne - Paramount Orly - Club Colombes - Bussy Bazzy -  
Saint-Antoine - Cyrène Versailles - Alp'ne Argenteuil —



**A PARTIR DU 9 AVRIL**



**V.O. : ÉLYSÉES POINT SHOW - GAUMONT HALLES - CLUNY. ECOLES  
7 PARNASSIENS  
V.F. : GAUMONT CONVENTION - IMPÉRIAL PATHÉ**



**EL MONDO**

1<sup>ère</sup> SEMAINE  
PARIS-PROVINCE  
**850.000**  
entrées

une aventure romantique  
**le P**

هكذا من الأمل



**V.O. : ELYSÉES LINCOLN  
HAUTEFEUILLE**

[illegible]

**OLD  
BOYFRIENDS**

WOLFGANG PETERSEN'S **OLD BOYFRIENDS**  
 DIESEL VASARIUM - DIESEL CHRONOMETER  
 DIESEL CHRONOMETER - DIESEL CHRONOMETER  
 DIESEL CHRONOMETER - DIESEL CHRONOMETER  
 DIESEL CHRONOMETER - DIESEL CHRONOMETER  
 DIESEL CHRONOMETER - DIESEL CHRONOMETER

LE NOUVEAU  
FILM des  
MONTY PYTHON

LA VIE  
DE  
BRIAN

**V.O. : ÉLYSÉES LINCOLN  
SAINT-GERMAIN HUCHETTE  
OLYMPIC ENTREPOT  
14 JUILLET BEAUGRENELLE**

**GAUMONT CHAMPS ELYSEES vf • QUINTETTE vf • MAYFAIR vf**  
**GAUMONT BERLITZ vf • GAUMONT RICHELIEU vf**  
**MONTPARNASSE PATHE vf • CLICHY PATHE vf**  
**GAUMONT GAMBETTA vf • GAUMONT CONVENTION vf**  
**GAUMONT LES HALLES vf**  
**BELLE EPINE Thiais • GAUMONT Evry • CYRANO Versailles**  
**PATHE Champigny • VELUZ 2 Velizy**

U.G.C. BIARRITZ v.o. - MARIGNAN PATHÉ v.o. - HAUTEFEUILLE v.o.  
GAUMONT BERLITZ v.f. - REX v.f. - CLICHY PATHÉ v.f.  
MONTPARNASSE 83 v.f. - CAMBRONNE v.f.

- **Des scènes d'une drôlerie dévastatrice.**  
**R. CHAZAL (France Soir)**
- **Une avalanche d'écarts de rire.**  
**C. DURANTE (Figaro Magazine)**
- **Ras de marée rigolard...**  
**Une incroyable tarte à la crème à la**  
**face de l'Amérique.**  
**F. FORESTIER (L'Express)**
- **A mi-chemin entre Kubrick de "Folamour"**  
**et "Collarshow"**  
**R. BENAYOUN (Le Point)**

## LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

Après KES  
et FAMILY LIFE  
le nouveau film  
d'aventure  
de KEN LOACH

**Black Jack**  
PRIX DE LA CRITIQUE  
INTERNATIONALE  
CANNES 1979

**• Kramer contre Kramer**  
**—Film remarquable—**  
**Film de l'année—**  
PARISCOPE (J.M. Bescos)

**• ... Exemple,  
perfection cinématographique,  
intense contenu émotionnel,  
résonance universelle.  
FRANCE SOIR (Robert Chazal)**

- **... Exact point de jonction du talent de l'auteur et de celui de ses interprètes (Dustin Hoffman, Meryl Streep).**  
**L'EXPRESS (Francois Forestier)**

● **Robert Benton a réalisé une œuvre émouvante, pudique, rigoureuse et sincère, admirablement jouée par Dustin Hoffman. TÉLÉ 7 JOURS**

• ... Film sobre et émouvant servi par deux interprètes exceptionnels, Meryl Streep et Dustin Hoffman.  
« C'est l'orgie émotionnelle de l'année »  
LE POINT (Robert Benayoun)

• **Dustin Hoffman, Meryl Streep**  
**sont exceptionnels et méritent l'Oscar.**  
**PREMIÈRE (Henry Béhar)**

● **Robert Benton a fait un film sublime. Dustin Hoffman est prodigieux.**  
**FRANCE SOIR (Monique Pantel)**

**1941**

**LA FOLIE GAGNE HOLLYWOOD**

**1941** LA FOLIE GAGNE HOLLYWOOD

STUDIO DE LA  
**CONTRESCARPE**  
MICHEL  
SIMON  
présente  
  
**L'ATALANTE**  
DE JEAN VIGO  
PREMIERE PARTIE : TARIS DE J. VIGO



**ROSE!**  
**THE YOUNG**  
**DESIGNER**



**"elle"**  
UN FILM DE BLAKE EDWARDS  
/ JULIE ANDREWS /  
HUDLEY MOORE / BO DEREK  
ORION PICTURES Release THE WARNER BROS.  
© A Warner Communications Company  
Distribué par WARNER COLUMBIA FILM

40 SALLES PARIS PÉRIPHÉRIE

CRÉDIT en Grand Format International

# BELMONDO

1<sup>ère</sup> semaine  
PARIS-PROVINCE  
**850.000**  
entrées  
RECORD DU CINÉMA FRANÇAIS

**"Le guignolo"**

The advertisement is a black and white promotional poster for the movie "Le guignolo" starring Jean-Paul Belmondo. At the top, it says "40 SALLES PARIS PÉRIPHÉRIE". Below that, in small letters, is "CRÉDIT en Grand Format International". The name "BELMONDO" is prominently displayed in large, bold, sans-serif capital letters. Underneath the name is a laurel wreath. Inside the wreath, the text reads "1<sup>ère</sup> semaine", "PARIS-PROVINCE", "**850.000**", "entrées", and "RECORD DU CINÉMA FRANÇAIS". To the right of the wreath is a close-up, high-contrast black and white photograph of Jean-Paul Belmondo's face. He is wearing a dark top hat and has a slight, enigmatic smile. The overall design is classic and dramatic, typical of mid-20th-century movie posters.

**MERCREDI 9. AVRIL**

un film de  
**Paolo et Vittorio TAVIANI**

**Michele PLACIDO**  
**Saverio MARCONI**  
**et**  
**Isabella ROSSELLINI**  
**Giulio BROGI**

**après PADRE PADRONI  
FAMED OR INFESTED CANNES**

*une aventure  
romantique*

**le Pré**

**WANT DISNEY**

**DUMBO**

MARCELO L. GILBERT PHOTOGRAPH

MERCREDI 9 AVENUE

**SIGNORET  
ROCHEFORT  
SEYBIG**

[illegible]

Le Remick  
LES  
**EUROPÉENS**  
CIGARETTES  
LES

*« Des personnages purs et délicats  
d'une belle culture.  
Un moment de grâce. »*







MALGRÉ UN SÉVÈRE « FILTRAGE » DES ÉTRANGERS

## La France reste une terre d'asile

Au cours de son dialogue avec les jeunes samedi 29 mars au Bourget, M. Giscard d'Estaing a annoncé que la France s'appuyait et accueillait en mai cinq mille nouveaux réfugiés du Sud-Est asiatique. En cinq ans, cinquante-dix mille personnes de cette région auront trouvé refuge en France.

Citant le chiffre total de cent cinquante mille réfugiés politiques, M. Giscard d'Estaing avait affirmé, le 26 février, à

TF1 : « La France est probablement de tous les pays du monde celui qui a fait le plus en faveur des droits de l'homme. » (« Le Monde » du 28 février.) Ce point de vue est partagé par le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, qui considère que la réputation de la France comme terre d'asile n'est pas usurpée.

Cette tradition va-t-elle se perpétuer ? Oui, si l'on en juge par l'accueil réservé aux réfugiés du Sud-Est asiatique. Non,

si l'on considère les obstacles de plus en plus nombreux auxquels se heurtent les étrangers qui cherchent à s'installer en France : la loi Bonnet, le projet de loi Stoléru, etc. Les troubles, qui agitent le monde et la crise économique expliquent que la France doit faire face depuis quelques mois à une nette augmentation des demandes de statut de réfugié politique. Mais, déjà, il est moins facile d'obtenir ce statut.

Le nombre d'étrangers auxquels la France accorde le statut de réfugié politique est en effet resté constant. Il était de cent soixante-dix mille environ entre 1963 et 1970, avant de chuter à cent trente mille, après de nombreux départs, en 1971. Mais il est remonté depuis (cent quarante-deux mille huit cent huit en 1979). Cette relative stabilité fait apparaître des modifications importantes lorsqu'on regarde les pays d'origine. Un fort contingent de Chiliens a trouvé refuge en France après le renversement de Salvador Allende en 1973, suivi, en 1975, à la chute de Saigon, des premières vagues de Vietnamiens. Le nombre de ceux-ci n'a cessé de croître depuis, comme celui des Cambodgiens.

Le gouvernement a décidé, en janvier 1979, de réduire le statut aux Espagnols vivant en France, considérant, après la mort de Franco, que les circonstances qui avaient justifié leur accueil étaient devenues caduques. Les cartes de ces réfugiés leur sont reprises progressivement, à l'exception des Basques, qui, pour certains, bénéficient encore du statut.

N'obtient pas celui-ci qui veut. Aux termes de la convention de Genève signée le 28 juillet 1951 par les pays membres des Nations unies, n'est considéré comme réfugié politique que celui qui a fui son pays d'origine en raison des persécutions dont il était ou d'être l'objet « du fait de sa race,

de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ». La définition, on le voit, est restrictive. Un simple opposant ou une personne fuyant son pays pour échapper à une guerre civile n'est pas un réfugié au sens de la convention de Genève. Cette règle a été rappelée le 13 juillet 1979 par le Conseil d'Etat dans un arrêt visant des Libanais auxquels l'administration avait refusé le statut de réfugié. Ces Libanais sont néanmoins restés en France où on leur avait accordé le droit d'asile.

L'étranger qui sollicite le statut de réfugié doit, à son arrivée en France, se présenter à la police. Ce n'est qu'ensuite que l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) décide s'il y a lieu ou non de lui accorder le statut. Comme celles de tout organisme administratif, les décisions de l'OFPRA sont soumises à un filtrage. Le premier émane de la commission de recours des réfugiés à laquelle la personne qui se heurte à un refus peut s'adresser. Cette commission est présidée par le ministre de l'Intérieur, qui en est le conseiller d'Etat, qui en est le président, un représentant de l'OFPRA et le représentant pour la France du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). Lorsque la commission reconnaît la qualité de réfugié à celui qui la sollicite, l'Office est tenu de lui accorder, dans le cas contraire, il

reste un ultime recours devant le Conseil d'Etat. La qualité de réfugié comporte certains avantages, dont l'octroi de cartes de séjour et de travail. Elle implique un devoir de réserve auquel ne sont pas tenues les personnes qui, comme ce fut le cas de l'ayatollah Khomeiny à Neauphle-le-Château, bénéficient du simple droit d'asile.

L'OFPRA se montre assez libéral pour l'octroi du statut : environ 6 % de refus en 1977 et 1978, dont 10 % à peu près sont annulés par la commission. Sans être considérable, l'aide dont bénéficient ces réfugiés à leur arrivée en France, de la part du ministère des affaires étrangères, le service social d'aide aux émigrés n'est pas négligeable : 1 000 francs par adulte, auxquels s'ajoutent 200 francs par enfant de plus de dix-huit ans et 350 francs par enfant mineur. Cette aide est attribuée pour trois mois aux personnes qui ne trouvent pas de place ou ne souhaitent pas bénéficier de l'accueil d'un centre d'hébergement.

Par application qu'elle fait de la convention de Genève et l'aide qu'elle apporte aux réfugiés, la France, au regard de beaucoup de pays, ne fait pas à sa réputation de terre d'asile. Les décisions de la commission des réfugiés (H.C.R.), qui regrettent qu'en quelques années elle soit passée du quatrième au quatrième rang des pays qui alimentent le budget du Haut Commissariat.

Ce satisfait doit être cependant tempéré. Depuis 1974, la France a pratiquement fermé ses frontières aux travailleurs étrangers. Il en résulte un net accroissement du nombre des émigrés qui, pour tourner la difficulté, demandent le statut de réfugié politique. Les affaires étrangères traduisent ce phénomène. L'Office, qui, jusqu'en 1978, refusait 6 % des demandes, a en 1979, en 1979, près de 10 %. Les décisions s'accroissent sur le bureau de la commission des recours des réfugiés d'examen attentif maintient donc à dix-huit mille le nombre de réfugiés politiques. Cette attente bénéficie en principe à ceux qui sollicitent le statut, car l'autorisation provisoire de séjour et de travail qui leur est délivrée leur est jusqu'à épuisement des voies de recours, renouvelée.

Mais le caractère suspensif du recours ne résulte que de l'usage, de sorte qu'on peut craindre que l'afflux massif de faux réfugiés ne conduise bientôt le gouvernement à appliquer la loi dans certains cas au moins, c'est-à-dire à fonder les décisions sur les seuls motifs de l'OFPRA refusé ce statut, même si la commission n'a pas encore tranché leur cas.

## Trois livres sur « un autre socialisme »

(Suite de la première page.)

Dans son essai au titre nostalgique *Autour du prolétariat*, André Gorz (3) défend une thèse plus radicale. Selon lui, la classe ouvrière traditionnelle n'est plus qu'une minorité privilégiée. En revanche, gossissent les rangs d'un néo-prolétariat post-industriel des sans-statut et des sans-classe qui occupent des emplois précaires d'auxiliaires, de vacataires, d'ouvriers d'occasion, d'interimaires, d'employés à temps partiel (4). Pour cette nébuleuse d'individus changeants, la grande affaire n'est pas de prendre le pouvoir afin de bâtir un monde, mais de « reprendre chacun le pouvoir sur sa propre vie en la soustrayant à la rationalité productiviste et marchande ». Cet espace de souveraineté conquise, cette « niche » où construire sa vie personnelle gratifiante se présente comme la compensation des contraintes onéreuses que l'individu subit dans son travail.

Marx aurait souhaité que le travail social à but économique pût servir à l'épanouissement de l'homme, mais il n'ignorait pas que le « règne de la liberté » (c'est-à-dire l'autonomie) ne commence qu'au-delà du « règne de la nécessité » (c'est-à-dire de l'hétéronomie). A. Gorz enchaîne sur cette intuition et estime qu'il n'y a en effet de solution que dualiste. Le progrès consisterait à subordonner la sphère de l'hétéronomie à celle de l'autonomie, la première assurant la production programmée, planifiée, efficace, de tout ce qui est nécessaire à la vie des individus et de la société, la seconde laissant cher-

cun produire à sa guise seul ou associé avec d'autres des biens et services matériels et immatériels, conformes à ses désirs, à ses goûts, à sa fantaisie.

Selon André Gorz, il ne faut donc pas se faire d'illusion : des systèmes communautaires, autogestionnaires, ne pourront jamais abolir la « sphère de la nécessité » et les fonctions de l'Etat. Seule la communauté monacale permet vraiment de marier les nécessités matérielles et les exigences éthiques, non parce que le règne de la nécessité est abolie mais parce qu'il est sublimé.

La politique de progrès ne peut donc que tendre à réduire la sphère de la nécessité, de transformer l'Etat d'appareil de domination en instrument par lequel la société exerce son pouvoir sur elle-même. Mais cette opération n'aura de chances de succès que si s'établissent de nouveaux types de rapports sociaux, de nouvelles manières de produire, de s'associer, de travailler et de consommer. « La liberté essentielle du politique n'est... pas l'exercice du pouvoir. Sa fonction est, au contraire, de délimiter, d'orienter et de codifier les actions du pouvoir, de lui assigner ses moyens et ses buts, et de veiller à ce qu'il ne sorte pas du cadre de sa mission ».

Cette conception d'un « autre socialisme » ou d'un système qui s'inscrirait « au-delà du socialisme » est essentiellement fondée sur le postulat selon lequel il n'est plus question pour le travailleur de se libérer au sein du travail, mais de se libérer le plus possible du travail.

### Le procès de la division du travail...

D'autres penseurs ne vont pas si loin et ne désespèrent pas de rendre au travail social (contraint d'un peu de son labeur, à condition de rompre avec toute une théorie et une pratique héritées d'Adam Smith. Tel Jean-Louis Beau dans le livre qu'il vient de publier sous le titre : « Socialisme et mode de production » (5).

L'essentiel de son message tient dans un long procès de la division du travail. La condamnation n'est pas nouvelle et l'on se rappelle les emportements de Georges Friedmann contre le taylorisme, mais rarement avait été poursuivie à ce point une réflexion sur ses effets dégradants sur l'originalité, sur ses effets pervers propres à ce mode de production, qui peuvent nuire à l'efficacité générale du système. Selon notre auteur, la qualité du travail et de ses produits est, en effet, affectée par un type d'organisation du travail où personne ne se considère comme véritablement responsable, où les machines fournissent les objets standardisés et totalement impersonnels, ressentis finalement comme d'une qualité moindre que les objets artisanaux sur lesquels le consommateur va se précipiter par compensation, comme cela commence à se produire depuis quelques années.

Les effets pervers jouent même sur la quantité de travail produite grâce à ce système. Selon un récent rapport de l'inspection des finances, 380 millions de journées de travail sont perdues chaque année du fait de l'absentéisme, soit un taux moyen de 12 % par rapport au nombre d'heures de travail théoriques, qu'il soit volontaire ou causé par les accidents ou les maladies professionnelles. De même, la rotation excessive du personnel employé, du fait du désintérêt du travail, introduit une perte de production.

La division du travail, au début du vingtième siècle, apportait un surcroît d'efficacité certain. En est-il de même aujourd'hui ? Evouant les travaux de Christian Sautter (6), Jean-Louis Beau constate que, sauf très rares exceptions, les secteurs qui ont fait le plus gros effort d'investissement en accroissant la part de capital dans leurs processus de production ont enregistré non seulement une baisse sensible de l'efficacité du capital investi mais aussi une baisse d'efficacité économique globale, tandis qu'une tendance inverse se manifestait dans les secteurs où le capital par tête avait le moins progressé.

La division du travail n'est évidemment pas propre au système capitaliste. Dans « les tâches immédiates du pouvoir des soviets, Lénine écrivait : « Il faut organiser en Russie l'étude de l'enseignement du système de Taylor, non expérimentation et non adaptation systématique ». Alors que Marx disait, dans le *Capital* : « La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple. »

### ...sous toutes ses formes

Pour Jean-Louis Beau, il faut s'attaquer à la division du travail « sous toutes ses formes » pour créer un nouveau type de société. Citons-en quelques-unes où l'on verra que la critique hichéenne des institutions n'est pas loin. Ainsi, reprenant le divorce spécialiste-utilisateur, notre auteur souhaite la diffusion d'une éducation sanitaire de base de façon que chaque puisse devenir le « spécialiste » de sa propre santé, pour les maladies courantes. De même, soit très important de former chacun à apprendre par lui-même. L'art ne saurait se réduire à n'être que le métier des artistes, et « celui qui ose se prétendre spécialiste de la prise de décision est un charlatan ».

La division travail-manuel-travail intellectuel, villes-campagnes, hommes-nature, etc., sont ainsi pourfendues par J.-L. Beau, qui admet tout à fait qu'il ne peut s'agir de supprimer totalement et définitivement la division du travail, mais seulement de la réduire. Il n'est pas question de revenir à un état pré-industriel et il ne faut pas oublier que le travail ne produit pas que des objets, mais aussi des rapports sociaux.

Comment éviter les écueils placés sur le chemin d'une moindre division sociale ? La formule autogestionnaire, chère à l'auteur, ne doit pas être définie a priori. Il s'agit non d'un objectif mais d'une direction vers une autonomie qui n'aboutisse pas à un repliement sur soi-même, et des communautés diversifiées et décentralisées qui puissent constituer des îlots de contre-pouvoir.

On voit que ces explorateurs d'un monde plus fraternel tournent essentiellement aujourd'hui autour de la

CHARLES VANHECKE.

## 142 808 réfugiés politiques

Cent quarante-deux mille huit cent huit réfugiés politiques ont été recensés le 31 décembre 1979, au statut de réfugié politique en France.

● EUROPE  
Albanais : 400 ; Arméniens : 5 850 ; Bulgares : 243 ; Hongrois : 5 780 ; Polonais : 15 981 ; Roumains : 3 820 ; Tchécoslovaques : 2 900 ; U.R.S.S. : 1 007 ; Grecs : 310 ; Russes : 10 245 ; Ukrainiens : 3 221 ; Yougoslaves : 7 700 ; Espagnols : 23 540 ; Portugais : 225 ; Divers : 945.  
Total pour l'Europe : 85 985.

● ASIE  
Afghans : 31 ; Bangladeshis : 8 ; Birmanais : 4 ; Bouthas : 2 ; Cambodgiens : 16 594 ; Chinois : 525 ; Coréens : 1 ; Vietnamiens : 1 ; Indes : 3 ; Indonésiens : 13 ; Irak : 42 ; Iran : 25 ; Israéliens : 7 ; Jordaniens : 1 ; Laos : 12 354 ; Liban : 2 ; Malaisiens : 1 ; Pakistans : 12 ; Philippines : 3 ; Sri-Lankais : 27 ; Soudanais : 1 ; Thaïlandais : 2 ; Vietnamiens : 16 972 ; Yéménites : 2.  
Total pour l'Asie : 47 571.

● AFRIQUE  
Algériens du Sud : 22 ; Algériens du Nord : 158 ; Béninois : 32 ; Burundais : 37 ; Camerounais : 2 ; Congo : 89 ; Egyptiens : 1 350 ; Éthiopiens : 315 ; Ghanais : 142 ; Guiné-Bissau : 39 ; Guinéens : 1 ; Haïtiens : 1 ; Mali : 14 ; Madagascariens : 9 ; Maroc : 333 ; Mozambicains : 1 ; Nigériens : 25 ; Nigérian : 1 ; Ougandais : 30 ; Rwandais : 1 ; Sénégalais : 2 ; Soudanais : 1 ; Sierra-Léonais : 2 ; Soudanais : 4 ; Tanzaniens : 6 ; Tchadiens : 5 ; Togolais : 3 ; Tuniens : 72 ; Zaïrois pour l'Afrique : 3 638.  
Total pour l'Afrique : 5 618.

● AMÉRIQUE  
Argentins : 605 ; Boliviens : 153 ; Brésiliens : 240 ; Chiliens : 3 231 ; Colombiens : 27 ; Cubains : 39 ; Dominicains : 31 ; Écuatoriens : 21 ; Guatémaltèques : 4 ; Haïtiens : 64 ; Honduriens : 11 ; Mexicains : 3 ; Nicaraguayens : 17 ; Paraguayais : 21 ; Péruviens : 46 ; Salvadoriens : 2 ; Uruguayens : 583.  
Total pour l'Amérique : 5 618.

## SPORTS

Football

### LES DOUZE ACCUSÉS DANS L'AFFAIRE DES PARIS CLANDESTINS SONT REMIS EN LIBERTÉ

Rome (A.F.P.). — Les onze joueurs de football et le président de l'A.C. Milan incriminés dans l'affaire des paris clandestins sur les matches de football en Italie ont été remis en liberté jeudi 3 avril après le versement d'une caution allant de 20 millions de lire (100 000 francs) à 5 millions de lire (25 000 francs). Les deux accusateurs des joueurs, à l'origine de la découverte du scandale, M.M. Massimo Cacciari et Alvaro Trinchera, avaient bénéficié d'une mesure identique lundi 31 mars.

Dans l'immédiat, alors que la magistrature italienne et la fédération italienne de football poursuivent leurs enquêtes respectives, le président de Milan et les joueurs restent suspendus pour une durée de deux mois reconductible.

TENNIS. — En huitièmes de finale du tournoi de Monte-Carlo, l'Argentin Guillermo Vilas a battu l'Américain Bill Scanlon, 6-3, 6-1, et l'Américain John McEnroe s'est qualifié aux dépens de l'Italien Corrado Barazzutti, 6-1, 6-5, 6-2. En quarts de finale, le Suédois Björn Borg a dominé l'Argentin José-Luis Clara, 7-5, 6-3, et l'Américain Vitas Gerulaitis s'est imposé face au Chinois Hans Gildemeister, 6-1, 6-4.

### Jeux olympiques

#### M. RONALD REAGAN SE PRONONCE POUR LE BOYCOTTAGE

M. Ronald Reagan, candidat à l'investiture du parti républicain pour la présidence des États-Unis, s'est prononcé sans équivoque jeudi 3 avril à Los Angeles pour le boycottage des Jeux de Moscou « aussi bien pour les États-Unis que pour leurs alliés ».

M. Ronald Reagan, ancien gouverneur de l'État de Californie, a aussi proposé pour « favoriser la dépolitisation des Jeux » que les compétitions de 1984 aient lieu en Grèce dans un site appelé à devenir permanent. Le comité d'organisation des Jeux de 1984, qui doivent précisément se tenir à Los Angeles, s'est aussitôt élevé contre ce projet.

À Washington, le gouvernement américain a repoussé une proposition du conseil consultatif des athlètes consistant à permettre aux sportifs américains de prendre part aux épreuves de Moscou, mais de boycotter les cérémonies protocolaires.

M. Harold Brown, secrétaire à la défense, a déclaré que, si le Comité olympique des États-Unis (USOC) se prononçait le 15 avril contre le boycottage, « ce serait un coup porté à la sécurité des États-Unis ».

● RECTIFICATIF. — Dans l'article consacré au tennisman Yannick Noah (*Le Monde* du 3 avril), il fallait lire : « Je suis des États depuis un mois », et non « Je suis boudier », comme une erreur de transmission nous l'avait fait écrire.



# JUSTICE

## Le recrutement des magistrats

### Un bon élève de l'École nationale de la magistrature peut parfois être inapte aux fonctions judiciaires estiment les sénateurs

Le Sénat a continué, jeudi 3 avril, l'examen du projet de loi organique tendant à étendre les possibilités de recrutement dans la magistrature. Ce projet, dont il s'agit de la discussion mardi prochain, a été déjà sensiblement modifié. Outre les amendements adoptés la veille (le Monde du 3 avril), le Sénat a notamment voté jeudi deux dispositions proposées par M. Dailly (Gauche dém. Seine-et-Marne). L'une (complétée par le gouvernement) autorise le ministre à déléguer par décret certains magistrats du parquet auprès de la Cour de cassation pour exercer les fonctions de ministère public.

Le second amendement (article 9 bis) modifie l'article 25 du statut de la magistrature. Il vise à privilégier la notion d'aptitude aux fonctions judiciaires des auditeurs de justice sortant de l'École nationale de la magistrature. Désormais, ils pourront plus être inscrits sur la liste de classement des auditeurs qui n'auraient pas préalablement été jugés aptes par le jury. Dans le régime en vigueur, aucun jury n'avait jamais usé de ce droit qui était déjà inscrit dans le statut mais selon une procédure ambiguë : l'aptitude se trouvait pratiquement constatée du seul fait de l'inscription sur la liste de classement.

Défendant son amendement qu'approuvent le ministre et le rapporteur, M. Dailly a notamment déclaré : « Quelqu'un qui a l'excellente note peut être considéré comme ne présentant pas les caractéristiques d'un bon magistrat ».

Les sénateurs ont ensuite approuvé un amendement de

M. TEYRAUD (R.I. Lot-et-Cher), rapporteur de la commission des lois, ouvrant aux auditeurs de justice (avocats, avoués, notaires, huissiers) qui entrent dans la magistrature, leurs droits à pension de retraite de l'Etat sous des conditions qui seront fixées par décret.

Un autre amendement de M. Teyraud est voté contre l'avis du ministre. Il tend à réserver l'exercice des fonctions de juge d'instruction à des magistrats ayant au moins trois ans d'ancienneté. Cette disposition, précise le rapporteur, concerne tous les magistrats qu'ils soient recrutés par l'École nationale de la magistrature ou par voie de recrutement latéral.

M. Peyrefitte, tout en approuvant l'« inspiration » de l'amendement, s'alarme de ce qu'il n'est pas réaliste. « Le juge d'instruction, déclare-t-il, est un magistrat spécialisé. Son statut ne doit pas être différent de celui du juge des enfants ou du juge de l'application des peines. (...) Ce que l'on ferait pour le juge d'instruction, il faudrait le faire pour le juge des enfants et pour le juge de l'application des peines ».

Au cours de la séance de l'après-midi, les sénateurs adoptent un amendement du gouvernement qui prévoit que la commission d'avancement ne sera pas composée différemment selon qu'elle établit la liste d'aptitude ou le tableau d'avancement. Les magistrats membres de cette commission ne seront plus choisis par la garde des sceaux mais désignés par les magistrats eux-mêmes. Le nombre des magistrats du corps judiciaire appelés à siéger dans ladite commission passe de neuf à dix.

## Les commissions d'avancement et de discipline

Le Sénat rétablit les dispositions initiales du projet, supprimées par l'Assemblée nationale, relatives à l'élection des magistrats appelés à siéger dans la commission d'avancement et dans celle de discipline du parquet. M. CIGOLINI (P.S., Var) fait approuver la possibilité du recrutement parallèle aux « assistants des facultés de droit de l'Etat ayant enseigné en cette qualité pendant au moins six mois ». Et également voté un amendement qui rétablit la nécessité de l'avis « conforme » de la commission chargée d'étudier les demandes d'intégration directe.

Il en est de même pour un amendement de M. Peyrefitte qui prévoit la présence dans la commission d'intégration, de trois personnalités extérieures choisies par l'Assemblée générale de la Cour de cassation. Les sénateurs rétablissent une disposition supprimée par les députés, qui prévoit la désignation de suppléants pour les magistrats membres de la commission d'avancement.

Par 144 voix contre 141, l'insubordination pour les magistrats recevant un « avertissement », d'une procédure d'appel devant les organes disciplinaires de la magistrature, proposée par M. DE CUTTOLI (Gauche dém. France de l'étranger) est approuvée. En revanche, le Sénat repousse par 158 voix contre 132, comme le souhaitait le ministre

de la justice, un amendement de la commission des lois, défendu par M. TEYRAUD (R.I. Lot-et-Cher), qui aurait permis aux magistrats de la Cour de cassation atteints par la limite d'âge de l'expiration du semestre suivant la date de leur arrivée à l'âge de la retraite, comme c'est le cas pour les autres magistrats.

M. RUDLOFF (Un. cent. Bas-Rhin) fait voter une disposition autorisant les auditeurs de justice la possibilité d'être inscrits pour tout ou partie de leur scolarité à l'École nationale de la magistrature, sur la liste des candidats stagiaires. Ces auditeurs, dont l'activité serait bénévole, ne participeraient ni à l'élection des membres du conseil de l'ordre, ni aux délibérations des assemblées générales des avocats. Enfin, la responsabilité civile qu'ils encourraient ainsi serait garantie par l'Etat.

## L'ABANDON DE L'AMENDEMENT FOYER

Les sénateurs ont apporté deux modifications importantes au texte voté en première lecture par les députés. Comme le souhaitait le gouvernement, les sénateurs, unanimes, ont rétabli la nécessité de l'avis conforme de la commission, qui statue sur le recrutement extérieur des magistrats. La suppression de cet avis conforme donnait la possibilité au gouvernement de recruter sans contrôle, ou presque, des magistrats aux échelons moyens de la hiérarchie. L'amendement de l'Assemblée avait été voté sur l'initiative de M. Jean Foyer, député (R.P.R.) de Maine-et-Loire, président de la commission des lois. M. Alain Peyrefitte avait, après l'émotion suscitée par cette affaire, déclaré que le gouvernement n'aurait pas le droit de rétablir des dispositions initiales.

Les sénateurs sont revenus aussi au texte du gouvernement pour ce qui concerne la composition de la commission chargée de statuer sur l'avancement et le recrutement des magistrats. Jusqu'à présent, cette commission était composée, en partie, de magistrats choisis par le chancelier, après élection au deuxième degré par leurs pairs. Le projet de loi déposait à l'Assemblée supprimait la possibilité pour le gouvernement de faire un choix parmi les élus.

Le Sénat a ainsi supprimé les deux amendements que critiquaient le plus les syndicats. Il reste que ce projet de loi, même dans sa forme initiale, est désapprouvé par un grand nombre de magistrats, qui y voient, non sans raison, la possibilité de recruter des juges sans les mêmes garanties qu'offre aujourd'hui l'École nationale de la magistrature.

## UN MÉDECIN BISONNIN OBTIENT GAIN DE CAUSE CONTRE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

(De notre correspondant.)

Besançon. — Le tribunal administratif de Besançon a annulé une décision par laquelle le directeur de l'administration pénitentiaire avait interdit, le 15 février 1979, au docteur Patrick Dorget, médecin généraliste à Besançon, de continuer son activité à la maison d'arrêt de la ville. Selon le médecin, on lui aurait fait grief d'avoir remis directement des calmants à certains détenus alors que les médicaments doivent être distribués par les surveillants et absorbés en leur présence. Le docteur Dorget estime qu'il était préférable de les laisser prendre aux détenus en fin de soirée plutôt que de les contraindre à les absorber à 17 h 30 ou 18 heures. D'autre part, le médecin n'avait pas accepté de répondre à la demande du directeur de la maison d'arrêt qu'il souhaitait qu'il s'assure de la réalité d'une grève de la faim entreprise par une trentaine de personnes soumises au régime de la tutele pénale. Enfin, peu de temps après sa nomination à la maison d'arrêt, il avait refusé de se déplacer alors qu'un détenu faisait une crise nerveuse.

C'est en grande partie parce que le directeur de l'administration pénitentiaire avait décidé de se passer de ses services sans lui donner préalablement connaissance de son dossier que le docteur Dorget a obtenu gain de cause devant le tribunal administratif.

## LES AFFAIRES DES CASINOS NIÇOIS

### Un ancien administrateur du Ruhl soupçonné d'avoir joué le rôle de banquier occulte

De notre correspondant régional

Cannes. — Dans le cours de l'information ouverte après la plainte déposée par la direction générale des douanes contre M. Jean-Dominique Fratoni, P.-D. G. du Ruhl, pour infraction à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger (« le Monde » daté 18-19 novembre 1979), un mandat d'arrêt a été délivré par M. Michel Mallard, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Nice, contre un ressortissant italien, M. Cesare Valsania, ex-administrateur du casino niçois. Il est reproché à M. Valsania d'avoir joué un rôle de banquier occulte au sein de l'établissement en utilisant un compte des clients par lequel ont transité illégalement des fonds importants en provenance ou à destination de l'Italie. M. Fratoni — également poursuivi pour fraude fiscale et auquel le Trésor réclame une somme de 90 millions de francs — a fait lui-même l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par le juge Mallard le 8 mars dernier (« le Monde » daté 9-10 mars).

Les poursuites engagées contre M. Valsania sont fondées sur une série d'infractions qui ont été mises en évidence au terme de deux ans d'investigations de la direction nationale des enquêtes douanières (D.N.E.D.). En analysant la comptabilité du Ruhl, les agents de la D.N.E.D. ont notamment remarqué que le casino avait reçu des avances ou consenti des prêts portant sur des sommes importantes — une vingtaine de millions de francs — à des personnes dont les noms n'étaient pas en France sans passer par l'intermédiaire d'établissements agréés.

Il a également été établi que la société d'exploitation du Ruhl, la SOCIEST, avait bénéficié d'un apport direct de plus de 30 millions de francs de la part d'une personne d'origine libyenne, M. Joseph Faidun (1), sans que la direction du Trésor en ait été avisée. L'enquête des douanes a enfin permis de constater que M. Fratoni avait emprunté et effectué des règlements à titre personnel, représentant plusieurs millions de francs, dans les mêmes conditions d'infraction à la législation des changes.

Un dénominateur commun à toutes ces opérations : M. Cesare Valsania. C'est en effet, par M. TEYRAUD (R.I. Lot-et-Cher), qui aurait permis aux magistrats de la Cour de cassation atteints par la limite d'âge de l'expiration du semestre suivant la date de leur arrivée à l'âge de la retraite, comme c'est le cas pour les autres magistrats.

M. RUDLOFF (Un. cent. Bas-Rhin) fait voter une disposition autorisant les auditeurs de justice la possibilité d'être inscrits pour tout ou partie de leur scolarité à l'École nationale de la magistrature, sur la liste des candidats stagiaires. Ces auditeurs, dont l'activité serait bénévole, ne participeraient ni à l'élection des membres du conseil de l'ordre, ni aux délibérations des assemblées générales des avocats. Enfin, la responsabilité civile qu'ils encourraient ainsi serait garantie par l'Etat.

Quant à M. Jean-Dominique Fratoni, on le dit en Suisse. En se soustrayant plus longtemps à la justice, il s'expose à un jugement par défaut qui se traduirait vraisemblablement par la prononciation d'une peine maximum. L'avenir de la SOCIEST n'est pas moins sombre. Le 16 avril prochain, le tribunal de commerce de Nice examinera l'assignation en liquidation de biens dont elle fait l'objet de la part de l'URSSAF des Alpes-Maritimes pour un arriéré de cotisations de plus de 1 million de francs. Il paraît difficile d'imaginer que la société d'exploitation du Ruhl puisse se survivre encore longtemps alors qu'aucune recette ne vient simplement compenser les charges auxquelles elle a à faire face, dont notamment le paiement d'un loyer trimestriel de 3 millions de francs à la banque Le Hénin, propriétaire des murs du casino.

GUY PORTE.

(1) M. Faidun est devenu le 29 septembre 1977 actionnaire et administrateur de la société Palais Vénitien, propriétaire des murs du casino du Palais de la Méditerranée. Il a également été entendu par M. Mallard.

Cette explication n'est pas a priori inacceptable si l'on se réfère au caractère particulier de l'exploitation des grands casinos plus ou moins étendus à servir de banquiers pour les joueurs — bien que la loi l'interdise — ou à faire appel à certains intermédiaires. Elle ne peut pas non plus être admise sans au moins deux remarques : la première se rapporte à l'importance des opérations, surtout celles touchant le dépôt client. Le second tient à la personnalité de M. Valsania.

## L'industrie des enlèvements

Né le 3 novembre 1919 à Frosinone (Italie), M. Cesare Valsania a résidé alternativement ces dernières années à Rome, 21, via Fasana, et à Monaco, où il possède un appartement dans l'immeuble Le Bermuda, 49, avenue Hector-Otto. Une suite était également en permanence à sa disposition à la villa « Méditerranée » à Nice, qui abrite le Ruhl. Une note confidentielle de la police judiciaire de Nice le désignait, au début de 1977, comme l'un des « banquiers romains ».

Avant M. Arrigo Lugli, autre administrateur du Ruhl — formant, selon des renseignements fournis par la police italienne, une des branches de la Mafia plus particulièrement chargée de « blanchir » l'argent provenant de l'industrie des enlèvements en Italie.

● L'affaire du casino d'Annecy. — Trois personnes inculpées dans l'affaire des fraudes du casino d'Annecy (Haute-Savoie), MM. Pierre Joigne, directeur des jeux, Pierre Bevilard et Philippe Gasson, ont été remis en liberté sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Chambéry. Au total trente-trois personnes ont été inculpées après la découverte de malversations dans cet établissement de jeux.

● Naufrage d'un châtlier. — Un châtlier de Saint-Malo, le Petit-Châtlier, dont on était sans nouvelles depuis le vendredi 28 mars, alors qu'il pêchait près des côtes anglaises avec quatre hommes à bord, a été déclaré disparu le mercredi 2 avril. Les recherches entreprises jusqu'à présent sont restées vaines. Les quatre marins qui se trouvaient à bord sont M. Auguste Vassal, quarante-trois ans, son fils Michel, dix-huit ans, MM. Michel Chamel, vingt ans, André Gasson, quarante-six ans.

## Faits et jugements

### A Rennes, un maire condamné pour ingérence.

Rennes. — Le tribunal de grande instance de Rennes a rendu le mercredi 2 avril un jugement condamnant à trois mois d'emprisonnement avec sursis, pour délit d'ingérence, M. Maxime Merlin, maire de Bagnac-de-Forne (Orne). Par le même jugement, M. Merlin a été relevé de l'incapacité d'exercer une fonction publique qu'il avait pu entraîner cette condamnation.

En 1973, M. Merlin avait acheté pour 50 000 F un terrain de 18 000 mètres carrés situé sur le territoire de sa commune. Par la suite, un accord avait été passé entre lui et un promoteur immobilier en vue d'une revente au prix de 160 000 F. Cet accord autorisait la réalisation de l'opération à la délivrance d'un permis de construire pour l'édification de neuf pavillons, dont l'un devait être acheté par M. Merlin lui-même pour 310 000 F alors que les huit autres étaient proposés à 450 000 F.

Or, c'est M. Merlin qui, en sa qualité de maire, avait donné un avis favorable à la délivrance du permis de construire alors qu'il était encore propriétaire du terrain, ce qui n'était pas mentionné sur une feuille volante annexée au dossier.

Le tribunal de Rennes, tout en constatant que le permis délivré était conforme aux règles en vigueur de l'urbanisme, a néanmoins retenu le délit d'ingérence. — (Corresp.)

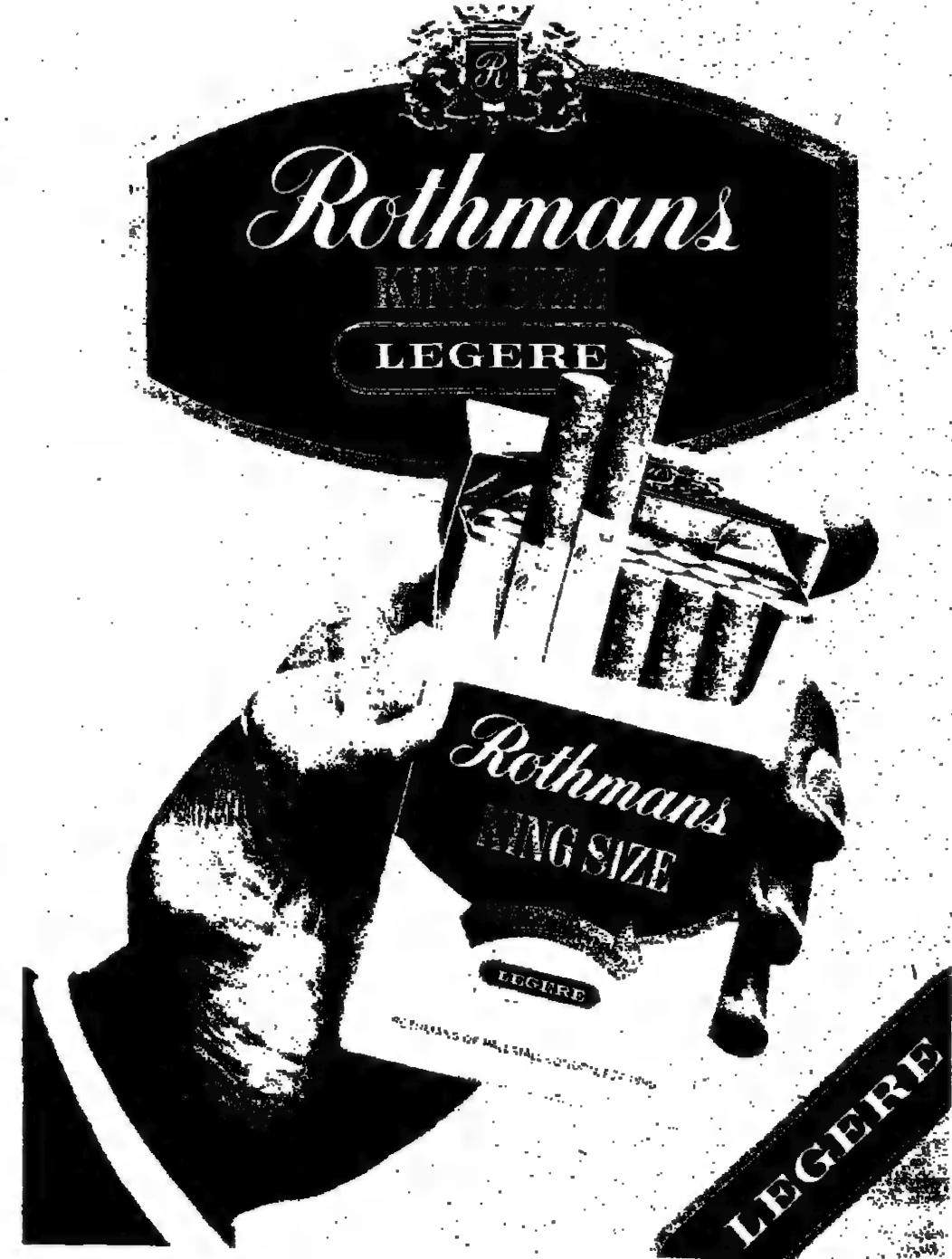
### Dans les Vosges, plainte contre un conseiller général socialiste.

Epinal. — M. Bernard Meyer, maire (P.S.) des Foutières et conseiller général de Brouvelles (Vosges) depuis mars 1979, a été inculpé, le 26 mars dernier, d'abus de biens sociaux par le juge d'instruction d'Epinal. Les faits remontent à deux ans. A cette époque, M. Meyer était actionnaire à parts égales avec M. Bertinot, de la société Dimatic. En 1979, M. Meyer, qui était directeur général, se sépara de son associé. M. Bertinot lui reprocha notamment de ne pas avoir versé la totalité du capital social de Dimatic. Pour M. Meyer, il s'agit d'une histoire basement politique. « Je suis, dit-il, irréprochable. Il rappelle le caractère quasi automatique de l'inculpation dès lors qu'il y a eu dépôt de plainte avec partie civile. Entre les deux tours des élections cantonales en mars 1979, un tract anonyme avait évoqué cette affaire, ce qui n'avait pas empêché M. Meyer de ravir un siège jusqu'à devenir par la majorité. — (Corresp.)

● Le commandant Pierre Bertolini, cinquante-cinq ans, militant du mouvement cors autonome, qui avait été inculpé le 13 janvier à Ajaccio pour transport d'armes de la quatrième catégorie sans autorisation, puis transféré à Paris, a été inculpé, jeudi 3 avril, d'association de malfaiteurs, d'attentats par explosifs et de complicité.

Le commandant Bertolini avait été séquestré par les autonomistes à partir du 6 janvier à la mairie de Bastelica, puis à l'hôtel Pessio d'Ajaccio, en compagnie de deux autres membres du mouvement : M. Alain Olliel, toujours écroué à Ajaccio, et M. Yank Leonelli, qui a disparu. M. Bertolini, sous mandat de dépôt depuis le 13 janvier, est soigné pour l'instant à l'hôpital du Val-de-Grâce. Il avait été amputé d'une jambe à la suite d'un attentat, par explosif, perpétré contre lui, le 8 décembre 1978, par des autonomistes (le Monde daté 10-11 décembre 1978).

● Le procès de sept autonomistes corses, poursuivis pour une série d'attentats commis à Ajaccio de février à juillet 1978, doit débiter le 29 avril devant la Cour de sûreté de l'Etat, où il occupera plusieurs audiences. Quatre accusés sont détenus : MM. Didier Beretti, Jean-Pierre Colombani, Jean Nicolli et Guy Orsoni. M. Pierre Zambenardi doit comparaître libre. MM. Gérard de Mari et Alain Orsoni sont en fuite.



صكزامن الاصل







## INFORMATIONS « SERVICES »

## LA MAISON

## Salons de jardin

A l'approche des beaux jours, il est temps d'aménager au jardin un coin où se reposer et prendre ses repas. Pour être confortable, ce salon de plein air sera installé à l'abri des vents dominants.

La pierre est devenue le matériau de choix pour un mobilier fixe qui agrémente le jardin en toutes saisons de sa patine naturelle. C'est en pierre blonde du Pont-du-Gard qu'a été réalisée la première collection de meubles de jardin de H.M.T., spécialiste des revêtements en pierre. La table ronde, de 90 cm de diamètre et posée sur un pied tourné, s'entoure de bancs en quart de cercle (1 129 F la table, 941 F le banc). Il existe aussi une table rectangulaire, de 150 x 90 cm, et des bancs droits, tous à pieds galbés.

Pierre Ferrua, créateur de cheminées en pierre (voir la "note" du 8 décembre 1979), propose des meubles de jardin qu'il taille en pierre de Vers. Sa table ronde, de 1 m ou 1,20 m de diamètre, est vendue avec trois bancs circulaires et trois tabourets-diabolo (3 112 F l'ensemble en 1 m de diamètre). Un autre salon à manger de jardin est composé de meubles rectangulaires : une longue table, ses deux bancs et deux tabourets (1 841 F en 1,50 m de long ; 2 080 F en 1,80 m).

Avec un peu d'adresse, un bricoleur peut construire son mobilier de jardin ou un barbecue, à partir d'éléments en pierre reconstituée, dont la surface est taillée à la main (Siliroc-S.O.A.F.). En emboîtant ces modules centrés (prévus pour faire des piliers de portes), de 40 cm de côté et 18 cm de haut, on obtient les plateaux de tables et de bancs. Chaque module vaut 50 F environ ; les plateaux de tables et assises de bancs peuvent être faits en lattes, contreplaqué marine ou autre matériau.

Le mobilier en bois naturel s'accorde parfaitement à un décor de verdure. Venu tout droit de Suède, les meubles Fri Form sont en pin massif imprégné d'un produit protecteur. Les sièges ont d'épais coussins revêtus d'une toile de coton écru, marron, rose très doux ou vert sapin. La collection comprend des tables (rondes, carrées et rectangulaires), des fauteuils avec des roulettes intégrées aux pieds arrière (740 F) et un très confortable canapé à trois places surmonté d'un auvent en toile et déplaçable par deux roues à

l'arrière ; avec ses coussins d'assise et de dossier et deux petits coussins cale-dos, il est vendu 2 115 F livré à domicile par le Cédre rouge.

Dans ce magasin consacré au jardin (tonnelles, poteries au terré cuit), il y a également un mobilier en tck qui peut rester dehors toute l'année : chaise longue-bouquet, fauteuils, bancs (dont un très long à six places) et table rectangulaire avec deux allonges en demi-lune avec pied.

Parmi les nouveautés de Tricort, « Byblis » est un original bar de jardin. Côté face, il est à lattes verticales avec barre repose-pied ; côté « service », il est équipé de porte-bouteilles, porte-verres, étagère et tiroir. Deux roues escamotables permettent de le déplacer. En bois laqué blanc il vaut 3 068 F, revêtu d'un vernis marin, 3 685 F. Ce bar s'accompagne de hauts tabourets pliants, à assise de toile blanche rembourrée, qui se rangent à la base du bar (Sabel, 84, rue de Rennes ; Sorrelle, 46, avenue Raymond-Poincaré, à Paris).

En exclusivité à Habitat, un salon de jardin ou de terrasse est en bois laqué blanc. La banquette à deux places et les fauteuils ont un dossier à lattes disposées en diagonale : 840 F la banquette, 475 F le fauteuil et 480 F la table basse. Sur des transats-chiffonniers à structure en hêtre naturel est tendue une toile écru imprimée d'un gros bouquet de fleurs multicolores qu'on retrouve, en guirlande, sur un parasol écru également.

JANY AUJAME.

★ H.M.T., 28, rue Louis-Ullrich, 93000 Courbevoie ; 357, route d'Orléans, 91300 Massy ; route de Chelles, D. 34, 77490 La Plé.

Pierre Ferrua, Vers-Pont-du-Gard, 38210 Remoulins, indique ses concessionnaires. Tél. (46) 81-26-28.

Siliroc-S.O.A.F., S.P. 363, 44112 Nantes Cedex, indique ses points de vente. Tél. (49) 48-74-44.

Le Cédre rouge, 32, avenue Victoria, 75001 Paris.

Habitat, 35, avenue de Wagram ; Maine-Montparnasse ; yverniais de Paris ; Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Rouen, Strasbourg.

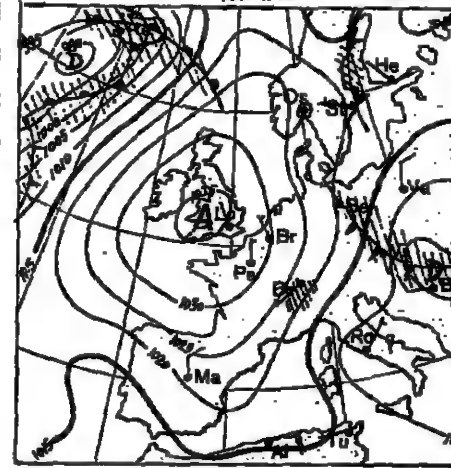
matière d'exécution des peines privatives de liberté : des divers établissements affectés à l'exécution des peines ;

Relatif au contrôle économique et financier de l'Etat sur les sociétés Denzin-Nord-Est Longwy et Marne-Wendel.

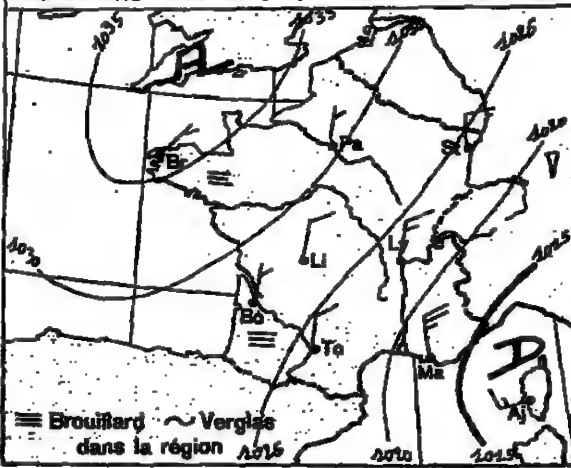
D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 4 avril publie des arrêtés portant nominations et promotions dans l'ordre du Mérite agricole.

## MÉTÉOROLOGIE

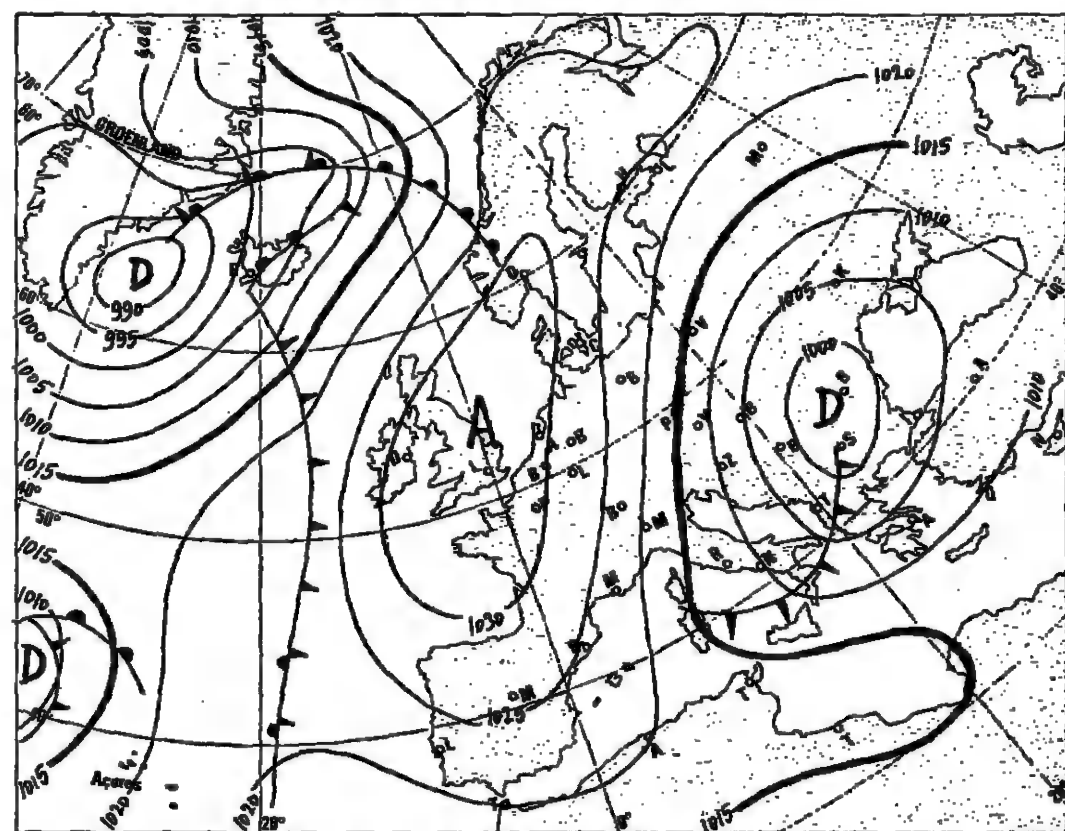
SITUATION LE 4 AVRIL 1980 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 5-4-80 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 5 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 2/3 de mm)

Zone de pluie ou neige    Averses    Orages    Brouillard    Verges  
 Flèche indiquant la direction d'où vient le vent. Force du vent : 5 nœuds / 10 nœuds / 50 nœuds  
 Sens de la marche des fronts    Front chaud    Front froid    Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 4 avril à 6 heures et le samedi 5 avril à 24 heures :

Un flux d'air froid persistera de la Scandinavie à la Méditerranée entre les hautes pressions du proche Atlantique et les basses pressions des régions balcaniques.

Samuel 5 avril, il fera encore assez froid le matin, avec des gelées de 0°C à -2°C dans les régions de l'ouest. On trouvera des bancs de brouillard dans l'Ouest, le Centre et le Sud-Ouest. Dans la journée, le temps sera le plus souvent ensoleillé, et il y aura que des nuages passagers. Ces nuages d'altitude, peu nombreux sur la moitié ouest du pays, seront un peu plus développés en montagne, où ils pourront donner quelques averses.

Les vents viendront du nord ; ils seront assez forts dans la vallée du Rhône et près de la Méditerranée, où ils pourront donner quelques averses.

Les températures maximales continueront à s'élever légèrement.

Le vendredi 4 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était de 1 030,1 millibars, soit 773 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 avril ; le second, le minimum, de la nuit du 3 au 4) : Alençon, 2 degrés (min.) ; Biarritz, 13 et 6 ; Bordeaux, 14 et 3 ; Bourges, 8 et 1 ; Cherbourg, 8 et 1 ; Clermont-Ferrand, 9 et 2 ; Dijon, 10 et 3 ; Grenoble, 9 et 4 ; Lille, 9 et 3 ; Lyon, 6 et 2 ; Marseille, 14 et 6 ; Nancy, 4 et 2 ; Nantes, 13 et 2 ; Nice, 15 et 7 ; Paris-Le Bourget, 11 et 1 ; Pau, 15 et 3 ; Perpignan, 15 et 7 ; Rennes, 13 et 1 ; Strasbourg, 10 et 4 ; Tours, 13 et 1 ; Toulouse, 13 et 1 ; Valenciennes, 13 et 2 ; Vannes, 13 et 2 ; Yverdon, 13 et 2.

Probabilités pour dimanche : Des vents de nord et de nord-est maintiendront sur la France un temps très frais. Il gèlera au soir sur presque toutes les régions, à l'exception du littoral. Les vents, le plus souvent faibles et modérés, seront assez forts dans la vallée du Rhône, en Provence et sur la Langue d'Oc. Le ciel sera bien dégagé dans l'ouest, mais la Bretagne sera nuageuse, avec de fortes pluies dans la soirée. Les passages nuageux seront assez abondants sur la Loire et de l'Alsace à l'est du Massif Central, au Jura et à la Savoie ; quelques averses de pluie ou de neige seront observées en montagne.

Voici quelques températures attendues au cours de la journée d'aujourd'hui : Paris, 11 degrés ; Lille, 10 ; Strasbourg, 11 ; Rennes, 12 ; Bordeaux, 14 ; Lyon, 10 ; Marseille, 14 et 6 ; Nancy, 4 et 2 ; Nantes, 13 et 2 ; Nice, 15 et 7 ; Paris-Le Bourget, 11 et 1 ; Pau, 15 et 3 ; Perpignan, 15 et 7 ; Rennes, 13 et 1 ; Strasbourg, 10 et 4 ; Tours, 13 et 1 ; Toulouse, 13 et 1 ; Valenciennes, 13 et 2 ; Vannes, 13 et 2 ; Yverdon, 13 et 2.

Documents établis avec la météorologie spéciale de la météorologie nationale.

## PARIS EN VISITE

SAMEDI 5 AVRIL

« Le site du art communiste », 11 heures, métro Colonel-Païen, Mme Cuvillier au large.

« L'Institut de France », 15 h, 21, quai Conti, Mme Bouquet des Chaux.

« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Oswald.

« Le musée Marmottan », 15 h, 2, rue Louis-Vulturne, Mme Sulpice (Caisse nationale des monuments historiques).

« Monnaie », 15 h, 30, Grand Palais (Mme Angot).

« Exposition Dali », Centre Pompidou (Aurieu).

« Le quartier de Saint-Benoît-le-Bas-Tour », 15 h, 15, 2, rue des Carmes (Mme Barbier).

« L'Opéra », 15 h, 45, devant l'entrée (Connaisseurs d'art et d'architecture).

« La saison des Opéras », 15 h, 70, rue de Valenciennes (Mme Ferrand).

« La maison de Victor Hugo », 15 h, 8, place des Vosges (Mme Haulier).

« Le Saint-Louis », 10 h, 30, métro Pont-Marie (Mme Rouch-Gail).

« La fin du Moyen Âge », 15 h, Musée des monuments français (Histoire et Archéologie).

« Hôtel de Rohan », 15 h, 87, rue Vieille-du-Temple (M. de La Roche).

« Le jardin caché de Vaugrass », 15 h, métro Volontaires (Paris (concert)).

« Crimes et sorcelleries au Marais », 15 h, métro Saint-Paul-le Marais (Templair).

« Collection d'automobiles J. Denzels », 15 h, 14, rue du Centre, à Neuilly (Tourisme culturel).

« Exposition Monet », 15 h, Grand Palais (Visages de Paris).

« Hôtel de Sully », 10 h, 30, place Maubert, Mme Legrand.

« L'île de la Cité », 10 h, 30, Pont-Neuf, Mme Sulpice.

« Hôtel des ducs de Sully et la place des Vosges », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Legrand.

« Le Marais », 15 h, centre de la place des Vosges, Mme Sulpice (Caisse nationale des monuments historiques).

« Village de Saint-Germain-des-Près », 15 h, 15, 2, rue des Cloîtres (Mme Barbier).

« École du Marais », 15 h, métro Pont-Marie (Mme Cuvillier).

« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 15 h, métro Abbesses (Connaisseurs d'art et d'architecture).

« Monastère du Val-de-Grâce », 15 h, 27 bis, rue Saint-Jacques (Mme Haulier).

« Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Legrand.

« Les Francs-Bourgeois (Mme Haulier) », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mme Legrand.

« Le Vieux Montmartre », 15 h, 27, quai Conti (M. de La Roche).

« Plan de la Concorde », 15 h, métro Tuileries (Templair).

« Salons du ministère des Finances », 10 h, 30, 32, rue de Rivoli (Visages de Paris).

## BREF

## DIMANCHE 6 AVRIL : L'HEURE D'ÉTÉ

C'est dans la nuit du samedi 5 au dimanche 6 avril qu'entrera en vigueur l'heure d'été. A 2 heures, le 6 avril, les montres devront être avancées d'une heure ; il sera 3 heures.

Ce nouvel horaire sera appliqué jusqu'au dimanche 28 septembre à 3 heures.

En Europe occidentale, seule la Suisse décalera ne se met pas à l'heure d'été, qui a été adoptée, pour la première fois, en France il y a quatre ans. Cette mesure, indique l'Agence pour les économies d'énergie, permet d'économiser quelque 300 000 tonnes d'équivalent pétrole.

## ANIMATION

LE CENTRE D'ÉCHANGES INTERNATIONAUX. — Le Centre d'échanges internationaux recrute, pour l'été 1980, des animateurs ou animatrices pour trois centres de rencontres internationales en France. Ces centres proposent une indemnité mensuelle, une prise en charge de pension complète et le remboursement des frais de voyage aux animateurs.

★ Pour tous renseignements s'adresser à : Centre d'échanges internationaux, 21, rue Béranger, 75003 Paris. Tél. : 337-28-24.

## AUTOMOBILE

LES VICTIMES DE LA ROUTE. — L'Association des familles des victimes des accidents de la circulation est la seule association française réunissant uniquement les familles des tués victimes des accidents de la circulation. Elle est totalement indépendante des assurances, des organismes juridiques et des associations d'automobilistes. L'action de ses membres est entièrement bénévole.

★ AFVAC, 31, rue d'Anglemont, 75001 Paris, tél. 246-84-75.

## CONCOURS

L'ASSISTANCE PUBLIQUE organise des concours pour les emplois : — 12 mai, de peintre en carrosserie automobile (un poste) ; de toiler en carrosserie automobile (un poste) ; de motoriste (mécanicien automobile) (deux postes). Inscriptions avant le 24 avril.

— 5 mai, d'ingénieur subdivisionnaire. Inscriptions avant le 15 avril.

## EXPOSITIONS

MODELE RÉDUIT. — La première Exposition du modèle réduit est organisée, du 25 avril au 4 mai, à Paris, au palais du C.N.I.T. De la figure historique évoquant les campagnes napoléoniennes aux hélicoptères radio-commandés, le monde du modélisme et du maquettisme sera présenté.

★ Enseignements à la Spodex, 12, rue Clapart, 75008 Paris, tél. 522-94-64.

## FORMATION

## PERMANENTE

FEMMES A LA RECHERCHE D'UN EMPLOI. — Le Centre Rebraviller, qui a pour vocation d'aider les femmes dans leur réinsertion professionnelle, organise en plus de stages de réactivation des aptitudes et d'orientation professionnelle des stages de deux semaines de formation active et intensive à la recherche d'emploi.

Les prochaines sessions auront lieu : à Paris, du 14 avril au 25 avril et du 2 juin au 13 juin ; à Melun (Seine-et-Marne), du 12 mai au 23 mai.

★ Téléphonez au 533-73-00 tous les jours, sauf le mercredi, de 10 h à 18 h et de 14 h à 17 h, ou écrivez à FAIRIE, 143, avenue de Versailles, 75016 Paris.

## VIE SOCIALE

ASSURANCE-MALADIE DES PROFESSIONNELS INDÉPENDANTS ET LIBÉRAUX. — La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles (CANAM) annonce que, outre les renseignements donnés aux assurés dans les caisses régionales et organismes conventionnés, des indications peuvent être fournies au : Centre d'informations et de renseignements de la Caisse primaire centrale d'assurance-maladie de la région parisienne, 88 bis, rue de Dunkerque, 75009 Paris. Tous les lundis, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 4 avril 1980 :

DES DÉCRETS

● Modifiant l'alinéa 2 de l'article D 406 du code de la procédure pénale (décret du 29 mai 1979) en matière de visites des détenus ; mesures de contrôle à l'égard des visiteurs pour des motifs de sécurité ;

● Modifiant le décret du 20 mai 1979, et notamment son article D 70, et le complétant par l'article D 72-1 du code de procédure pénale, chapitre II en

matière d'exécution des peines privatives de liberté : des divers établissements affectés à l'exécution des peines ;

● Relatif au contrôle économique et financier de l'Etat sur les sociétés Denzin-Nord-Est Longwy et Marne-Wendel.

D'autre part, le Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses du 4 avril publie des arrêtés portant nominations et promotions dans l'ordre du Mérite agricole.

LOTO

TIRAGE N° 14

DU 2 AVRIL 1980

6 19 26 29 30 41

NUMERO COMPLEMENTAIRE

7

6 BONS NUMEROS	4	2 485 359,60 F
5 BONS NUMEROS	33	150 627,80 F
4 BONS NUMEROS	96 113	9 633,10 F
3 BONS NUMEROS	1 947 553	155,10 F
2 BONS NUMEROS		11,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 10 AVRIL 1980

VALIDATION JUSQU'AU 9 AVRIL 1980 APRES-MIDI

DÉCRET DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

مكتبة الأمل







Le Monde

# équipement

A PROPOS DE...

Les nouveaux aménagements des premières classes

## La fin de l'avion-salon

La plupart des grandes compagnies aériennes ont commencé de modifier le service qu'elles offrent à leurs passagers de première classe sur les vols long-courriers ; certaines ont décidé de supprimer la première classe sur le réseau moyen-courrier, là où la demande se révèle insuffisante.

Déjà, dans le plan d'entreprise (1980-1985), les responsables d'Air France n'avaient pas caché leur intention de « chercher à améliorer la rentabilité de la partie avant des Boeing-747 par la suppression du salon supérieur », mis à la disposition des passagers de première classe. Cet espace est désormais occupé par des passagers de classe économique. De même, le bar situé à l'avant des Boeing-747 « combi » est supprimé, faute d'être suffisamment fréquenté.

A titre de compensation, la compagnie nationale offre aux passagers qui, sur ces vols long-courriers, payent le prix fort, d'autres « raffinements » : service permanent de boissons, nouvelle gamme d'apéritifs, nouveaux plats régionaux français, écouteurs-coussinets d'une meilleure qualité, etc. N'importe, la disparition d'un certain confort risque d'entraîner, comme le craignent les auteurs du plan d'entreprise, « des réactions défavorables d'une partie de la clientèle de haute contribution. Mais, à leur avis, les passagers des DC-10 de la concurrence ignorent déjà cette facilité (le savoir l'utilisation du pont supérieur), et la tendance des compagnies concurrentes va dans le même sens ».

D'autres compagnies ont résolu d'aménager différemment la partie avant de leurs Boeing-747. Ainsi Japan Airlines, notamment sur ses vols Europe-Anchorage-Japon, a transformé le pont supérieur en compartiment-fits ; cinq au total, mesurant 1,85 mètre de long sur 0,5 centimètres de large et entourés de rideaux. Pour bénéficier de ce sky sleeper service, le passager de première classe, qui garde la disposition de son fauteuil au pont inférieur, doit acquiescer un supplément de 1 000 francs.

Les autres transporteurs aériens n'ont pas voulu pousser

à ce stade, assorti au service première classe actuellement offert sur les vols moyen-courriers, précise-t-on à Air France. Cependant, faute d'un marché suffisant, la première classe est supprimée sur les liaisons courtes Paris-Londres, Paris-Nice et Nice-Londres. Elle est remplacée, depuis le 1<sup>er</sup> avril, par une classe « affaires » destinée à la clientèle voyageant pour des motifs professionnels. De son côté, British Airways a adopté la même attitude : elle présente sa classe « club » comme « la plus chère » (1 100 £ aller et retour Paris-Londres) et le retour Paris-Londres (1 050 £) et « beaucoup moins chère que l'ancienne première classe (1 400 £) ».

Les compagnies aériennes s'efforcent ainsi de concilier, au moindre risque commercial, les notions de juste prix et de juste confort. — J.-J. B.

## TRANSPORTS

### Un nouveau plan de redressement pour Air Alpes

De notre correspondant

Grenoble. — Le nouveau plan de redressement de la compagnie aérienne régionale Air Alpes qui vient d'être présenté à Grenoble, prévoit le licenciement de quarante-huit personnes sur les deux cent quarante employés de la société, ainsi que l'abandon de plusieurs lignes desservies par des avions de quinze à vingt places : Roanne-Paris, Reims-Lyon, Annecy-Paris, Paris-Courchevel. La compagnie souhaite

en outre accroître ses activités de sous-traitance. Ce plan a été refusé par le juge-commissaire, M. Edmond Richard, et le conseil d'administration, qui a réclamé un complément d'information, ne se prononcera que le 15 avril, lors d'une nouvelle réunion.

Quant aux organisations syndicales, elles s'interrogent sur l'avenir de la compagnie, soulignent la fragilité de la solution adoptée et dénoncent le soutien insuffisant des pouvoirs publics en faveur des transports aériens du troisième niveau.

Depuis le mois de janvier, la compagnie Air Alpes semble bien se comporter, puisque le taux de remplissage de ses avions a atteint près de 75 %. D'autre part, le nombre de voyageurs transportés a progressé. Enfin, le compte d'exploitation de la société a été équilibré au mois de mars. Mais la direction prévoit qu'Air Alpes ne pourra pas éviter, à la fin de 1980, un « lourd déficit ».

### NAUFRAGE DE DEUX PÉTROLIERS AU LARGE DE LA TANZANIE ET DU SÉNÉGAL

Deux pétroliers ont sombré le jeudi 3 avril : l'un au large de la Tanzanie, l'autre au large des côtes du Sénégal.

Le pétrolier libérien de 110 000 tonnes, l'Albahara-B, a explosé le jeudi 3 avril à environ 100 milles des côtes tanzaniennes. Trente-sept hommes de l'équipage du navire qui a coulé ont été secourus par un autre pétrolier et six sont portés manquants. Les soutes du pétrolier étaient vides au moment de son explosion. Il semblerait que celle-ci s'est produite au cours d'une opération de nettoyage des cuves.

Vendredi, en fin de matinée, on apprenait qu'un autre pétrolier, le Mycene, battant également pavillon libérien, avait sombré au large du Sénégal. Nouvelle confirmation par les Lyons qui donnaient les précisions suivantes : le pétrolier, qui était vide, avait quitté Gènes le 30 mars à destination de Ras Tanura, dans le golfe Persique. Il avait fait escale dans le port de Las Palmas (Canaries), où il avait quitté le 30 mars. Ce navire de 108 000 tonnes construit en 1976, appartenait à la société Mycene Shipping Company de Monrovia ; il était affrété par la société italienne D'Admico de Rome.

Les vingt membres de l'équipage ont été recueillis par un bateau néerlandais en route pour Dakar, et douze autres rescapés sont à bord d'un navire espagnol se dirigeant vers Conakry. — (A.F.P.)

## ENVIRONNEMENT

### APRÈS LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ À L'ÉLYSÉE Les maires des communes des Côtes-du-Nord suspendent leur collaboration au plan Polmar

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Au lendemain de leur manifestation à Paris, les maires des communes des Côtes-du-Nord touchées par la marée noire se sont réunis le jeudi 3 avril à Trégastel. Mais, cette fois, sans le sous-préfet de Lannion, qui préside habituellement ces réunions de coordination. C'est en effet la rupture avec l'administration. Apparemment marquée par l'accueil que leur ont fait les C.R.S. à Paris, les élus bretons de la Côte de granit rose ont décidé de se croiser les bras et de laisser à l'État l'entière responsabilité du nettoyage des côtes. Ils se retirent des P.C. communales du plan Polmar qui coordonnait localement les chantiers et observeront une grève administrative « organisée de manière à ce qu'elle ne gêne pas la population mais l'administration », dit M. Jean-Yves Simon, conseiller de Lézardrieux et pré-

sident du comité de vigilance et de coordination des Côtes-du-Nord.

Des actions d'information vont être organisées du niveau départemental au niveau national ; les conseillers municipaux doivent tenir, au début de la semaine prochaine, une réunion extraordinaire, au cours de laquelle ils feront connaître à la population « ce qui s'est passé à Paris ».

Deux télégrammes ont été envoyés à l'issue de cette réunion. Le premier au président de la République : « Sommes outrés de l'accueil qui a été fait à la population sinistrée et aux élus bretons à Paris lors de la manifestation pacifique que nous avions annoncée. Sommes toujours d'accord pour une audience personnelle avec vous pour débattre de tous les problèmes concrets, y compris celui de l'épave du Tanio, pour laquelle nous exigeons qu'une décision soit prise et non dans cinq mois ».

Le second télégramme a été adressé à M. Bonnet, ministre de l'Intérieur : « Elus sortis outrés de l'accueil des C.R.S. et de l' affront subi, échappés tricolores profanés. Souhaitons connaître la responsabilité de ces violences et que des sanctions soient prises ».

« Le retrait des maires nous gênera », a dit M. Fouquie, préfet des Côtes-du-Nord, lors du point quotidien fait jeudi soir au P.C. Polmar à la préfecture de Saint-Brieuc. Un travail utile était fait dans les P.C. communales, mais le travail continuera ».

Un travail de Pénologie, constaté par ailleurs M. Fouquie, en de nombreux endroits, le lavage des rochers à la lance à haute pression ou à l'eau chaude est relativement efficace, mais peu durable, chaque marée ramène le pétrole enlevé. Aussi, une étude a-t-elle été demandée, portant sur un produit qui pourrait être adjoint à l'eau de lavage, du genre du dispersant employé après la marée noire de l'Amoco-Cadiz, avec l'accord de l'Institut des pêches et des mers.

JEAN VIDEAU.

## L'AFFAIRE DU « SALEM »

### La Shell reconnaît qu'une partie de la cargaison a été déchargée en Afrique du Sud

La Shell International a reconnu, le jeudi 3 avril, à Londres, dans un communiqué, qu'une partie de la cargaison du pétrolier libérien qui appartenait au pétrolier libérien Salem avait été déchargée en décembre dernier à Durban, en Afrique du Sud.

Dans ce communiqué, la Shell International annonce qu'elle a réglé avec l'agence officielle sud-africaine d'hydrocarbures, la S.A. d'hydrocarbures, la somme de 10 millions de dollars pour la cargaison de pétrole brut déchargée du Salem à Durban, à la fin du mois de décembre dernier.

Le communiqué de la Shell International met fin à une partie du mystère du Salem, qui avait coulé le 17 janvier dernier au

large du Sénégal. Il avait alors été affirmé de plusieurs sources que, après avoir fait disparaître son cargo, le capitaine avait volontairement sabordé son navire. Il se trouve actuellement incarcéré au Libéria, ainsi que le chef-mécanicien du bâtiment après avoir été extradé du Sénégal.

Le pétrole transporté par le Salem provenait du Koweït, pays qui interdit formellement la vente de ce produit à l'Afrique du Sud. Jusqu'à maintenant, la Shell s'était refusée à commenter l'hypothèse selon laquelle le pétrolier avait été déchargé à Durban avant le naufrage du navire. Un porte-parole de la firme avait même affirmé que la cargaison était destinée à la France. — (A.F.P.)

P.T.T.

EN HAUTE-LOIRE

## LE RECEVEUR TOUCHE À TOUT

De notre envoyé spécial

Le Puy-en-Velay. — « Nous n'avons fermé aucun bureau de poste depuis cinq ans. Nous n'en fermerons aucun à l'avenir », a indiqué M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., qui visitait, le jeudi 3 avril, la Haute-Loire, désignée en 1977 comme département-pilote pour des expériences de « polyvalence administrative » en zone rurale.

Ni vu ni connu : la suppression d'environ trois mille neuf cents bureaux de poste sous-utilisés en zone rurale n'aurait entraîné, selon M. Ségard, « aucune difficulté » dans l'écoulement du trafic. Mais laisser s'opérer un mouvement de repli des services publics eût été reconnaître qu'il y avait désormais « une France utile » et une France qui ne l'était plus.

Tant qu'il y aura des hommes en campagne et pour faire en sorte qu'ils demeurent, les pouvoirs publics ont fini par admettre la nécessité d'y maintenir une présence administrative. L'idée de base est simple : offrir aux ruraux la possibilité de faire sur place des démarches élémentaires sans être obligés de courir à la ville. Le bureau de poste est l'élément-clé de ce dispositif. Les P.T.T. ont accepté de voir confier des tâches qui ne sont pas habituellement les leurs à des préposés quelque peu dévoués.

Ainsi, le receveur de Chavanac-Lafayette est-il devenu un vrai « polyvalent ». L'un d'eux, il a reçu des timbres fiscaux pour une valeur de 247 F et réalisé cinquante-neuf opérations pour le compte de la mairie dont le secrétaire n'est pas ouvert en permanence. Et parce que, dans ce village de quatre cent cinquante habitants, on vit en bonne intelligence et qu'il n'y a jamais trop de bonne volonté, les préposés se chargent de distribuer le lait aux personnes âgées et des médicaments aux malades. Ils font office d'« écrivain public » en aidant les assurés sociaux à remplir leurs dossiers dont on sait qu'un bon quart sont refoulés faute d'être correctement rédigés.

« Je suis heureux et comble », confie le receveur de Saint-Paulien dans son bureau tout neuf. La polyvalence est, à ses yeux, une bonne affaire pour la poste car « sous différents prétextes, on attire davantage de clients à nos guichets ». « Ne le dites pas trop haut », répond M. Ségard, les autres administrations pourraient s'en formaliser. Ici, en effet, on fait un peu de tout : l'Agence nationale pour l'emploi y affiche ses

offres ; on y délivre les cartes grises et on envisage même d'y acheter des photocopies.

A Vorey, les préposés ont répondu à tout. L'été, les touristes viennent leur poser « les questions les plus diverses » car le syndicat d'initiative n'a pas de local. Surcharge de travail ? Ils ne s'en plaignent pas. Pour eux, rendre service est une vieille habitude. Puisqu'elle correspond à un besoin, cette « polyvalence administrative » sera donc étendue, a promis M. Ségard. À cet égard, des expériences de télécommunication et de renseignements pratiques à partir de consoles installées dans des bureaux de poste seront tentées, l'an prochain, dans le Lot-et-Garonne et les Alpes-de-Haute-Provence. Aux secrétaires de mairie qui craignent la concurrence de ces « facteurs touche-à-tout », le ministre a répondu que « ce système ne doit concurrencer aucun service public existant et qu'en tout état de cause il appartient aux élus de préciser leurs souhaits ».

Cela dit, à travers cette expérience de polyvalence, les P.T.T. veulent améliorer la gestion de leurs bureaux de poste en zone rurale. « Le maintien d'un exécutif d'établissements coûte près de 230 millions de francs au service postal, qui couvrirait donc, dans une certaine mesure, assurer une meilleure rentabilité de ses équipements », a précisé M. Ségard. Le principe d'une juste rémunération, par les autres administrations, des prestations prises en charge par les P.T.T. est acquis. Le maintien en vie des campagnes n'est-il pas l'affaire de tous ?

JACQUES DE BARRIN.

Listes de Mariage  
260.39.30 - poste 233  
AUX TROIS QUARTIERS

## CARNET

### Naissances

— M. et Mme Yves BEARD ont la joie d'annoncer la naissance de Vincent, le 18 mars 1980, 3, rue de la Paix, 75002 Paris.

— François et Arlette DESLIERES, née Segler, sont heureux de faire part de la naissance de Déborah Virginia, le 28 mars 1980, 18, rue de la Paix, 75002 Paris.

### Fiançailles

— M. et Mme André GORGUES, M. et Mme Michel ABADIE, ont l'honneur de faire part des fiançailles de leurs enfants, Véronique et Jean-François, le 21 mars 1980, 37100 Saint-Cyr-sur-Loire, 128, boulevard Malherbes, 75017 Paris.

### Décès

— Carmen Baron et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de Charles François BARON, gouverneur honoraire de la France d'outre-mer, médaillé de la Résistance, officier de la Légion d'honneur, 40, rue Decamps, 75016 Paris, le 28 mars, à son domicile.

Les obsèques ont été célébrées le 30 mars au cimetière des Batignolles dans la plus stricte intimité. (Le Monde du 3 avril.)

— Le docteur Tahar Boukhaloua. Le docteur Boukhaloua Boukhaloua, dans les familles Boukhaloua, de Boudjars, Henri, de Mazouza, Salah, d'El-Asnam, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur frère, oncle et parent, BOUKHELOUA SI MUSTAPHA, survenu dans sa soixante-seizième année. L'inhumation a eu lieu le 28 mars 1980 à Relizane.

— Mme Henri Schall, ses enfants et petits-enfants, Les familles Garin, Willie, Balthache et Ribes, ont la douleur de faire part du décès de Mme Albert GARSIN, née Claire van Ham, leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenue le 30 mars 1980, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité. 24, rue Erlanger, 75016 Paris.

— Mme Lemaignen, M. et Mme Jean-Louis Lemaignen et la famille ont la douleur de faire part du décès de M. et Mme Gérard Lemaignen et leurs enfants, M. et Mme Roger Lemaignen et leurs enfants.

Ses cinq arrière-petits-enfants, Mme Tourillon, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M. LEMAIGNEN, ancien président de l'Académie des sciences d'outre-mer, ancien membre de la commission de la Communauté économique européenne, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaillé de la Résistance, grand-croix de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne, grand-officier de l'Ordre du Mérite de la République italienne, de nombreuses décorations des États africains.

survenu, au domicile de l'Église, en son domicile à Paris, le 3 avril 1980, dans sa quatre-vingt-huitième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 5 avril, à 10 heures, en l'église de Saint-Louis-et-Chloris. Une messe sera dite à son intention ultérieurement à Paris.

22, avenue de Friedland, 75008 Paris. 8 bis, rue Sévigné, 75006 Paris. 40, rue Decamps, 75016 Paris. 45, rue Raynouard, 75016 Paris.

M. et Mme 15 mars 1980 à Biele, M. Robert Lemaignen avait été président (1946-1959) de la Commission d'hydrocarbures et de combustibles, ainsi que de la Société commerciale des ports africains (1941-1959) et de la Société marocaine pétrolière (1941-1959). Administrateur de nombreuses sociétés, vice-président de la Chambre de commerce internationale, il avait été membre, pendant trois ans, de la Commission européenne de Bruxelles (1950-1951). Président de l'Union française internationale pour le développement de l'Afrique (1956-1971), M. Lemaignen avait occupé la présidence de l'Académie des sciences d'outre-mer et était président d'honneur du Cercle franco-allemand. Il était l'auteur de « l'Europe au berceau » (1964).

— Houston. Mme Marcelle Leonardon, née Barvier, ses époux et ses enfants, Mlle Violette Leonardon, M. et Mme Gilbert Leonardon et leur fils Robert, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 30 mars à Houston, de M. Eugène LEONARDON, ancien élève de l'École polytechnique, croix de guerre 1914-1918.

chevalier de la Légion d'honneur, ancien directeur de la Schlumberger-Well Surveying et de la Schlumberger-Well Corporation, 8803 Chatsworth, Houston 77054 Texas (U.S.A.).

— Mme Robert Lethal, Philippe Lethal, François-Marie Lethal, prêtre de l'Ordre des Carmes, M. et Mme Patrice Lethal et Marguerite, ont la douleur d'annoncer que

ROBERT LETHAL, est mort en pleine confiance dans le Christ et sa Mère, le 3 avril 1980, survenu en mission dans le Sud-Algérien, le 23 mars 1980, à l'âge de quarante-six ans. Le présent avis tient lieu de faire-part.

4, sentier des Pierres-Blanches, 92190 Meudon.

— Les enseignants, chercheurs et techniciens de l'Institut du Quaternaire de l'université de Bordeaux-I (laboratoire associé au C.N.R.S. n° 135) ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Claude THIBAUT, maître de recherche au C.N.R.S., survenu en mission dans le Sud-Algérien, le 23 mars 1980, à l'âge de quarante-six ans. Un service funéraire aura lieu à

227-90-20 ORGANISATION D'OBSEQUES

CHAMPAGNE BESSERAT DE BELLEFON

ALLÉE DU VIGNOBLE 61061 REIMS TEL. 2806.08.16

l'église Notre-Dame de Talence (Gironde), le samedi 5 avril 1980, à 9 heures, suivi de l'inhumation à Talence (Landes).

[Après des travaux sur la géologie de l'Aquitaine et spécialement dans les Pays de l'Adour, Claude Thibaut s'étendit ses activités de recherche à l'étranger. A l'occasion de missions internationales et interdisciplinaires en Iran, Espagne du Sud, à Djibouti et en Australie, il avait acquis une grande compétence en géologie du Quaternaire en milieu aride. Il s'occupait en particulier des mouvements récents des plaques arabique et eurasiatique ainsi que la distension du Golfe d'Aden dans son prolongement continental. Il laisse une centaine de publications.]

### Remerciements

— Mme Robert Gruau, Nathalie Gruau, Et leur famille, adressent leurs remerciements émus aux personnes qui, lors du décès de

M. Robert GRUAU, se sont associées par leur présence, envoi de fleurs et messages à leur grande douleur.

### Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort de

Mme Marie BELEBRADE, une messe sera dite à sa mémoire dans la crypte de l'église Notre-Dame d'Auteuil, le mardi 5 avril, à 10 h. (métro Bugey-d'Auteuil).

Dans chaque amateur d'« Éclat de Tonic » il y en a un de SCHWEPES Lemon qui s'emmêle.



مكتبة الأمل



EN SUSPENDANT SES LIVRAISONS A LA FIRME AMÉRICAINE EL PASO

## L'Algérie engage une épreuve de force pour obtenir un relèvement substantiel du prix de son gaz

Pour manifester sa volonté d'obtenir un relèvement substantiel du prix de son gaz naturel, l'Algérie, qui a entamé avec tous ses clients de difficiles négociations, a décidé, le 1<sup>er</sup> avril, de suspendre ses livraisons à la société américaine El Paso, interrompant ainsi un contrat qui prévoyait la fourniture de 10 milliards de mètres cubes de gaz pendant une durée de vingt-cinq ans.

Alger. — Rien ne va plus entre la Sonatrach et la société américaine El Paso. Depuis le 1<sup>er</sup> avril, la Sonatrach a suspendu ses livraisons d'Arzew à Boston le gaz liquéfié produit par l'usine G.N.L.-1 (gaz naturel liquéfié) s'est arrêté.

Cette installation, la première en date du genre par sa taille, a nécessité un investissement de 24 milliards de dollars. Sa construction dépeçait directement du contrat passé en 1955 avec la société américaine. Il prévoyait la livraison chaque année pendant vingt-cinq ans de 10 milliards de mètres cubes de gaz sous forme liquéfiée. L'exportation n'a commencé qu'en 1978, et le complexe n'a tourné l'an dernier qu'à 85 % environ de sa capacité.

Le contrat initial fixait à 30,5 cents le prix de l'unité de base, le million de B.T.U. (British Thermal Unit). Ce chiffre était devenu obsolète étant donné l'évolution du marché énergétique mondial et, le 11 mai 1979, un avenant a été conclu portant à 1,75 dollar le prix de base. Celui-ci était indexé sur les prix du fuel domestique n° 2 et du fuel résiduel n° 5 dont il devait suivre l'évolution. Pendant les trois premières années, les Algériens consentaient, d'autre part, un rabais qui devait aller diminuant, passant de 80 cents en 1979 à 30 cents en 1981 avant de disparaître.

raître en 1982. Compte tenu de tous ces facteurs, le prix du G.N.L.-1 fourni à El Paso était, le 1<sup>er</sup> janvier 1980, de 1,94 dollar le million de B.T.U.

Les autorités des deux pays devaient ratifier l'avenant. Washington l'a fait à la fin décembre 1979. Les dirigeants algériens ont annoncé, le 6 mars dernier, qu'ils n'ont pas accepté et ont demandé l'ouverture de nouvelles discussions pour un relèvement substantiel du prix et une modification de la formule d'indexation jugée, à l'usage, non satisfaisante. Les Algériens estiment que le prix de la thermie-gaz doit être aligné sur celui de la thermie-pétrole et ils réclament pour parvenir à cette équivalence un prix de 6,11 dollars le million de B.T.U. (1). Ils ont présenté à peu près au même moment une demande identique à leurs principaux clients, parmi lesquels Gaz de France avec qui des négociations sont en cours.

El Paso estime que les prétentions algériennes sont « déraisonnables » et « excessives » et ne réclament rien de la situation d'un marché international restreint, où producteurs et consommateurs se comptent, pour le moment, sur les doigts d'une main. Compte tenu du prix de transport et du coût de la gazéification, la société américaine estime que le gaz algérien lui reviendrait à 8 dollars environ le million de B.T.U., alors qu'elle ne paie que 4,47 dollars pour le gaz canadien ou mexicain transporté par gazoduc.

Pour les Algériens, la situation n'est pas comparable, compte tenu des investissements considérables qu'ils ont dû réaliser pour la liquéfaction et des sommes importantes qu'ils doivent déboursier pour payer l'assistance technique apportée en permanence par El Paso aux installations d'Arzew. Mais, la société américaine peut également faire valoir qu'elle a dû, elle-même, engager des dépenses importantes pour réaliser les terminaux de Cove-Point au Maryland et de Elba-Island en Géorgie. Ceux-ci auraient coûté au total environ 700 millions de dollars, auxquels il faut ajouter le prix de neuf méthaniers de 125 000 tonnes de G.N.L. (six construits et trois en chantier) coûtant chacun environ 150 millions de dollars.

De notre correspondant

gar des dépenses importantes pour réaliser les terminaux de Cove-Point au Maryland et de Elba-Island en Géorgie. Ceux-ci auraient coûté au total environ 700 millions de dollars, auxquels il faut ajouter le prix de neuf méthaniers de 125 000 tonnes de G.N.L. (six construits et trois en chantier) coûtant chacun environ 150 millions de dollars.

Pour les Etats-Unis, l'importation de gaz algérien peut être considérée comme marginale. Elle représente 2 % environ de la consommation du pays et 20 % des importations. Mais pour El Paso l'enjeu est important. La société américaine semble avoir cependant adopté une position dure puisqu'elle a refusé la proposition algérienne consistant à poursuivre les livraisons de gaz en attendant la conclusion d'un éventuel accord, moyennant une avance qui aurait été de l'ordre de 3 dollars le million de B.T.U. Cette somme est comparable à ce que verse actuellement G.D.F. à titre d'avance (3,05 dollars). Mais, El Paso ne veut plus négocier avec la Sonatrach. Elle estime qu'il s'agit maintenant d'une affaire d'Etat à l'Etat.

Les Algériens, de leur côté, ne semblent pas décidés à s'engager dans la voie des concessions. Au-delà des questions de prix, ils veulent que leur partenaire reconnaisse le principe de l'équivalence entre le gaz et le pétrole.

prochain plan (2). En revanche, les Algériens souhaitent un doublement du gazoduc vers l'Italie.

Cette reconversion pose plus d'un problème. Il faut convaincre les clients dont certains restent attachés à la formule G.N.L. Il faut affronter le contentieux qu'entraînera inévitablement l'annulation de G.N.L.-3 avec les firmes qui étaient chargées de le construire, notamment la société française Technip (3). La capacité de liquéfaction de l'Algérie va donc être limitée à 30 milliards de mètres cubes de gaz.

Cette révision du programme gazier s'inscrit dans une nouvelle stratégie qui peut se résumer ainsi : vendre moins mais vendre cher et préserver au maximum les réserves dont l'Algérie aura besoin demain pour sa propre consommation. Cette politique se traduit, en ce qui concerne le pétrole, par la réduction de 10 % de la production appliquée depuis le début de l'année. L'Algérie, qui avait extrait en 1979 51 millions de tonnes de brut, n'en produira cette année que 46 millions.

Une aisance financière

La formidable augmentation du prix du pétrole, qui a plus que doublé en un an, passant de 14 dollars environ au début de 1979 à plus de 34 dollars (4) en 1980, donne à l'Algérie une aisance financière qui accroît considérablement sa marge de manœuvre. « Si nous n'en tirons pas un juste prix, estime-t-on dans les milieux proches du ministère de l'énergie, nous préférons geler notre gaz qu'à le mettre en sommeil certaines de nos installations. Mais qu'on y prenne garde, notre expérience a valeur exemplaire et les difficultés que nous rencontrons pour commercialiser notre gaz à un prix correct pourraient bien décourager d'autres producteurs éventuels. Or, dans les années à venir, la mobil-

sation de réserves de gaz peut jouer un rôle considérable pour modérer la crise de l'énergie ».

Certains experts calculent cependant que l'abandon définitif du contrat d'El Paso entraînerait pour l'Algérie une perte de 2 millions de dollars par jour au prix actuel du contrat. On voit mal, en effet, comment l'Algérie pourrait retrouver rapidement de nouveaux clients pour le gaz liquéfié de G.N.L.-1. Seul le Japon possède actuellement des terminaux capables d'accueillir des méthaniers transportant 125 000 tonnes de G.N.L. Les installations construites par la France à Montoiré permètront de le faire. Mais elles ne sont pas terminées et sont destinées à l'exportation d'un autre contrat de 5 milliards de mètres cubes, qui bute, lui aussi, sur la question du prix. De toute façon, les techniciens d'El Paso actuellement à l'œuvre à Arzew n'accepteraient pas de travailler pour d'autres clients que leur firme.

Les investissements gaziers consentis de part et d'autre plaident en faveur d'un arrangement. Pourtant, la détermination paraît bien grande de chaque côté. Compte tenu de l'arrêt des livraisons, une solution même provisoire devrait intervenir rapidement. Les Algériens veulent savoir sur quelles ressources ils peuvent compter.

DANIEL JUNQUA.

(1) Ce calcul est fait en référence au brut algérien, vendu actuellement 34,31 dollars le baril.  
(2) Cette suppression fait suite à celle beaucoup plus ancienne d'un autre complexe, G.N.L. 2 K., qui devait avoir une capacité de liquéfaction de 10,5 milliards de mètres cubes et qui devait être implanté à Skikda.  
(3) Le contrat conclu le 19 janvier 1979 avec Technip et l'ENI italienne portait sur la fourniture de neuf échangeurs cryogéniques pour un montant de 355 millions de francs français.  
(4) Auxquels il faut ajouter une avance pour exploration de 3 dollars.

### NOUVELLES HAUSSES DES PRIX DU PÉTROLE

(Suite de la première page.)

Des stocks qui inquiètent fort des pays comme l'Iran dans la mesure où ils permettraient aux pays consommateurs d'influer sur les cours. Certains membres de l'OPEP ont donc cherché une parade pour éviter cette baisse des prix, que la « loi du marché » risquait de leur imposer. L'Algérie, le Koweït, la Libye, l'Iran, ont donc réduit ces dernières semaines leur production. Et comme ils veulent maintenir leurs revenus, ils augmentent leurs prix en conséquence, en espérant que l'Arabie Saoudite cédera plus ou moins vite sur les prix et n'augmentera pas sa production sur une grande échelle.

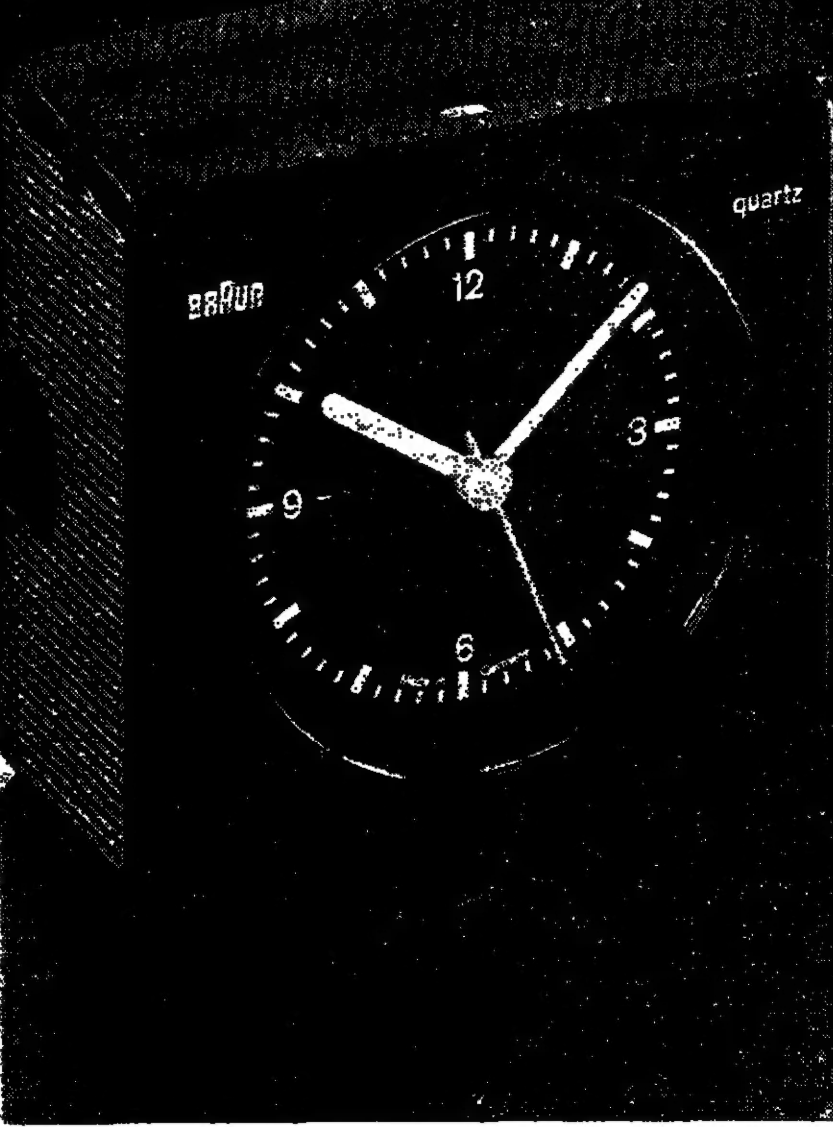
Les pays consommateurs doivent donc s'attendre à un nouvel alourdissement de leur facture pétrolière au cours des prochains mois. Les hausses du « brut » se conjugueront, pour les pays autres que les Etats-Unis, avec les effets de la hausse du dollar. La devise américaine a gagné 12 % ces dernières semaines, et les compagnies pétrolières demandent déjà au gouvernement français une hausse de prix des produits pétroliers pour tenir compte d'un dollar à 4,50 francs alors que les prix actuels prennent pour référence un dollar à 4,05 francs.

Pour le moment, le gouvernement n'a pas, semble-t-il, pris de décision. Si, sur le fond, il est acquis au principe de la « maîtrise des prix », il attend, pour arrêter sa position, de voir comment les marchés des changes vont évoluer au cours des prochains jours.

J.-M. Q.

● Tarifs de l'électricité. — Le parti socialiste a l'intention de saisir le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation de l'arrêté du 2 avril portant sur une réduction des tarifs de l'électricité au profit des usagers habitant les communes situées au voisinage des centrales nucléaires (le Monde du 3 avril). Cette réduction tarifaire est, selon le P.S., une discrimination de traitement entre les abonnés qui constitue une nouvelle mise en cause du service public confié à l'électricité de France.

# CHANGEZ D'HEURE!



## BRAUN

Braun signal quartz.  
Le réveil simple comme bonjour.

BLOT & A  
200 00 00  
CHAMBERLAIN  
BESSERAT  
DE BELLEFON







## AFFAIRES

### UN NOUVEL ACTIONNAIRE DEVANT ACCROÎTRE LE CAPITAL DE MANUFRA

#### L'État accepte de débloquent un prêt de 6 millions de francs

De notre correspondant

Saint-Etienne. — « On revient de loin », a déclaré le jeudi 3 avril en fin d'après-midi le P-D.G. de Manufrance, M. René Mestries, en apprenant que le ministre de l'économie venait enfin de débloquent les 6 millions de francs solde du prêt de 22 millions accordé par le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) à la firme stéphanoise. Les services de la Rue de Rivoli ont en effet publié jeudi dans la soirée un communiqué où il est dit notamment : « Lors d'une réunion tenue au comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (C.I.A.S.I.), les actionnaires de Manufrance ont annoncé qu'un nouvel actionnaire allait se joindre à eux (...). Dans ces conditions, le solde du prêt du F.D.E.S. va être versé à la société nouvelle Manufrance. »

Tout laisse supposer que ce

nouvel actionnaire, qui devrait faire un apport de 4 millions de francs, permettant de porter le capital de la firme à 15,6 millions de francs, comme il était initialement prévu, sera la société Publ-Service, une filiale d'Inter-public, une des plus grandes agences de publicité américaines. « C'est un véritable casus du redressement que nous avons entrepris. Pour nous, ces 6 millions ont plus de poids que les 16 premiers millions prêtés par le F.D.E.S. au moment du démarrage, en juin dernier », a déclaré M. Mestries.

Il est vrai que ce versement et l'arrivée d'un nouvel actionnaire sont peut-être de nature à dissiper la méfiance des banques et des fournisseurs, surtout si, comme l'a laissé entendre M. Mestries, d'autres investisseurs s'intéressent à Manufrance.

P. C.

### LES BANQUIERS DE CHRYSLER DONNENT LEUR ACCORD DE PRINCIPLE POUR PARTICIPER A SON REDRESSEMENT

Chrysler corp., troisième constructeur américain d'automobiles, qui tente depuis des mois d'éviter la faillite, a annoncé mercredi 2 avril que la plupart de ses banquiers avaient donné leur « accord de principe » pour participer au plan de redressement du groupe. La participation des banques est indispensable à Chrysler pour bénéficier de l'aide fédérale de 1,5 milliard de dollars approuvée par le Congrès en décembre 1979. Cette aide est en effet assortie de l'obligation faite à Chrysler de trouver des fonds privés d'un montant équivalent. Depuis trois mois, Chrysler Comp. négocie avec quelques cent cinquante organismes de crédit aux États-Unis, en Europe et au Canada.

Le marasme qui depuis maintenant près d'un an touche l'ensemble du marché américain de l'automobile pénalise Chrysler plus encore que ses concurrents. Ainsi, au cours du mois de mars, les ventes de Chrysler ont diminué de 34 % par rapport à mars 1979, alors que la chute générale des ventes atteignait 18,9 %. Au cours de ce mois, les ventes de General Motors ont diminué de 18 %, celles de Ford de 28 %, tandis qu'à l'inverse

celles d'American Motors augmentaient de 50 % et celles de Volkswagen of America de 15 %. Les trois principaux constructeurs américains ont révisé en baisse leurs prévisions de production pour le second trimestre (1,38 million de voitures, soit 31 % de moins qu'il y a un an). Conséquences de la mévente, les trois « grands » ont annoncé cette semaine la réduction d'activité de vingt-trois de leurs usines. Or, ainsi, 80 000 ouvriers au chômage partiel, pour une semaine.

## BOURSE

### NEW-YORK

Repli. Après quatre séances de hausse, les cours se sont repliés jeudi à Wall Street. Une reprise a toutefois été enregistrée à l'approche de la clôture, qui a limité l'ampleur de la baisse. L'indice des industrielles s'est finalement établi à 784,13, soit à 3,67 points en dessous de son niveau de la veille. Deux facteurs sont à l'origine de ce recul : la minceur des courants d'affaires liés aux nombreux départs en vacances (le marché sera fermé le Vendredi saint) et la grève des transporteurs, de sorte que 21,91 millions de titres seulement ont changé de mains. Cela étant, les dégâts causés à la cote n'ont pas été excessifs. Il s'en faut même, et la tendance est apparue plutôt positive à l'issue du jour. De fait, sur 1 044 valeurs traitées, 731 ont fléchi, mais 710 ont monté, tandis que 403 se maintenaient.

VALEURS	COURS	2-4	3-4
Alcoa	59 3/8	58	58 1/2
Amstar	41 1/4	40 1/2	40 1/2
Boeing	54 7/8	56 1/2	56 1/2
Chrysler	32 3/8	31 1/2	31 1/2
Eastman Kodak	38 1/2	37 1/2	37 1/2
Exxon	47 1/2	47 1/2	47 1/2
General Electric	25 1/2	25 1/2	25 1/2
General Motors	46 1/2	44 3/4	44 3/4
IBM	117 1/2	117 1/2	117 1/2
International Paper	56 1/2	54 3/4	54 3/4
Johnson & Johnson	25 1/2	25 1/2	25 1/2
Kennecott	27 1/4	27 1/4	27 1/4
McDonald	37 1/2	37 1/2	37 1/2
Merck	103 5/8	103 5/8	103 5/8
Pharmacia	32 3/4	32 3/4	32 3/4
Schlumberger	18 3/4	18 3/4	18 3/4
Texaco	38 1/2	38 1/2	38 1/2
Union Carbide	17 1/8	17 1/8	17 1/8
Westinghouse	54 1/2	53 1/2	53 1/2
Yale	54 1/2	53 1/2	53 1/2

### M. JACQUES DARMON ENTRE DANS LE GROUPE THOMSON-C.S.F.

M. Jacques Daron, ancien directeur de cabinet de M. Michel d'Ornano, entre dans le groupe Thomson. Il prendra le 15 avril, les fonctions de directeur délégué dans la société Thomson-C.S.F. M. Daron devait, dans un premier temps, exercer des tâches de coordination et de gestion des différentes branches de Thomson-C.S.F.

Depuis la mort du président Paul Richard, en juin 1976, le groupe Thomson a une direction biéphale. M. Michel Walhain est P-D.G. de Thomson-Brandt et M. Jean-Pierre Bouyssonne P-D.G. de Thomson-C.S.F. (filiale à environ 50 % de Thomson-Brandt).

M. Michel Walhain atteindra l'âge de la retraite en septembre 1980. Toutefois, on peut penser que le conseil d'administration de Thomson-Brandt prolongera, en juin prochain, son mandat pour une durée relativement limitée. M. Bouyssonne, âgé lui-même de cinquante-neuf ans et demi, « es-

vrait lui succéder à la présidence des deux entités.

Àgé de trente-neuf ans, ancien élève de l'École polytechnique (1959) et de l'ENA (promotion « Montaigne »), M. Jacques Daron entra à l'Inspection générale des finances en 1960. Il fut, notamment, le collaborateur de M. Debré au ministère d'État chargé de la défense nationale, de 1969 à 1973, successivement comme chargé de mission, conseiller technique et adjoint au directeur de cabinet, avant d'être nommé chargé de mission à l'ATAR, en juin 1974. Il devait être directeur du cabinet de M. d'Ornano, au ministère de l'Industrie et de la Recherche de mai 1974 à mars 1977, date à laquelle il a suivi comme chargé de mission au ministère de la Culture et de l'Environnement. Il avait quitté ce poste en septembre 1977 lorsqu'il fut nommé président du conseil d'administration de l'Opéra de Paris. En avril 1978, M. Daron devenait le nouveau directeur de cabinet de M. d'Ornano, ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, avant d'entrer en janvier 1979 au sein du groupe Wilco.

En désaccord avec les frères Wilco, il quitta le groupe en décembre de la même année.]

### Sur les marchés des changes

#### FERMETÉ DU DOLLAR A 4,53 F LE DEUTSCHEMARK EST A SON PLANCHER

C'est sur une note de fermeté que le dollar termine cette semaine sur des marchés des changes particulièrement calmes. A Paris, la devise américaine était cotée vendredi matin 4,5359 dollars contre 4,5260, la veille, et à Frankfurt, 1,97 DM contre 1,98 DM; d'où il ressortait un cours du deutschemark en francs très proche du cours d'intervention (lequel s'établit à 2,3633 F pour 1 DM). Ainsi que le franc belge et la couronne danoise, la monnaie allemande se trouve à son « plancher », tant que le franc occupe la première place au sein du S.M.E.

Les marchés de l'or sont fermés jusqu'à mardi, sur la place des places (New-York sera ouvert lundi). A la fermeture du marché de New-York, jeudi soir, l'once d'or valait 222 dollars.

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

#### RAPPEL

Projet de construction d'un poste de transformation 400/225/63 kv. LE CHAPPAUD à SATOLAS-et-BONCE et ST-QUENTIN-FALLAVIER. Le Préfet de l'ISERE rappelle au public l'avis d'ouverture d'enquête paru dans la presse du 30 mars 1980, enquête qui a lieu dans les communes de SATOLAS-et-BONCE et SAINT-QUENTIN-FALLAVIER du 1<sup>er</sup> avril 1980 au 30 avril 1980 inclus.

(Publicité)

### Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe 97/A

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES

Un appel d'offres ouvert est organisé pour la fourniture de matériel et de mobilier de bureau à la Caisse Générale de Sécurité Sociale 97/A, quartier de l'Hôtel de Ville à 97159 Pointe-à-Pitre. Les différents articles sont répartis dans les lots suivants : Lot n° 1 : Mobilier de bureau (bureau, armoire, classeurs); Lot n° 2 : Petit mobilier de bureau (fauteuil, chaise); Lot n° 3 : Matériel de bureau (machines à écrire et à calculer); Lot n° 4 : Fichiers A.S.; Lot n° 5 : Plieuse, inséreuse de courrier; Lot n° 6 : Machines facturières. Les fournisseurs désireux de prendre part à cet appel d'offres peuvent prendre connaissance du dossier de consultation au siège de l'organisme à l'adresse ci-dessus indiquée, où un exemplaire des pièces nécessaires à la présentation de leurs propositions pourra leur être remis, ou plus tard le 18-4-1980 à 18 heures. Les offres devront parvenir au siège de la Caisse avant le 9 mai 1980 au plus tard. Pointe-à-Pitre le 27 mars 1980. LE DIRECTEUR, J. THORIN.

(Publicité)

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Agriculture et de la Révolution Agricole  
Direction de la Tutelle et de la Commercialisation  
Bureau des Marchés

#### AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI DE L'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NR. AOI 2/80 PORTANT SUR LA FOURNITURE DE SEMENCE FOURRAGÈRE

Le ministère de l'Agriculture et de la révolution agricole informe les personnes intéressées par l'appel d'offres international portant sur la fourniture de semence fourragère que la date limite de réception des plis prévue initialement au 31 mars 1980 est prorogée au 14 avril 1980.

Le reste demeure sans changement.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ARBEID

# Pétrole: le monde entier se creuse la tête. Nous creusons dans le monde entier.

La terre cache encore d'abondantes réserves de pétrole et de gaz naturel. Pourtant, le prix du pétrole ne cesse d'augmenter. Pour améliorer la sécurité des approvisionnements, toutes les compagnies pétrolières se retroussent les manches.

Il faut désormais redoubler d'efforts pour chercher hors des zones traditionnelles de production, dans des conditions souvent difficiles. Par exemple, dans les régions polaires et au fond des océans. La recherche et la mise en valeur de ces nouveaux gisements réclament une grande maîtrise technologique et des investissements considérables.

Voilà pourquoi, cette année, l'ensemble des compagnies pétrolières va investir plus de 200 milliards de francs dans le monde entier pour l'exploration et la production. L'industrie pétrolière française participe activement à cet effort dans une cinquantaine de pays.

## Les compagnies pétrolières investissent pour que la France ait du pétrole.

Centre Français d'Informations Pétrolières. 16, avenue Kléber. 75116 Paris.





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. CULTURE : « Une initiation au futur », par Guy Saurès ; « La messe et la loi », par Gabriel Metzger ; « Roland Barthes ou la dédicace », par Jean-Marie Benoist.

### ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- 3-4. AFRIQUE
5. PROCHE-ORIENT
- IRAN : le Conseil de la révolution annonce sa décision sur le transfert des otages.
6. ASIE
- AFGHANISTAN : l'accueil des réfugiés au Pakistan.
7. EUROPE
- BELGIQUE : le roi Baudouin demande à M. Martens de tenter de dénouer la crise.
- POLOGNE : M. Babuch remonte son gouvernement et présente un programme prudent d'austérité.
- 8-9. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : « M. Carter a donné l'apparence de la faiblesse », déclare M. Nixon.

### POLITIQUE

10. La session parlementaire.
- Le maire de Brest (P.S.) donne sa démission.

### LOISIRS

11. Les stations des Pyrénées veulent remonter la pente en douceur.
12. Cologne au pied de sa cathédrale.
13. Zermatt donne le Carvin à ses bourgeois des neiges.

### CULTURE

17. LE JOUR DU CINÉMA : les Muppets ; Tendre Combat.
- EXPOSITIONS : les carreaux de décor.

### SOCIÉTÉ

21. Malgré un sévère « filtrage » des étrangers, la France reste une terre d'asile.
22. JUSTICE : les affaires des casinos nigéris ; le recrutement des magistrats.
23. ÉDUCATION : des professeurs en stage dans les entreprises.
23. SCIENCES

### INFORMATIONS « SERVICES »

24. MAISON : salon de jardin.

### EQUIPEMENT

26. ENVIRONNEMENT : les maîtres des communes des Côtes-du-Nord suspendent leur collaboration au plan Palmer.

### ECONOMIE

27. ÉNERGIE
28. SOCIAL : LOGEMENT : les mauvaises surprises de la libération des loyers.
29. AFFAIRES : un nouvel actionnaire pour Manufrance ?

**RADIO-TELEVISION (20)**  
 Annonces classées (25) ; Carnet (26) ; Journal officiel (24) ; Météorologie (24) ; Météo croisée (18) ; Loto (24) ; Programmes spectacles (18 à 20) ; Bourse (23).

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1980 a été tiré à 352 000 exemplaires.

**TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS**

Modèle TRÉCA

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

**CAPÉLOU**

DISTRIBUTEUR

Seule adresse de vente : 37 Av. de la République - PARIS 11<sup>e</sup> - Métro Parmentier - Parking assuré Tél. 357.46.35

LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE

A B C D E F G

## La conférence des P.C. européens sur le désarmement L'U.R.S.S. approuve l'initiative des communistes français et polonais mais passe sous silence le refus des Italiens et des Espagnols

De notre correspondant

Moscou. — L'Union soviétique a apporté officiellement son appui à la proposition commune des partis communistes français et polonais de réunir, les 28 et 29 avril à Paris, une conférence des P.C. européens sur la paix et le désarmement. « Cette proposition rencontre un écho positif du côté des partis communistes qui s'efforcent sincèrement de consolider la détente et elle souève un grand intérêt des forces démocratiques éprises de paix, de tous les hommes de bonne volonté », écrit la Pravda ce vendredi 4 avril.

Ce soutien ne faisait guère de doute. L'annonce de cette conférence a été, d'ailleurs, précédée de nombreuses consultations avec les dirigeants soviétiques, tant du côté polonais que français ; en particulier, M. Louis Balliot, président de la commission du comité central du P.C.F. pour les questions de défense nationale, a fait, du 17 au 23 mars, une visite à Moscou au cours de laquelle il a rencontré M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique du P.C. soviétique et secrétaire du comité central chargé des relations avec les partis communistes qui ne sont pas au pouvoir. Le communisme communiste insistait sur la nécessité d'intensifier les efforts des communistes et de toutes les forces démocratiques pour s'opposer aux entreprises militaires en Europe.

La Pravda, estimant que la rencontre aura lieu « à un moment

## LE DANEMARK PRÉSENTERA LA CANDIDATURE DE M. GUNDELACH A LA PRÉSIDENCE DE LA COMMISSION DE BRUXELLES

Le gouvernement de Copenhague soutiendra la candidature d'un Danois, M. Finn Gundelach, à la présidence de la Commission des Communautés européennes, le mandat de l'actuel président, M. Roy Jenkins (Grande-Bretagne), viendra à expiration à la fin de cette année, c'est-à-dire dans le mois d'août.

M. Gundelach est actuellement membre de la commission chargée du secteur particulièrement délicat qui englobe l'agriculture et la pêche.

D'autre part, le Foreign Office n'a pas réagi directement aux vives critiques du Quai d'Orsay (le Monde du 4 avril) au sujet des propos tenus mardi par M. Jenkins. Le président de la Commission préjugeant les concessions que des partenaires de la Grande-Bretagne et celle-ci seraient prêts à faire, avait estimé que la somme en litige se réduisait à l'équivalent de deux semaines de dépenses communautaires agricoles. Le porte-parole du Foreign Office a cependant déclaré, jeudi 4 avril, que le gouvernement de Londres était d'accord avec M. Jenkins pour estimer qu'« avec la bonne volonté, dans l'intérêt de la Communauté dans son ensemble, une solution satisfaisante au problème de la contribution britannique peut être trouvée ».

Un député au Parlement européen, M. Jean Oehler (socialiste), conseiller général du Bas-Rhin, a entrepris, jeudi 3 avril, une grève de la faim avec une dizaine de salariés de la Société C.A.E.M. (appareils de chauffage électrique) installée dans la banlieue de Strasbourg. Cette action déclinée à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O., a été décidée pour protester contre le licenciement de la grande majorité des salariés pendant trois mois la sidérurgie nationale britannique.

Ce mouvement spontané a été déclenché pour protester contre la suspension de certains salariés ayant refusé, jeudi, de charger des camions appartenant à des compagnies de transport qui avaient continué de travailler pendant le conflit, ignorant les piquets de grève. — (A.F.P.)

## PRÈS DE 20 000 TRAVAILLEURS ONT DÉBRAYÉ EN GRANDE-BRETAGNE

Près de vingt mille ouvriers de la « British Steel Corporation » (B.S.C.) ont à nouveau cessé le travail, vendredi 4 avril, vingt-quatre heures après la fin du conflit qui a paralysé pendant trois mois la sidérurgie nationale britannique.

Ce mouvement spontané a été déclenché pour protester contre la suspension de certains salariés ayant refusé, jeudi, de charger des camions appartenant à des compagnies de transport qui avaient continué de travailler pendant le conflit, ignorant les piquets de grève. — (A.F.P.)

Attention en Corse. — Sept attentats à l'explosif ont été commis, vendredi 4 avril, entre 0 heure et 2 heures, dans des établissements de commerce de Bastia. Le plus important a soufflé la devanture d'un magasin d'ameublement au sud de la ville et endommagé une camionnette. D'autres charges détonantes qui avaient été placées à la périphérie et aux environs de Bastia n'ont pas explosé.

## Financièrement utile, politiquement opportun Le prêt de 500 millions de francs de l'État au Crédit lyonnais

Pour renforcer les fonds propres du Crédit lyonnais, l'État va lui accorder un prêt de 500 millions de francs (« le Monde » du 4 avril).

Le Crédit lyonnais, deuxième banque nationalisée française (derrière la B.N.P. et avant la Société générale), a réalisé, en 1979, un bénéfice de 821 millions de francs (après 280 millions de provisions), contre 195 millions seulement en 1978. Le résultat d'exploitation du groupe (activités à l'étranger incluses) a lui-même augmenté de 42,9 %, passant de 1 060 millions de F en 1978 (1 180 millions en 1977) à 1 514 millions en 1979.

L'amélioration de la rentabilité de l'entreprise s'explique bien entendu par une meilleure exploitation des produits offerts, mais aussi par une maîtrise accrue des frais généraux. « Pour la première fois depuis quatre ans », a indiqué le président, M. Claude Pierrel, en présentant les comptes à la presse, les frais généraux n'ont augmenté que de 10 %. La politique adoptée depuis 1974 — année à l'issue de laquelle le groupe affichait pour la première fois un résultat déficitaire de 154 millions — commence donc à porter ses fruits. Il est vrai que deux mille cent emplois ont été supprimés en trois ans dont 931 en 1979, les effectifs étant ainsi ramenés à quarante-quatre mille huit cent vingt personnes.

L'année 1979 aura donc été celle de l'assainissement des comptes. 1980 sera celle du renforcement général des fonds propres, objectif assigné aux banques en avril

## La bataille contre le ticket modérateur d'ordre public Le ministre de la santé dément qu'un délai de grâce de deux mois soit accordé

L'institution d'un ticket modérateur d'ordre public, empêchant à partir du 1<sup>er</sup> mai les mutuelles et les compagnies d'assurance de rembourser totalement les frais de santé afin de faire supporter aux malades au moins 5 % des dépenses, continue de provoquer d'importantes réactions de mutuelles, des syndicats et des milieux politiques, y compris à l'U.D.F.

Le ministère de la santé et de la sécurité sociale, qui maintient le principe de ce ticket modérateur d'ordre public et l'on affirme qu'il n'est pas question de reculer, a démenté — comme des informations officielles nous avaient permis de l'indiquer en première édition — qu'une certaine souplesse serait admise pour les délais d'application : un répit de deux mois — jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet — durant lequel aucun contrat de sanction n'aurait été décidé. Selon ces informations il était admis que tant pour les compagnies d'assurance que pour les mutuelles, les contraintes techniques ou juridiques (modification des contrats, tenue d'assemblées générales pour modifier les statuts) devaient effectivement être prises en compte.

Le démenti catégorique du ministère n'atténue en rien les difficultés d'application et la détermination des adversaires de cette formule. La Fédération nationale

## M. GÉRARD NICOUX SE VOIT INTERDIRE L'EXERCICE DE TOUTE RESPONSABILITÉ SYNDICALE

(De notre correspondant.)  
 Grenoble. — Le secrétaire général du CID-UNATI, M. Gérard Nicoux, incarcéré à la prison de Varces (Isère) où il purge, depuis le 3 mars, une peine de quatre mois de prison, s'est vu signifier, jeudi 3 avril par le procureur de la République de Bourgoin-Jallieu, l'interdiction d'exercer « à titre perpétuel » toute responsabilité syndicale, précise dans un communiqué le bureau national de l'organisation des commerçants et artisans.

« Jamais une telle sanction n'a été prise à l'encontre d'un représentant syndical national. Cela confirme l'attachement politique à détruire le CID-UNATI depuis des mois », constate le bureau du CID-UNATI, qui ajoute : « Gérard Nicoux détient son mandat national de milliers de représentants syndicaux départementaux, répartis dans toute la France. Il n'est pas possible de retirer un mandat qui a été donné par la volonté populaire. Le CID-UNATI s'insurge contre cette décision, son secrétaire général étant seul à subir une telle mesure, alors que d'autres responsables syndicaux, pour des faits plus graves, n'ont jamais été inquiétés. Le CID aura apporté la réponse que mérite cette inqualifiable décision ».

La « réponse » n'a pas tardé, puisque, dans la nuit de jeudi à vendredi, des militants du CID-UNATI ont perturbé la liaison ferroviaire Annecy-Paris en jetant sur la voie de vieux pneus imbibés d'essence. D'autres manifestations pourraient se dérouler dans les prochaines heures dans le département de l'Isère et du P.-de-F., mais les modalités de ces « actions » demeurent secrètes.

CLAUDE FRANÇILLON.

L'interdiction qui frappe M. Nicoux résulte d'une disposition de l'article L.411-4 du code du travail selon laquelle « les membres français de tout syndicat professionnel chargé de l'administration ou de la direction de ce syndicat doivent jouir de leurs droits civils » et n'avoir pas été condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement. Le directeur du CID-UNATI purge actuellement une peine de quatre mois ferme. Cette interdiction n'est pas « perpétuelle » à proprement parler : le code pénal prévoit qu'une personne frappée d'une interdiction ou d'une déchéance peut demander à la juridiction qui l'a condamnée à être relevée. Il s'agit d'un tribunal de la Rochelle dans le cas de M. Nicoux.

## UNE PROJECTION DU FILM « LA QUESTION » EST INTERDITE DANS LES VOSGES

(De notre correspondant.)

Les pensionnaires de l'hôpital psychiatrique de Ravenel (Vosges) ne verront pas ce vendredi 4 avril, le film de Laurent Heynemann, « La Question », d'après le livre d'Henri Alleg.

Le préfet des Vosges, M. Proux, en a interdit la projection. Il a pris en compte le fait que l'hôpital de Ravenel est un établissement départemental, il a, par ailleurs, considéré que la publicité très large faite à ce film en dehors de l'hôpital enlevait à la projection le caractère privé prévu à l'origine par les organisateurs. Le groupe socioculturel de l'hôpital.

À Mircecourt, l'annonce de la projection de « La Question » avait provoqué une vive réaction de la section locale de l'Union nationale des parachutistes. Son président écrivait à ce propos : « Le film suit l'armée française et glorifie la trahison. Nous ne tolérerons pas que la voix de la trahison couvre le silence de tous les morts au service de la patrie. » [Rappelons que l'Union nationale des parachutistes est intervenue le 9 septembre 1979 pour dissuader Serge Gainsbourg de venir chanter à Marseille en version de « la Marseillaise », et a perturbé son spectacle à Strasbourg, en janvier.]

**MAINE'S WEAR**  
 188, rue du Château, 75014 PARIS  
 Tél. 45-75-75

COSTUME FLANELLE DE LUXE 299 F  
 QUATRE CHEMISES DE LUXE 99 F  
 Ouvert tous les jours de 10 à 20 h.

Pour les Fêtes  
 un grand  
 Bourgogne blanc  
 POUILLY FUISSÉ

**PARIS LONDRES BERKELEY**  
 BRIGHTON, CAMBRIDGE (été)  
 (U.S.A.)

COURS SPÉCIAUX D'ANGLAIS

Demandes notre documentation :  
 LANGUAGE STUDIES  
 350, rue St-Honoré, 75001 Paris  
 Tél. 260-53-70

## Le Monde

DI MANCHE

Au sommaire du numéro du 6 avril

- Les propos d'un philosophe masqué.
  - Les armes de l'autodéfense.
  - Femmes en uniformes.
- L'Arlequin du Val-de-Grâce.
  - Revoilà l'écrivain public.
  - Tranquille El Paso.
  - Schaarbeek, ni Harlem ni la Goutte d'Or.
  - La révolution de l'intelligence.
  - Les médicaments de la mer.
  - Le langage des animaux.
  - Les confessions de Flannery O'Connor.
  - Histoire : l'Etat est né au quatorzième siècle.
  - Charlie Barr, skipper.
  - Décoration : le triomphe de la confusion.
- Les programmes commentés de la télévision et de la radio
- Une nouvelle de Jean-Pierre Otte

**LOTO**  
 c'est facile,

Personnel S.A. R. Assiniet L07/80

مكتبة الأمل